

LA RECHERCHE
D'UNE NOUVELLE POLITIQUE
DE L'EMPLOI

Vingt-quatre ministres
du travail réunis à Paris

LIRE PAGES 28-29

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F.

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
11 fr.; Canada, 60 c. et; Danemark, 3 kr.;
Espagne, 16 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce,
10 dr.; Iran, 45 rls.; Italie, 250 L.; Japon, 125 y.;
Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
8,00 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr. S.S.A.; 60 cts; Tchécoslovaquie, 15 s. ch.

Tarif des abonnements page 29
5, RUE DES ITALIENS
75457 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 437-23 Paris
Tél. Paris 26 606372
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LA RHODÉSIE au pied du mur

Déclarer l'état de guerre ne signifie pas faire la guerre. Mais la décision du président du Mozambique, M. Samora Machel, de fermer les 1300 kilomètres de frontières de son pays avec la Rhodésie témoigne à tout le moins de sa volonté d'appliquer réellement le blocus économique préconisé par les Nations unies à l'encontre de Salisbury. Au delà, elle est un véritable ultimatum au pouvoir blanc de M. Ian Smith.

Avant l'indépendance du Mozambique, le 25 juin 1975, les quatre cinquièmes du commerce extérieur de la Rhodésie transitaient par les ports de Beira et de Lourenço-Marques (devenu Maputo). La fermeture des lignes de chemin de fer entre les deux pays oblige les Rhodésiens à emprunter la route d'Aden au Sud, plus longue et infiniment plus coûteuse.

Le Mozambique, qui vient de connaître de mauvaises récoltes et souffre d'une pénurie de devises, se prive ainsi de 16 millions de livres sterling de taxes portuaires et de trafic ferroviaire. Il se coupe aussi d'une source d'approvisionnement en produits agricoles. Mais il ne fait guère de doute qu'il obtiendra avant cette décision — une promesse d'aide de pays socialistes, ainsi que de la Zambie. Les présidents des quatre pays ne se sont-ils pas rencontrés à Maputo au début de février pour décider de leur attitude vis-à-vis du plus fragile pouvoir blanc d'Afrique australe? En mai 1975, la conférence du Commonwealth, réunie à la Jamaïque, avait également préconisé la fermeture de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie, et, sans tarder, le gouvernement de Londres a nonneilli favorablement la décision du président Machel. La conférence avait en outre accepté le principe d'un fonds de compensation pour soutenir l'économie mozambicaine.

S'il pensait que la lune de miel avec le Mozambique — qui durait depuis l'indépendance de ce pays — pouvait durer, M. Smith s'est trompé. L'échec d'une première conférence constitutionnelle entre Noirs et Blancs sur l'avenir de la Rhodésie en août 1975, la poursuite des négociations, reprises le 15 décembre avec la fraction intérieure du Conseil national africain de M. Nkomo, lui sont en grande partie imputables. Ne continuait-il pas toujours d'affirmer son opposition à la règle de la majorité? Or, pour des raisons démographiques l'aggravées — il y a cent quatre-vingt mille Blancs face à cinq millions Noirs — la position du pouvoir minoritaire est sans espoir. M. Smith va donc devoir réellement composer ou se battre.

Dans la décision qui prendra le pouvoir blanc en Rhodésie, l'attitude de l'Afrique du Sud pèsera lourd. Depuis longtemps déjà, M. Vorster cherche à éviter une confrontation raciale à sa frontière du nord-est, au moment où se pose pour lui le problème de la Namibie. Son objectif est de parvenir à une transformation pacifique de la Rhodésie par la création d'un État africain au sein duquel la communauté blanche garderait certains privilèges.

Le premier ministre de Trévisio doit d'abord décider s'il autorisera ou non un passage massif du commerce extérieur rhodésien par l'Afrique du Sud. Mais, s'il veut sauver ce qui peut l'être, de sa politique de détente avec l'Afrique noire, il doit aussi faire comprendre à M. Smith que, en cas de conflit armé en Rhodésie, l'Afrique du Sud n'interviendra pas. Pourra-t-on néanmoins éviter le « bain de sang » annoncé il y a quelques jours encore par le président de la Zambie?

(Lire nos informations page 2.)

UN « PLAN MARSHALL ARABE »
EN FAVEUR DE L'ÉGYPTÉ ?
(Voir page 16)

La libéralisation compromise en Espagne

Trois manifestants ont été tués
par la police à Vitoria

De graves incidents ont eu lieu le 3 mars à Vitoria, au Pays basque, la police a ouvert le feu sur des manifestants, tuant trois civils et en blessant une trentaine d'autres; un représentant des forces de l'ordre a, d'autre part, été grièvement blessé par un cocktail Molotov. Ce jeudi matin l'armée aurait pris position dans les rues de Vitoria. Les affrontements font suite à une série de grèves commencées en janvier dans plusieurs entreprises de la ville et qui se sont durcies après le refus du patronat de négocier avec d'autres représentants que ceux des syndicats officiels.

Cette brusque tension qui compromet les chances de M. Fraga Iribarne de mener à bien la libéralisation, inquiète les milieux politiques madrilènes. Les ultras prennent en effet prétexte des désordres actuels pour s'opposer à une évolution démocratique qui est également combattue par les extrémistes de gauche. Dans ce contexte, le projet de Juan Carlos I^{er} de soumettre à référendum une réforme constitutionnelle constitue une ultime tentative pour empêcher le retour en force des partisans d'un régime franquiste dur.

Consternation à Madrid

De notre envoyé spécial

Madrid. — Les dramatiques incidents de Vitoria ont semé la consternation dans les milieux politiques de Madrid. Ils inquiètent une opinion déjà troublée par la multiplication des mouvements de grève et l'ambiguïté profonde de la situation politique actuelle. L'escalade de la violence depuis deux semaines dans toute la péninsule, les affrontements quotidiens et de plus en plus brutaux entre grévistes et forces de l'ordre, mettent soudain en lumière les risques de cette période de transition.

Les hommes qui sont au gouvernement depuis trois mois soulignent à juste titre que, malgré les transformations profondes, nous sommes restés un système franquiste qui a été en quarante ans d'immenses progrès et des habitudes d'insécurité. Ils souhaitent construire un régime plus libéral, plus adapté à la société espagnole moderne, qui permette de bâtir, dans un délai raisonnable, une véritable démocratie.

L'immense majorité des Espagnols, de la gauche à la droite, espèrent, consciemment ou non, que ce parti pourra être tenu. Même les formations de la gauche classique, semi tolérées ou encore clandestines — communistes, socialistes et plusieurs tendances démocratiques chrétiennes — la recherche de l'unité, — affirment que la « rapine démocratique » qu'elles préconisent se fera sans « fracture ».

Il s'agit, pour elles, de rompre plus nettement et plus rapidement avec les institutions franquistes que ne le veulent les réformistes du gouvernement. Mais à l'extrême droite comme à l'extrême gauche des forces minoritaires et actives jouent délibérément la politique du pire. Les ultras ne veulent à aucun prix du « changement » démocratique. Des formations révolutionnaires d'extrême gauche dé-

noncent quant à elles de plus en plus souvent la politique trop conciliante du parti communiste et des commissions ouvrières. Depuis quelques semaines, elles ont marqué des points non négligeables dans un monde ouvrier disponible, assez peu politisé, mais qui devient plus combattif. Tout indique, d'autre part, que les forces de l'ordre ont retrouvé une efficacité, une énergie, une volonté d'élimer rapidement tout risque de troubles graves, qui rappellent les périodes les plus sombres du franquisme. Tout laisse à penser aussi qu'elles peuvent, dans certains cas, échapper aux considérations politiques.

ALAIN NIDBERGANG
(Lire la suite page 3.)

LE MIDI VITICOLE en ébullition après l'arrestation de deux vignerons

De graves incidents ont opposé, dans la nuit de mercredi à jeudi, quelques centaines de vignerons aux forces de l'ordre à Nerbonne (Aude). Les manifestants protestent contre l'arrestation de deux viticulteurs soupçonnés d'avoir participé au sabotage des installations de la firme de négoce de vins dans le midi. Le Comité d'action viticole qui s'est réuni jeudi matin, appelle les viticulteurs du Midi à une mobilisation générale. Une journée « vitilles mortes » devrait être organisée dans l'Aude ce jeudi.

Encore une fois la passion l'a emporté sur la raison : le Midi viticole est en ébullition. Pourquoi?

Les cours du « gros rouge » se sont-ils effondrés? Non, ils ont plutôt une bonne tenue. Les importations de vins italiens concurrentielles encore déloyalement les produits français? Non. Le contrôle de la qualité imposé par le gouvernement français, a, semble-t-il, découragé les négociants d'acheter à vil prix du « blanc caché » pour couper du « rouge ».

Alors? Deux vignerons ont été arrêtés mercredi après-midi et transférés à Lyon pour être entendus par un juge d'instruction. Ils sont soupçonnés d'avoir participé au sabotage des chais de M. Pierre Ramel, dans l'Ain. Depuis quelques mois, ce négociant en vin de Médoc, ex-propriétaire de vignes, se livre à l'achat de vins italiens qu'il revend à vil prix. Il s'agit d'un trafic d'importation de vins italiens qui ruine la viticulture languedocienne.

ALAIN GIRAUDO
(Lire la suite page 30.)

L'agitation universitaire s'étend en province

A trois semaines des vacances de printemps, l'agitation s'étend dans les universités de province et commence à toucher, mais faiblement, certains établissements parisiens. Le mouvement semble le plus important à Amiens, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Rennes et Toulouse. Des manifestations, rassemblant de quelques centaines à plus de deux mille étudiants, ont eu lieu mercredi 3 mars dans un certain nombre de villes.

Les étudiants manifestent principalement contre la réforme du second cycle universitaire et celle, envisagée par le ministre de l'éducation, de la formation des maîtres. Dans les instituts universitaires de technologie, les revendications concernent, comme les années précédentes, la reconnaissance de diplômes de sortie dans les conventions collectives et la possibilité d'accéder au deuxième cycle universitaire. Plus généralement, c'est l'inquiétude profonde des étudiants face à leur avenir et au débouché incertain de leurs études qui est la toile de fond de ce mouvement.

Dans les lycées, seule la cité scolaire d'Amiens paraît touchée par la grève des élèves. Toutefois, des militants d'extrême gauche ont réuni à Paris la première « coordination lycéenne ».

(Lire page 10 nos reportages sur les universités de Grenoble et de Toulouse.)

Le passage de la maternelle à l'école élémentaire

A chacun son rythme

par RENÉ HABY

M. René Haby, ministre de l'éducation, précise ci-dessous pour le monde la position sur le passage de l'école maternelle à l'école élémentaire, et sur son projet de cours préparatoire à deux vitesses, qu'il a récemment confirmé. Cette déclaration avait provoqué des réactions hostiles, notamment de plusieurs organisations d'enseignants et de parents d'élèves.

Des approbations — dont je ne parlerai pas — mais aussi des critiques se sont exprimées sur le projet d'organisation de deux voies, l'une plus rapide que l'autre, pour les premiers apprentissages de la lecture et du calcul. Pour une féderation de parents d'élèves connue

pour ses jugements sans nuances cela revient à « faire une sélection dès l'entrée dans le primaire » pour M. Mécénéau, député socialiste, « orientation prématurée fondée sur le redoublement abouti à recréer dès le plus jeune âge des filières clandestines ».

L'aspect tendancieux de l'interprétation donnée aux projets présentés seuls aux yeux. Par les termes utilisés tout d'abord, l'absence de souligner que ces projets ne comportent aucune « sélection », puisque tous les enfants sont acceptés à six ans dans l'enseignement primaire? Par ailleurs, l'organisation souple proposée a précisément pour effet d'éviter les « redoublements » et les « filières clandestines » qui sont la plaie du système actuel.

(Lire la suite page 9.)

Ce que je pense du Chili

Sous le titre « Les Commandements de l'histoire et les exigences de l'avenir », M. Eduardo Frei, leader de la démocratie chrétienne, qui fut président du Chili de 1964 jusqu'à l'élection de Salvador Allende, à la fin de 1970, a rédigé un texte d'une soixantaine de pages qui constitue un véritable réquisitoire contre la junte militaire au pouvoir à Santiago. D'abord tonné, ce texte circule dans le milieu au Chili depuis décembre 1975 lorsque sa publication fut autorisée en janvier dernier

par le gouvernement du général Pinochet. Nous commençons aujourd'hui la publication d'un texte condensé de l'original de M. Eduardo Frei, dans lequel l'ancien président chilien justifie sa position au moment du renversement, le 11 septembre 1973, de l'unité populaire, condamne le « caractère fasciste » du régime actuel et réclame l'instauration d'un régime démocratique modéré, étape nécessaire, selon lui, avant le rétablissement d'une véritable démocratie au Chili.

I. — Les extrémistes au pouvoir

par EDUARDO FREI

Je prends la plume moi par un impératif auquel je ne puis me soustraire : je ne puis cacher l'angoisse que je ressens pour le sort de notre pays. J'aurais préféré ne pas le faire, je sais trop que ce que je vais dire déclenchera des

attaques et provoquera des incompréhensions contradictoires. On me prêtera les intentions les plus diverses. C'est de peu d'importance au regard de la situation dramatique que nous vivons.

J'ai, à l'égard du peuple chilien, des responsabilités qui ne dépassent pas largement. Car il m'a manifesté à plusieurs reprises sa confiance en me désignant pour le représenter au Parlement et en m'élevant ensuite comme président de la République avec un nombre de voix jamais atteint dans notre histoire. J'ai donc le combat que j'ai livré au cours des dernières années, avec tant d'hommes et de femmes de ce pays. Loin d'être mais toujours ouverte et pure pour défendre les valeurs fondamentales de la démocratie et l'intérêt supérieur du Chili, je suis toujours livré en plein jour, dans la presse, dans les grands rassemblements populaires, dans les campagnes électorales et, notamment en 1973, au cours d'une campagne politique des plus ingrates, à l'issue de laquelle je fus élu sénateur, avant que mes collègues me portent à la présidence de leur assemblée. (1)

Notre opposition au gouvernement de cette époque était du même type que celle qui se serait exercée dans n'importe quel Parlement du monde libre. Nous nous sommes attachés à un gouvernement qui dévalait la monnaie de 25 000 % en trois ans, laisse se

(1) Les sénateurs chiliens étaient élus au suffrage universel. Eduardo Frei fut élu sénateur en mars 1972 dans un des quartiers les plus populaires de Santiago. Il remplit plus de vingt ans de ses fonctions et fut élu sénateur à la présidence de leur assemblée.

développer durant les douze derniers mois une inflation de l'ordre de 400 %, accepta de vivre en compagnie de Richard Duran et par lequel il raconte sa vie. Des extraits en sont déjà publiés et le 5 mars « Apostrophes » servira de ring. Un événement? L'événement — plus discret, et à un autre titre — c'est davantage la publication de cette autobiographie tumultueuse par un éditeur comme Gallimard, même s'il n'a jamais ignoré systématiquement les sportifs.

(Lire la suite page 5.)

MUHAMMAD ALI PAR LUI-MÊME

Le dinosaure missionnaire

Muhammad Ali, qui fut Cassius Clay et, depuis longtemps, ne veut plus l'être, est à Paris. Il n'y avait jamais combattu. Il ne vient toujours pas y combattre. Il s'agit seulement de « lancer » la traduction française du livre qu'il signe en compagnie de Richard Duran et par lequel il raconte sa vie. Des extraits en sont déjà publiés et le 5 mars « Apostrophes » servira de ring. Un événement? L'événement — plus discret, et à un autre titre — c'est davantage la publication de cette autobiographie tumultueuse par un éditeur comme Gallimard, même s'il n'a jamais ignoré systématiquement les sportifs.

A vrai dire et à bien lire, s'il s'agit de sport évidemment, de boxe et de boxeurs en l'occurrence, il s'agit bien davantage d'un manifeste. De ce glorieux après tout, on n'ignorait plus grand-chose que ce soit de ses combats, de sa superbe ou de ses engagements. Il y avait déjà sur lui plus qu'il n'en faut d'articles, d'interviews, de

livres et même de films (1). La politique n'y était pas pour rien. Depuis que Cassius Clay avait rejeté son « nom d'esclave », depuis qu'il s'était engagé aux côtés des musulmans noirs, qu'il avait refusé l'incorporation dans l'armée américaine, faisant savoir qu'il n'avait pas, lui, de « querelle avec le Vietnam », il n'était plus seulement un boxeur poids lourd, un de ces « dinosaures » comme ils s'appellent entre eux. Il était devenu une sorte de missionnaire, haut ou vénéré. Il n'en restait pas moins, et même plus que jamais, le fantôme, grande gueule et fier-à-bras, proclamant sa mégalomanie à la face de la terre. Le plus grand, le plus beau, le plus fol.

(Lire l'article de JEAN-MARC THEOLLEYRE page 18 du « Monde des livres ».)

(1) Il vient de paraitre un nouveau roman écrit en français par Henri Verrier, un album de photographies et de textes rassemblés par le journaliste américain David Katz avec le titre « I am King », 128 pages, 38 F.

RAYMOND ARON

Penser la guerre, Clausewitz

Tome I - L'âge européen
Tome II - L'âge planétaire

l'admirable « Clausewitz »
la lumineuse clarté aronienne.
L'homme et le Roy Ladour. Le Monde

GALLIMARD

AFRIQUE

La fermeture de sa frontière avec le Mozambique pose à la Rhodésie de graves problèmes économiques

Si la Grande-Bretagne manifeste sa satisfaction devant la fermeture de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie, le président Ford n'a pas caché, mercredi 3 mars, son « inquiétude » devant l'évolution des événements.

Le porte-parole de la Maison Blanche, tout en refusant de faire des commen-

taires sur l'hypothèse d'une intervention extérieure dans les pays d'Afrique australe, a souligné que les Etats-Unis appuieraient les efforts des Nations unies en vue de parvenir à l'établissement d'un régime majoritaire tant en Rhodésie qu'en Namibie.

● AU CAP, M. Vorster devait faire, ce

jeudi 4 mars, une déclaration devant le Parlement sud-africain sur la crise entre le Mozambique et la Rhodésie. Jusque-là, présent, l'Afrique du Sud n'a pas exprimé de réaction. Un porte-parole du gouvernement s'est borné à déclarer que « le premier ministre se tenait informé de l'évolution de la situation ».

Correspondance

Machel n'a pas déclaré la guerre à la Rhodésie et nous n'avons aucune intention de le lui déclarer. M. Van der Byl a dénoncé « la malveillance systématique » de la presse internationale, qui interprète le discours de M. Machel comme une déclaration de guerre. Il a assuré qu'il s'agissait d'un plan de guerre psychologique contre la Rhodésie, visant à semer la panique parmi les Blancs.

Cependant, les Rhodésiens ne sont que trop conscients qu'ils sont soumis à des pressions internationales sans précédent pour

provoquer la chute du gouvernement minoritaire blanc, et le renouveau d'un gouvernement majoritaire noir. Ils constatent avec amertume que le gouvernement britannique fait chorus.

Le quotidien du matin Rhodesia Herald écrit jeudi : « On veut étrangler la Rhodésie. Les événements d'hier sont un exemple de ce qui nous attend... L'approbation immédiate de la décision de M. Machel par le gouvernement britannique, j'ai pu l'apprendre d'un plan d'action concerté. »

Personne ne doute que de nouveaux heurts vont opposer les forces de sécurité rhodésiennes et les guerilleros rhodésiens, soutenus par le Front de libération du Mozambique.

La date de l'attaque du village de Fafuri par les forces rhodésiennes, telle qu'elle a été mentionnée par M. Machel, coïncide avec un bulletin du gouvernement rhodésien publié au début de cette semaine, selon lequel les forces de sécurité avaient tué vingt-quatre guerilleros dans une opération de poursuite au-delà de la frontière du Mozambique.

Dans son discours de mercredi soir, M. Van der Byl a défendu ce droit de suite, et déclaré que le président Machel n'avait qu'à s'en prendre à lui-même puisqu'il abritait des terroristes rhodésiens. La fermeture de la frontière signifie maintenant que la Rhodésie ne dispose plus que de deux voies ferrées pour le relier au monde extérieur : elles traversent le Botswana et la République sud-africaine. Les décisions du président Machel ont donc déjà affecté la Rhodésie, et le Zaire, dont les exportations de cuivre, qui ne peuvent déjà plus emprunter la voie de l'Angola, sont gravement endommagées pendant la guerre civile en Angola, ne pas-

seront plus par la Rhodésie ni le Mozambique.

Néanmoins, le président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda, a approuvé la décision du président Machel et déclaré : « La Zambie est aux côtés du Mozambique pour la cause de la justice. »

Les milieux d'affaires rhodésiens estiment que le Mozambique souffrira plus que la Rhodésie de la fermeture de la frontière. L'économie du Mozambique est dans un état dramatique en raison du départ de la plupart des colons portugais. Le Mozambique dépend largement du maïs rhodésien pour nourrir sa population. Le président des chambres de commerce de Rhodésie, M. Richard Sly, nous a déclaré : « La situation est grave pour la Rhodésie. Mais le président Machel va s'apercevoir qu'il a fait un mauvais calcul, et il risque de se retrouver perdant. »

Le cabinet rhodésien s'est réuni en session extraordinaire pour étudier les décisions du président Machel. Le ministre des transports, M. Roger Hawkins, nous a déclaré : « Nous nous attendions à ces décisions et nous avons préparé depuis longtemps un plan pour détourner notre trafic à l'ouest vers d'autres voies. »

Cependant, à Pretoria, un porte-parole de la Compagnie des chemins de fer sud-africains précise qu'aucune décision n'a encore été prise par le gouvernement. Le second était chargé de faire passer la R.T.A. (Radio-télévision algérienne) et d'autres bâtiments à Alger. Mohamed Haroun et Chérif Hocine ont été condamnés à la réclusion à perpétuité, et Kaci Louneux à vingt ans de prison. Le premier a expliqué qu'il avait déposé une bombe à Constantine — elle a été désamorcée à temps — pour aider le pouvoir révolutionnaire à lutter contre la bourgeoisie. Le second était chargé de faire passer la R.T.A. mais il en aurait été dissuadé par le nombre de personnes qui se trouvaient à l'intérieur de l'immeuble. Les trois autres devaient réaliser l'attentat d'Oran mais, à la dernière minute, il aurait pris peur, et Moudjahid est allé se placer dans cette ville où il a été arrêté. Haroun et Hocine ont alors participé à l'attentat contre El Moudjahid.

Le Français Daniel Paul, dit Daniélio, comptable à Alger, a été condamné à six mois de prison

Algérie

Trois des « saboteurs » impliqués dans l'attentat contre « El Moudjahid » ont été condamnés à mort

Alger. — Trois condamnations à mort, deux réclusions à perpétuité, une peine de vingt ans de prison et une autre de six mois avec sursis, tel est le verdict qui a été rendu, mercredi 3 mars, par la Cour de sûreté de l'Etat contre les membres du réseau de « saboteurs » impliqués dans l'attentat du 3 janvier contre le quotidien gouvernemental « El Moudjahid » (« Le Monde » des 10 janvier et 24 février). Les condamnés ont huit jours pour se pourvoir en cassation.

De notre correspondant

Small Medjber, alias Claude-François Rousseaux, Algérien, porteur d'un passeport français, qui est apparu comme le chef du groupe en Algérie ; Jay Salby, alias Bertin Aurelio ; et André-Noël Chertif, alias Ignazio Tedesco, ont été condamnés à la peine capitale. Le premier avait reconnu avoir participé à l'attentat contre le quotidien gouvernemental « El Moudjahid », l'attentat, avec la participation de plusieurs autres personnes condamnées, et à plusieurs autres opérations de sabotage, avant de se rendre en Algérie pour une nouvelle mission, le 18 décembre.

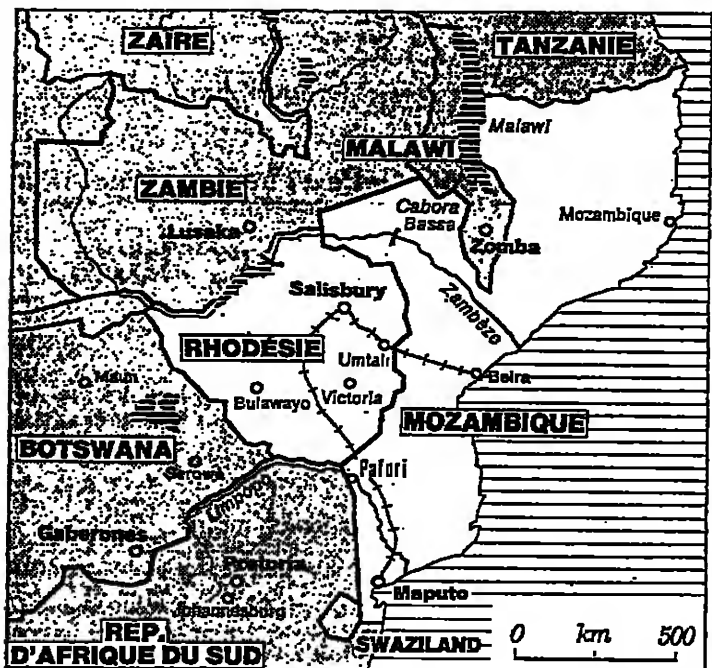
Il avait été rejoint par les deux autres personnes condamnées, mercredi à la même peine, qui venaient également de France, via l'Espagne, à bord d'une voiture transportant des explosifs. Ces derniers devaient être également utilisés dans le cadre de l'attentat contre El Moudjahid.

Le verdict peut sembler sévère dans la mesure où l'attentat contre El Moudjahid n'a pas fait de morts. On fait cependant remarquer dans les milieux bien informés que la cour a probablement tenu compte du fait que plusieurs des inculpés ont participé à des attentats contre des bâtiments officiels algériens, France et l'étranger. Leur appartenance aux S.O.A. (Soldats de l'opposition algérienne de M. Moudjahid) n'a pas fait de différence.

Enfin, les Algériens ont le sentiment que l'opération du réseau des saboteurs prévoyait d'autres actions visant à « déstabiliser » l'Algérie, comme le prédisait le mémoire adressé par le ministre des affaires étrangères au gouvernement français à la suite des derniers attentats commis en France (le Monde du 24 février).

PAUL BALTA.

(1) 1 dinar = 120 franc.



Londres accueille favorablement la décision du président Machel

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement britannique a « accueilli favorablement » la décision du président Machel de fermer la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie, et d'appliquer pleinement les sanctions prévues par l'ONU contre le régime de Salisbury.

M. Rowlands, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, a précisé devant les Communes que la Grande-Bretagne reste fidèle à sa promesse donnée il y a un an déjà de participer à un programme international d'assistance au Mozambique, afin de compenser les pertes de revenus dont il va souffrir en fermant les deux voies ferrées par lesquelles la Rhodésie avait accès à l'océan indien.

La « commission des sanctions » du Commonwealth devait se réunir ce jeudi 4 mars à Londres pour examiner les meilleurs moyens de venir en aide au Mozambique. La participation britannique à ce programme est généralement évaluée à une quinzaine de millions de livres (135 millions de francs). D'autre part, une équipe d'experts britanniques va rendre ces jours-ci à Maputo (ex-

Lourenço-Marques), afin d'étudier sur place les mesures à prendre.

Le nouvel isolement du régime rhodésien, qui accroît les risques d'épreuve de force en Afrique australe, suscite une vive émotion à Londres et des dissensions au sein des partis politiques.

Ces divergences sont particulièrement sensibles dans le camp conservateur. Aux Communes, les députés de l'aile droite tory ont protesté vigoureusement mercredi contre l'attitude du porte-parole officiel de leur parti, M. Tugendhat. Celui-ci s'était fait l'écho de la thèse du gouvernement travailliste, selon laquelle M. Smith devrait rapidement admettre le principe d'une majorité noire dans son pays. Jusqu'ici, le leader des conservateurs, Mme Thatcher, refuse de s'engager. Elle a refusé de répondre à la question de savoir si le gouvernement de Londres « si l'Union soviétique patronnait une guerre de libération nationale contre la Rhodésie ». — J.-M. WETZ.

OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie

L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE REFUSE DE VOTER LE BUDGET PROVISOIRE

De notre correspondant

Nouméa. — « Nous ne voulons pas brader la Calédonie. » Cette mise en garde de M. Georges Nagle, conseiller territorial appartenant au mouvement libéral calédonien (M.L.C.), proche de la majorité, résume le débat à l'Assemblée locale qui a abouti, le mercredi 3 mars, au rejet, par 21 voix contre 10, de l'examen d'un budget « provisoire d'urgence », alors que le territoire est toujours sans budget.

La Nouvelle-Calédonie fait face à un déficit prévisionnel de plus d'un milliard de francs C.F.P. (1). Le gouvernement, excluant toute subvention qui impliquerait l'intervention du Parlement, a offert de prendre en charge « tout ou partie de certains services territoriaux ». Les élus calédoniens rejettent toute aide qui favoriserait l'évolution vers la départementalisation. Malgré les efforts de l'administration, qui souhai-

taient le vote d'un budget provisoire, l'Assemblée s'est donnée un délai de quinze jours pour obtenir du gouvernement qu'il accepte de financer certaines dépenses (au total, le montant du déficit) qui n'impliquent aucun abandon de compétence des instances locales dans la gestion et le contrôle des services intéressés.

Le fait que deux partis proches de la majorité nationale, l'U.P.M. (Union progressiste multiraciale) et le M.L.C., aient rejoint l'opposition autonomiste traditionnelle, laisse penser qu'un an du renouvellement des municipalités, et surtout de l'Assemblée territoriale, une majorité des conseillers choisis d'être attentifs aux aspirations de la population, qui semble craindre la départementalisation plus que l'indépendance. — J.-M. C.

(1) 1 franc C.F.P. vaut approximativement 0,05 franc métropolitain.

Sahara occidental

Hassan II veut promouvoir le développement de la nouvelle « province marocaine »

La question du Sahara occidental sera examinée les 5 et 6 mars à Luxembourg par les experts des affaires africaines des Neuf, a-t-on appris mercredi 3 mars à Bruxelles de source belge autorisée. M. Sauvagnargues avait annoncé, mardi, que le comité des directeurs des affaires politiques des Neuf examinerait, mercredi, ce dossier. Mais la prochaine réunion de ce comité n'aura lieu, à Luxembourg, que le 18 mars. M. Ould Ziaou, président du Conseil national provisoire sahraoui, a adressé, mercredi, un message à la C.E.E. pour lui demander de dénoncer « la tentative de génocide perpétrée par les forces d'agression étrangères contre le peuple sahraoui ».

De notre correspondant

Rabat. — S'il fallait une confirmation de la détermination du Maroc à garder son Sahara au prix de n'importe quel sacrifice, le roi Hassan II l'a donnée, en ces termes mêmes, le 3 mars, à Fès, dans le discours du trône prononcé à l'occasion du quinquantième anniversaire de son avènement.

« Le Sahara est notre, a dit le souverain. Nous ne pouvons ni le céder, ni le laisser à une domination étrangère, et nous l'avons libéré de l'empire colonial sans pour autant recourir à la violence ou à toute autre forme d'extorsion. C'est là le résultat de la « marche verte », que le roi a évoquée. Il faut maintenant s'efforcer de faire que le développement économique et social du Sahara, explorer ses ressources et « métamorphoser » son aspect. Provoquer l'ambivalence auquel le Maroc entend faire face. Selon le souverain, le danger

qui menace la « province saharienne » du royaume vient non du Front Polisario ou de la République arabe sahraoui démocratique, dont il n'a même pas prononcé le nom, mais de l'Algérie. Les agissements et les attitudes de ce pays « à l'égard de notre Sahara, a-t-il affirmé, sont illégitimes, non fondés, et ne peuvent en aucun cas être pardonnés ». Hassan II a adjuré l'Algérie, au nom de la « consanguinité » qui lie les peuples marocain et algérien, « de s'abstenir de toute initiative ou action qui donnerait lieu à une effusion de sang entre frères et attiserait la haine et l'animosité », car il estime que les deux pays ont mieux à faire que de s'affronter, et devraient conjuguier leurs efforts et leurs potentialités pour la défense des « territoires arabes usurpés ».

LOUIS GRAVIER.

GASTON BOUTHOU
RENÉ CARRÈRE

LE DÉFI DE LA GUERRE 1740/1974

une typologie complète de la guerre à travers l'analyse de 366 conflits armés

224 pages 39 F

puf

A LA GUÈRA, EN ZONE MAURITANIE

« Les Sahraouis sont nos frères »

De notre envoyé spécial

La Guéra. — Dix coups de feu d'attente. Les invités de Eouah Ould Louhède, nouveau président de La Guéra, se regardent, immobiles. Un silence, alors que, ce samedi 28 février, on fête ici, par une manifestation populaire, le rattachement à la Mauritanie du sud du Sahara occidental. Le petit lieutenant se précipite au dehors, tandis que, tout près de là, des femmes se mettent à pousser des cris stridents. Le Front Polisario réinvestit-il La Guéra, ce petit port blanc aux allures de cité fantôme ensablée, où il avait régné en maître, du 10 au 19 décembre ?

Non, ce ne sont que trois soldats mauritaniens enrobés par un groupe de femmes qui, de joie, se sont mises à danser langoureusement devant la préfecture : trois bidasses, le feu au corps, qui déchargent leurs fusils en l'air. Une dizaine de matrones du plus bel âge, avec d'épais bracelets d'acier aux poignets et des parures dorées dans leur dignesse, se trémoussent et chantent. L'une d'elles, accompagnée par le rythme sur un bidon rouillé. D'autres, habillées de robes aux couleurs brillantes, poussent des youyou, bouche ouverte, en agitant leur langue avec une rapidité surprenante.

Au-delà d'elles, volées jusqu'au nez, profil aquilin, pommettes noires, des femmes sahraouies contemplant le spectacle. Sur la place, enfants noirs et maures jouent ensemble. Chez les hommes, robes bleues et bou-

bous blancs s'entrelient. Nous avons devant nous un creusé de race au milieu des dunes blondes de La Guéra, et dans un climat de vraie paix, n'étaient tous ces policiers, ces patrouilles de gendarmes, ces vrombissements de chasseurs à réaction qui sement l'effroi dans la zone marocaine du Sahara occidental.

La Guéra fut pourtant un fief du Front Polisario. Les maquisards y avaient même installé un embryon d'administration civile. Un moment prise de court, la Mauritanie, à laquelle la ville a été rattachée au vertu de l'accord tripartite de Madrid, parlementa d'abord avec eux.

Entre Sahraouis et Mauritaniens, on s'entend toujours.

C'est le même peuple. Et si le Front Polisario n'avait pas expédié à La Guéra des militants originaires du nord du Sahara, il n'y aurait pas eu de bataille. L'insulte le gouverneur de Nouadhibou, capitale économique de la Mauritanie. Il ajoute : « Pendant les premiers jours où ils tirèrent La Guéra, nous avons même laissé des maquisards venir s'approvisionner chez nous. »

Le 18 décembre, les négociations échouèrent. Le 19, après une longue préparation d'artillerie, quatre cents soldats mauritaniens partirent à l'assaut de deux cents maquisards. Le jour même, à 18 heures, La Guéra tomba. On recensa un ou deux morts du côté mauritanien, une dizaine pour le Front Polisario, dont une centaine de combattants étaient faits prisonniers, les autres réussissant à s'échapper.

Depuis, c'est le calme absolu. Nouadhibou « digère » La Guéra, sont seulement 8 kilomètres la séparent, et à laquelle, de tous temps, elle a été réunie par mille liens de famille et d'affaires. Sans doute La Guéra a perdu une centaine de milliers d'habitants qu'elle comptait auparavant. Pour partie, il s'agit d'Espagnols, pour partie de jeunes Sahraouis qui ont rejoint l'Algérie. Sans doute, le 28 février, parmi les trois cents à quatre cents manifestants qui étaient là « réunification » avec une joie enfantine, y avait-il plus d'habitants de Nouadhibou que de La Guéra ! Sans doute la ferveur des premiers est-elle plus spontanée que celle des seconds. D'évidence cependant, la réunification se fait ici bien mieux que dans la zone marocaine. Peut-être parce que les liens entre le Sahara et la Mauritanie sont plus réels, parce que plusieurs membres du gouvernement mauritanien sont d'origine nomade. Surtout parce que l'esprit président à la réunification est différent. A El Aioun, les autorités tapent du poing : « Ici, c'est notre terre. A La Guéra, les fonctionnaires mauritaniens expliquent : « Les Sahraouis sont nos frères. »

PIERRE-MARIE DOUTRELAUT.

سكنا من الامل

EUROPE

Espagne

CONSTERNATION A MADRID

(Suite de la première page.)

Vitoria est une simple capitale de province du pays basque, un centre industriel et métallurgique d'importance modeste. Mais, comme en Catalogne, la lutte pour les revendications salariales s'y déroule, depuis deux mois, dans un contexte de contestation régionaliste. Les grévistes ont le soutien total de la population et des commerçants. C'est ainsi qu, depuis janvier, de nombreuses petites villes de province, en Catalogne, au pays basque, dans les Asturies, ont transformé, pendant quelques heures ou une journée entière, la solidarité avec les travailleurs en grève en un défi ouvert aux autorités. La frontière est tenue aujourd'hui entre le social et le politique.

Coincidence : les incidents de Vitoria ont éclaté le jour même où M. Fraga Iribarne, ministre de l'Intérieur, a quitté Madrid pour son premier déplacement à l'étranger — en Allemagne fédérale — depuis qu'il est au gouvernement. Nous recevons le 2 mars, il nous dit son inquiétude d'apprendre à tout instant « une mauvaise nouvelle ». Dynamique, entreprenant, multipliant depuis deux mois les contacts directs ou publics avec des personnalités de gauche, M. Fraga veut réussir ce passage pacifique à la démocratie. « Ce n'est pas facile, dit-il, mais c'est possible. Et de toute manière, il n'y a pas d'autre voie, car si nous échouons c'est la totalitarisme qui l'emportera... »

Principal avocat du réformisme au sein du gouvernement de M. Arias Navarro, M. Fraga entend renforcer le « centre » point de rencontre naturel, selon lui, de la majorité des Espagnols, en tenant à bonne et égale distance l'extrême droite et l'extrême gauche. Dans les milieux politiques, on estime ouvertement que M. Fraga devrait tôt ou tard passer du ministère de l'Intérieur à la direction du gouvernement. Pour lui, l'explosion de Vitoria

n'est pas une bonne nouvelle. Les ultras en tirent déjà argument pour dénoncer une extension des troubles, provoqués, selon eux, par le climat de tolérance excessive dont bénéficient les formations démocratiques.

A gauche, c'est la faiblesse, l'ambiguïté et la lenteur des réformes promises qui sont critiquées. Et il est vrai que le parti des réformistes ne tient pas assez compte de la pression croissante de masses ouvrières durement éprouvées par la hausse constante du coût de la vie.

Cette poussée de fièvre intervient au lendemain du discours du

roi Juan Carlos devant le conseil du royaume. Prenant soudainement l'initiative, alors qu'il se cantonnait jusqu'alors dans un rôle d'arbitre, le souverain a instamment demandé au conseil qu'il étudie la possibilité d'un référendum national. En dénonçant les « camarillas » et en demandant aux conseillers de ne pas être « serviles » en l'aidant à transformer « la volonté du monarque en volonté institutionnelle de l'Etat », Juan Carlos a marqué son souci de ne pas rester en dehors de la réforme constitutionnelle.

MARCEL NIEDERGANG.

Les incidents de Vitoria

Les policiers ont ouvert le feu sur des grévistes qui sortaient d'une église

De notre correspondant

Madrid. — Trois morts, dont un ouvrier et un étudiant ; cinq blessés par balles dans un état grave, vingt-cinq personnes blessées plus légèrement, un policier grièvement atteint : tel est le bilan des incidents qui ont eu lieu le 3 mars à Vitoria, chef-lieu de la province d'Alava. Dans cette ville de cent quatre-vingt mille habitants, une grève générale avait été déclarée le 2 mars par solidarité avec des ouvriers de la ville en grève depuis le début de janvier, pour obtenir des augmentations de salaire. Dès le matin du 3 mars, toutes les entreprises de Vitoria, sauf deux, avaient cessé le travail. Des piquets de grève étaient postés à l'entrée des usines et les commerces — y compris les cafés — étaient fermés.

Mardi, à 10 heures du matin, un défilé de dix mille ouvriers, auxquels étaient joints des étudiants, parcourait pacifiquement les rues de la ville, au bout d'une heure, les manifestants sont dis-

persés sans ménagement par la police. A midi, une autre manifestation, réunissant des mères de famille qui exhibent leur sac à provisions vide, a lieu pour protester contre l'augmentation du coût de la vie. Cette manifestation est, elle aussi, dispersée brutalement au moment où pratiquement toute la population de la ville se trouve dans la rue, solidaire des grévistes.

Des grenades dans l'église

A 14 heures, un groupe de manifestants occupent l'église Saint-André, d'où la police les expulse à coups de matraques. A 17 heures, les grévistes se réunissent comme chaque jour depuis le début de la grève — dans l'église Saint-François. Le bâtiment est aussitôt encerclé par la police, qui empêche l'entrée des retardataires. Lorsqu'elle tente ensuite d'expulser ceux qui se trouvent déjà dans l'église, celle-ci est envahie par les portes de l'intérieur. Après avoir brisé plusieurs fenêtres, les forces de l'ordre lancent alors des grenades fumigènes dans l'édifice. Les personnes présentes dans l'église se bousculent pour sortir et la police ouvre le feu, tuant trois manifestants et en blessant plusieurs autres.

La nouvelle se répand immédiatement dans la ville, provoquant la colère des habitants. Des autobus et des voitures sont renversés pour mater des bandes et interrompre la circulation. Divers groupes lancent des pavés contre des établissements bancaires et des bâtiments publics. Vers 19 heures, un cocktail Molotov lancé contre la façade du siège du gouvernement civil de la province blesse grièvement un policier.

Ces incidents sont les plus violents qui aient eu lieu en Espagne ces dernières années. L'un des éléments qui ont fait dégénérer la situation à Vitoria est, certainement, l'obstination des patrons à ne vouloir traiter qu'avec l'organisation syndicale officielle, dont la représentativité est pratiquement nulle.

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

Islande

L'ISLANDE envisage d'acheter ou de louer à la Norvège ou à d'autres pays des vedettes lance-torpilles et des avions pour renforcer la flotte de protection de ses eaux de pêche. C'est ce qu'a déclaré M. Einar Agustsson, ministre islandais des affaires étrangères, dans une interview publiée le 3 mars par le journal norvégien *Stavanger Aftenblad*. Un comité de trois membres sera chargé à Reykjavik de rédiger des propositions dans ce sens. M. Agustsson a rappelé en outre que l'Islande était prête à quitter l'OTAN et à dénoncer son accord avec les Américains au sujet de la base de Keflavik et les navires de guerre britanniques ne quittant pas les eaux islandaises.

« L'Islande, pays sans armée, dispose, pour défendre ses eaux territoriales, de six vieux garde-côtes, dont certains sont armés d'un canon de petit calibre, de deux avions à hélice et d'un hélicoptère affectés à la surveillance des zones de pêche. »

ISABELLE VICHNIAC.

LE XXV^e CONGRÈS DU P.C. DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Après avoir approuvé le rapport de M. Kossyguine les délégués élisent le nouveau comité central

Moscou. — Les travaux du vingt-cinquième congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. touchent à leur fin. Les délégués ont terminé mercredi soir 3 mars, en présence de M. Brejnev, leurs interventions consacrées au rapport économique qui avait été présenté deux jours plus tôt par M. Kossyguine. Le congrès a approuvé le rapport du chef du gouvernement, puis a chargé le conseil des ministres de rédiger définitivement le plan quinquennal pour la période 1976-1980. Ce texte doit être soumis à l'approbation du Soviet suprême au cours d'une session spéciale, en

septembre prochain. Auparavant, il doit être examiné par un plénum du comité central.

Dans sa brève allocution de clôture, M. Kossyguine a insisté pour que ces détails soient respectés. « Le succès du plan quinquennal, a-t-il ajouté, dépendra pour beaucoup de l'organisation judicieuse du travail, d'une attitude responsable dans tous les secteurs sans aucune exception de notre économie, de la stricte observation de la discipline d'Etat et du travail, de l'ampleur de l'émulation socialiste et du mou-

vement pour une attitude communiste envers le travail. » Plusieurs ministres, dont certains avaient été critiqués par M. Brejnev, ont pris la parole avant la clôture des débats. Il s'agit du ministre de la construction des entreprises de l'industrie lourde, du ministre de l'industrie légère, du ministre des constructions mécaniques et de l'outillage, ainsi que du ministre de l'enseignement.

La journée de jeudi est consacrée par le congrès — qui se réunira cette fois-ci à huis clos — à l'élection d'un nouveau comité central. Le comité central « sortant » élu par le dernier congrès comptait deux cent quarante et un membres et cent cinquante-quatre suppléants, mais ces effectifs peuvent varier. Les mandats d'un certain nombre des membres actuels du comité central ne dépassent pas deux ans. Il se pourrait que parce qu'ils ont été évincés des fonctions qui justifient leur présence, d'autres soient morts. Dès son élection, le nouveau comité central se réunira pour choisir les membres de ses organes dirigeants : le secretariat et le bureau politique. La liste du nouveau bureau politique sera annoncée vendredi en fin de matinée. Notons, pour la petite histoire, que la clôture du congrès coïncidera avec l'anniversaire de la mort de Staline.

Au fur et à mesure que s'approche la fin du congrès, l'attention de tous se concentre sur la hiérarchie soviétique. Les rumeurs les plus contradictoires commencent à se répandre dans la capitale. La querelle de l'internationalisme prolétarien passe donc maintenant au second plan, ainsi que les dernières interventions des invités étrangers. Deux d'entre eux, mercredi, se sont prononcés en faveur de la réunion d'une conférence mondiale des partis communistes : M. Kashtan, secrétaire général du P.C. canadien, et M. Georges Del rado, secrétaire général du P.C. du Pérou. Signalons enfin le retour, mercredi après-midi, à Moscou, de M. Ceausescu.

JACQUES AMARIC.

MOSCOU SE PLAINT DE LA PASSIVITÉ DE WASHINGTON DEVANT LES « ACTIONS SIONISTES » HOSTILES A L'U.R.S.S.

(De notre correspondant.)

Moscou. — Pour la seconde fois en moins d'une semaine, M. Stoen, l'ambassadeur des Etats-Unis en U.R.S.S., a été convoqué, mercredi 3 mars, au ministère des affaires étrangères. Il y a pris note d'une protestation officielle du gouvernement soviétique contre les actes hostiles continus commis par les sionistes contre les institutions soviétiques et leurs fonctionnaires, à New-York. Une première protestation avait été remise, samedi, à M. Stoen, à la suite du mitraillage, dans la nuit du 25 au 26 février, d'une maison de Riverdale, abritant des collaborateurs de la mission soviétique auprès des Nations unies.

La dernière protestation s'élève contre le caractère manifestement prémédité de cette campagne d'hostilité contre l'U.R.S.S. et le caractère des autorités américaines qui « ne prennent pas de mesures vraiment efficaces pour mettre un terme à ces actes et punir les coupables ».

Si l'U.R.S.S. réagit vivement aux manifestations antisoviétiques qui se sont succédées en février à New-York, elle n'a pas encore commenté les récentes déclarations du président Ford, consacrées à la détente. Dans une interview publiée dimanche dernier, le président des Etats-Unis avait notamment déclaré que le terme détente ne paraissait pas lui convenir pour décrire la réalité des rapports soviéto-américains. Aucun journal soviétique n'est fait l'écho, jusqu'à présent, de cette déclaration (1).

J. A.

(1) En revanche, la presse hongroise trouve, le 3 mars, « étrange » et « surprenant » cette déclaration et estime que le président Ford cède aux pressions de son rival ultra-conservateur, M. Reagan. Le *Magyar Nemzet* ajoute : « Bien que le mot détente soit loin de décrire parfaitement le changement des relations entre l'Est et l'Ouest et ne désigne au mieux que l'absence de changement, tous ceux qui acceptent le terme ont aussi accepté le fait. »

Dans ses rapports avec l'Est

L'OCCIDENT MANQUE D'UNE STRATEGIE A LONG TERME estime M. Ota Sik

M. SAKHAROV ESTIME QUE LES PRINCIPES DE M. BERLINGUER SONT « TRÈS PROCHES » DES SIENS

(De notre correspondant.)

Rome. — Le physicien André Sakharov, qui s'était montré très critique à l'égard du discours de M. Leonid Brejnev au vingt-cinquième congrès du P.C. soviétique (le *Monde* du 28 février), n'est pas loin de considérer M. Enrico Berlinguer comme un allié objectif.

Interrogé par le correspondant de la *Stampa* à Moscou, le prix Nobel de la paix a trouvé, en effet, « très intéressante » l'intervention du secrétaire du P.C. italien. M. Sakharov y voit « une critique au système soviétique et un soutien, bien qu'encore indirect, des idées de ceux qui l'un qualifie de dissidents et qui soutiennent depuis longtemps que notre société, construite pendant soixante ans sur la terreur, n'est ni pluraliste ni démocratique ». Le physicien va même jusqu'à dire : « Personnellement, je n'ai pas de difficultés à affirmer que les principes de M. Berlinguer sont très proches des miens. » M. Sakharov est plus prudent devant l'évolution des thèses communistes de l'Occident. Le changement du P.C.P. lui semble « trop soudain et trop récent pour pouvoir être considéré comme définitif », ou, si l'on préfère, stratégique d'une élite. En revanche, « le P.C.I. défend des positions depuis longtemps, et son évolution apparaît lente, mais sûre ». — R. S.

Allemagne fédérale

M. Strauss accuse les social-démocrates de faire le jeu des communistes

De notre correspondant

Bonn. — Les lampions du carnaval à peine éteints, M. Franz Josef Strauss se produit chaque dimanche des centres dans le fond de sa Bavière natale. Il y a quelques années, il allait à Vilshofen, une petite ville de Basse-Bavière. Depuis l'année dernière, il a émigré à Passau où la Nibelungen Halle est assez grande pour accueillir tous ses administrés. Ils étaient plus de sept mille le mercredi 3 mars. Son discours a été très bref. Le ton de son discours a été très ferme. M. Strauss a déclaré : « Je ne veux pas que l'on se laisse entraîner à la démagogie. Le mercredi des Cendres, son exercice favori est le jeu de massacre. »

Seul le président Ford a trouvé grâce à ses yeux depuis qu'il a décidé de remplacer l'expression « détente » par celle de « politique de paix fondée sur la force ». Non que M. Strauss soit d'accord avec M. Ford. C'est M. Ford qui s'est rangé à l'avis de M. Strauss : « Ne croyez pas que je sois prétentieux, je ne suis pas Helmut Schmidt, a-t-il déclaré, mais quel homme politique allemand vous a, depuis des années, mis en garde contre la politique de détente ? »

M. Strauss a montré quel serait le thème central de la campagne électorale qu'il entend imposer à toute la démocratie chrétienne : la S.P.D. conduit l'Allemagne fédérale « millimètre par millimètre » sur la voie du front populaire.

M. Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate des Cendres dans le Bundestag, a répondu : « Le chancelier Schmidt n'est que le cadre supérieur de M. Wehner. M. Brandt est un maître du double jeu », un iceberg dont la plus grande partie n'apparaît jamais ». Il mène le S.P.D. sur le chemin recommandé par M. Brejnev. Le président de la C.S.U. n'a pas manqué à la tradition des chrétiens-démocrates qui, depuis plus de dix ans que M. Brandt occupe un poste de direction dans la social-démocratie, déversent régulièrement des calomnies sur sa famille, sa jeunesse, son passé. Pour M. Strauss, M. Brandt est « cet homme qui, pendant des années, a permis à un espion communiste d'avoir accès aux secrets de l'Etat » (allusion à l'affaire Guillaume).

Le leader bavarois a rappelé encore son opposition aux accords germano-polonais. Dans son discours qui a duré près de trois heures, il n'a cité qu'une fois le nom de M. Kohl qui est pourtant le candidat de la démocratie chrétienne à la chancellerie.

Le spectacle de Passau a provoqué une première réaction : des écrivains, des cinéastes et des intellectuels de Munich ont créé une « association pour une autre Bavière » car, disent-ils, « la Bavière est en réalité différente de celle présentée par M. Strauss ». DANIEL VERNET.

Le 19...une affaire d'hommes imaginée par Renoma et Desfosse, à découvrir dès le 10 mars 1976.

19, avenue Matignon

AMÉRIQUES

CE QUE JE PENSE DU CHILI

(Suite de la première page.)

Durant plus de quarante ans, je n'ai suivi qu'une seule ligne de conduite : je me suis opposé à toute tentative totalitaire, quelle qu'en soient les origines et les formes. Sous mon gouvernement, toutes les libertés ont été respectées. J'ai eu beau remplir jusqu'au bout le mandat qui m'avait été confié par la Constitution en le remettant à celui qui avait été légitimement élu, je n'en ai pas moins essayé les attaques et les accusations les plus injustes. Celles-ci se sont, il est vrai, peu à peu évanouies, car avec le temps le mensonge se détruit tout seul.

Les objectifs de l'extrême droite

Aujourd'hui, les hommes qui dominent la vie politique dans le pays ne sont même plus ceux de la droite classique qui ont traditionnellement maintenu une attitude démocratique : ils appartiennent à des groupes dont le caractère fasciste et intégriste se manifeste à découvert. Leur idéal serait de pouvoir diviser l'opinion entre communistes et anti-communistes, entre marxistes et nationalistes, sans laisser d'autre choix. Le danger le plus grave pour eux est que le pays sache qu'il n'est pas enfermé dans ce dilemme et qu'il existe encore des formations d'inspiration idéologique différente, qui pensent comme la grande majorité des Chiliens que seule la démocratie peut garantir la paix et la justice, et qu'elle seule rend possible l'exercice de l'autorité dans un climat raisonnable de vie commune. Il leur faut donc convaincre à tout prix le pays qu'il n'existe aucune autre solution qu'eux-mêmes ou l'extrême gauche. L'histoire a montré à quel cela mène. Mais ce qui importe à l'extrême droite, c'est le présent et non l'avenir. Car elle sait que le sien est bouché.

Les secteurs démocratiques du pays constituent donc pour elle le seul véritable danger. Il n'est pas facile, en effet, d'effacer de l'âme d'un peuple le souvenir d'un gouvernement qui a su concilier le progrès et la liberté, le développement et la justice, et montrer qu'on peut aller de l'avant sans aboutir aux extrêmes, communiste ou fasciste. Il est inquiet et s'en irrite profondément.

Même si la démocratie chrétienne se contentait de regarder en silence se dérouler les événements, le geste de l'extrême droite la combattrait, car ce qui les gêne, ce n'est pas tant ce qu'elle peut dire ou faire que le fait qu'un tel gouvernement ait existé et qu'il ait laissé un souvenir dans le cœur des Chiliens. L'extrême droite sait qu'elle joue sa dernière chance. Elle pressent que des élections libres montreraient qu'elle ne dispose que d'une infime minorité dans les syndicats, les coopératives, les groupements professionnels, les universités — enseignants comme étudiants. A plus forte raison s'il s'agissait pour le peuple de choisir ses représentants. Elle a donc tout intérêt à ce que la situation actuelle se prolonge. Ensuite, elle ne sera plus rien et ne représentera plus personne.

Il existe même certains secteurs de droite qui font de très graves réserves sur l'action des extrémistes au pouvoir. Ceux-ci, en revanche, dans leur campagne pour rendre impossible toute solution de compromis, ne rencontrent pas grande opposition de la part de l'extrême gauche, à qui cette division en deux convient parfaitement.

LM. Frei rappelle alors la politique de réformes entreprises par son gouvernement, à partir de 1964, pour amener le tiers de la population, qui vivait dans la misère, à une plus grande participation à toutes activités nationales. Il dénonce l'étrange théorie, lui reprochant d'avoir, par ces réformes, ouvert la voie au communisme, en faisant remarquer qu'à ce compte les seuls véritables internationalistes de l'histoire auraient été les tsars de Russie, dont l'hostilité aux réformes conduisit leur empire à la catastrophe. Il cite encore à ce propos le régime de Batista à Cuba et le Portugal. Il en vient alors au second reproche que lui adresse l'extrême droite : celui d'avoir livré le pouvoir à Allende sans y être obligé. Il rappelle que celui-ci fut élu au Parlement avec l'appui des votes de la démocratie chrétienne, après être arrivé en tête, au suffrage universel, au premier tour. En agissant ainsi, M. Frei s'était conformé à la tradition chilienne. Il avait, d'autre part, obtenu des représentants d'Allende des « garanties constitutionnelles », dont Allende lui-même devait dire plus tard à Régis Debray qu'il n'y avait souscrit que par tactique.

Ceux qui ont monté cette accusation oublient un peu vite que, lorsque la démocratie chrétienne avait proposé au Parlement une réforme constitutionnelle inspirée de la Constitution française et instituant un second tour pour permettre au peuple lui-même de trancher en cas de ballottage, c'est la droite qui repoussa cette proposition, tant elle se sentait sûre du triomphe de son candidat.

Ses partisans signèrent des pages entières dans les journaux pour demander que le candidat arrivant en tête au premier tour soit automatiquement élu président de la République.

Avant l'élection de 1970, sûrs de la victoire, ils s'appuyaient sur la Constitution. Au vu des résultats, en revanche, on en trouva pour dire qu'il fallait rompre avec les règles constitutionnelles. Pour quoi n'avoir pas dit plus tôt qu'ils ne reconnaîtraient pas la victoire d'un candidat qui avait l'appui des communistes ? Pourquoi élever leur part de responsabilité historique ?

Les gouvernements précédents ont tous respecté la Constitution. Beaucoup durent remettre le pouvoir à un adversaire. Ainsi, Arturo Alessandri le céda à Frei, en 1940, au Front populaire de Gonzales Videla.

Il est un autre fait fondamental que l'on cache, c'est que les marxistes, d'élégance en élégance, avaient gagné du terrain pour parvenir en 1964 à la fin du gouvernement de Jorge Alessandri, sans l'appui du parti radical, sans haut pourcentage de voix qu'ils aient jamais atteint : 39 %.

En 1970, après six ans de gouvernement démocratique chrétien, et malgré l'adhésion officielle du parti radical, ils étaient remontés à 36,7 % des voix. On n'a jamais pris le temps d'analyser ce fait significatif.

A ces attaques venues d'un côté, s'en ajoutent, venues de l'autre côté, qui les contredisent totalement. Pour les uns, nous avons fait le lit du communisme, pour les autres nous sommes responsables de la chute de l'Unité populaire, car nous aurions fermé la voie à une solution démocratique.

Ces infamies propagées à l'extérieur, notamment par certains étrangers opportunistes sortis du pays, n'ont pas le moindre fondement. La démocratie chrétienne a été ainsi accusée d'avoir été appuyée par la C.I.A. lors de l'élection présidentielle de 1970. Outre ceux qui ont reçu eux-mêmes une aide massive de l'extérieur sont mal venus de lancer de telles imputations, le fait est que nous n'avons jamais eu le moindre rapport avec l'agence américaine.

Les documents publiés par le Sénat des Etats-Unis ont rétabli, au moins en partie, la vérité. Le président de la démocratie chrétienne, Patricio Aylwin, a pu détruire ces accusations le 11 décembre de manière irréfutable.

L'indépendance dont j'ai fait preuve quand j'étais au pouvoir s'est manifestée par une série d'initiatives : reprise des relations avec les pays socialistes, protestation contre l'intervention nord-américaine à Saint-Domingue, nationalisation du cuivre, appel au Pérou lorsqu'il fut question de lui appliquer l'amendement Eisenhower (2), lancement du pacte andin et de la CECLA, refus de créer la Force de défense inter-américaine. Tous ces faits parlent par eux-mêmes.

Nous n'avons pas été informés — le document du Sénat américain le reconnaît — des dépenses de la C.I.A. Nous n'avons pas seulement refusé de participer à la « campagne de terreur » montée en 1964 par quelques entreprises de publicité : nous l'avons ouvertement condamnée. Ce sont nos parlementaires qui ont demandé et conduit une enquête de la Chambre des députés pour dévoiler l'origine de cette campagne et démasquer ses auteurs.

Un mouvement à contre-courant

Le Chili a donc toujours constitué un exemple de démocratie organisée et progressiste. La crise économique et politique qu'il a dû affronter, comme beaucoup d'autres pays du monde, ne peut justifier que l'on nie ce qui forme l'élément le plus riche et le plus créateur de la physionomie du Chili. Penser, à la fin de ce siècle où se produit le changement le plus vaste et le plus profond qu'il y ait jamais eu l'homme dans son histoire, qu'il est possible de construire une société basée sur la force ou sur un système d'outils tout descend d'un haut, où le social n'est que paternalisme et où l'économie consiste à concentrer le pouvoir dans les mains de groupes minoritaires, c'est passer le pays à contre-courant de ses propres lignes de développement, c'est lui faire tourner le dos au reste du monde.

Le mouvement qui s'est opposé, avant le 11 septembre, à l'Unité populaire, n'exprimait pas seulement le refus d'une politique économique qui avait précipité le Chili dans l'inflation et le chaos. C'était aussi une lutte pour que les réformes progressistes dans les cadres des lois, en respectant les valeurs qui ont toujours garanti la dignité et l'indépendance des Chiliens. Le pays s'est révolté contre ceux qui s'abritaient derrière la tâche de la conquête du pouvoir total. La grande majorité du peuple n'acceptait pas qu'une minorité prétendît la dominer en lui imposant des idées et un système dont elle ne voulait pas. Elle s'est opposée à la tentative de contrôle des moyens d'information et de communication et de réforme de l'enseignement en vue de « conscientiser » la jeunesse.

Elle a refusé de tomber dans la violence et dans l'extrémisme, et a voulu sauver une démocratie où l'on respecte effectivement l'autorité et les droits de la personne. Ce fut une lutte sans trêve pour empêcher que le Chili ne soit divisé par la haine. Le peuple ne voulait pas revenir en arrière, il n'avait pas peur des réformes nécessaires ; il voulait maintenir les valeurs démocratiques qui avaient permis à notre pays de développer sa forme de vie et son génie particulier.

On ne peut donc ignorer ni encore moins répéter les erreurs qui ont conduit le pays à cette situation. Les crises auxquelles il faut faire front ne doivent pas aggraver la maladie mais servir à retrouver la santé. Beaucoup de ces situations critiques ne sont présentées dans l'histoire du Chili, mais, à chaque fois, il a saisi l'occasion pour promouvoir une société plus avancée et une démocratie plus efficace. De ce point de vue, les forces armées ont toujours soutenu dans le passé les efforts de progrès.

Une grande partie de l'opinion, en dépit des contrôles qui pèsent sur les moyens de communication, pense aujourd'hui que c'est là notre seul moyen de salut. Elle attend à des forces armées qu'elles y contribuent efficacement plutôt que de soutenir un projet à contresens de l'histoire.

EDUARDO FREI.

Prochain article : FALTE ET SOLITUDE

ANGLETERRE spécial étudiants

2 semaines 750 F.
3 semaines 1100 F.
Pension complète.
Audio-visuel : anglais
gén. ; 4 1/2 h de cours
par jour intensive
d'anglais.
commerciales. Activités
variées, club,
bibliothèque, etc.

British European Centre
5, rue Richemont,
Paris 8e
260.18.34

■ M. ■
■ N. ■
■ P. ■
■ R. ■
■ S. ■
■ T. ■
■ U. ■
■ V. ■
■ W. ■
■ X. ■
■ Y. ■
■ Z. ■

Chili et contre les forces politiques qui l'ont défendue est d'établir au Chili un nationalisme totalitaire.

A l'entendre, il faudrait croire qu'entre la mort de Portales (3) il y a cent cinquante ans, et le 11 septembre 1973, le Chili aurait vécu dans une sorte de parenthèse historique au cours de laquelle il aurait été abandonné à des politiciens corrompus et sans principes. Une thèse aussi mensongère ne peut être soutenue que dans un pays réduit au silence. Portales lui-même a établi un gouvernement civil soutenu par des forces armées disciplinées et soumises à la Constitution. Prieto, Bulnes, Montt, tous les présidents du siècle passé et du siècle présent, les généraux et les marins victorieux de 1879 sont restés fidèles à cette direction (4). Ils nous ont donné une leçon de respect de la loi et des institutions qui est inscrite de manière indélébile dans notre histoire.

Ce pays n'était pas en décadence. Loin d'avoir été livré à l'improvisation, il s'est construit par l'effort continu de nombreuses générations qui ont mené le droit et la liberté au point qu'il put faire une guerre avec un Parlement qui fonctionnait sans restrictions et une presse totalement libre qui n'épargnait pas ses critiques quant à la conduite des opérations. Il en sortit pourtant vainqueur, sans avoir mené 1 centime à l'extérieur.

Un mouvement à contre-courant

Le Chili a donc toujours constitué un exemple de démocratie organisée et progressiste. La crise économique et politique qu'il a dû affronter, comme beaucoup d'autres pays du monde, ne peut justifier que l'on nie ce qui forme l'élément le plus riche et le plus créateur de la physionomie du Chili. Penser, à la fin de ce siècle où se produit le changement le plus vaste et le plus profond qu'il y ait jamais eu l'homme dans son histoire, qu'il est possible de construire une société basée sur la force ou sur un système d'outils tout descend d'un haut, où le social n'est que paternalisme et où l'économie consiste à concentrer le pouvoir dans les mains de groupes minoritaires, c'est passer le pays à contre-courant de ses propres lignes de développement, c'est lui faire tourner le dos au reste du monde.

Le mouvement qui s'est opposé, avant le 11 septembre, à l'Unité populaire, n'exprimait pas seulement le refus d'une politique économique qui avait précipité le Chili dans l'inflation et le chaos. C'était aussi une lutte pour que les réformes progressistes dans les cadres des lois, en respectant les valeurs qui ont toujours garanti la dignité et l'indépendance des Chiliens. Le pays s'est révolté contre ceux qui s'abritaient derrière la tâche de la conquête du pouvoir total. La grande majorité du peuple n'acceptait pas qu'une minorité prétendît la dominer en lui imposant des idées et un système dont elle ne voulait pas. Elle s'est opposée à la tentative de contrôle des moyens d'information et de communication et de réforme de l'enseignement en vue de « conscientiser » la jeunesse.

Elle a refusé de tomber dans la violence et dans l'extrémisme, et a voulu sauver une démocratie où l'on respecte effectivement l'autorité et les droits de la personne. Ce fut une lutte sans trêve pour empêcher que le Chili ne soit divisé par la haine. Le peuple ne voulait pas revenir en arrière, il n'avait pas peur des réformes nécessaires ; il voulait maintenir les valeurs démocratiques qui avaient permis à notre pays de développer sa forme de vie et son génie particulier.

On ne peut donc ignorer ni encore moins répéter les erreurs qui ont conduit le pays à cette situation. Les crises auxquelles il faut faire front ne doivent pas aggraver la maladie mais servir à retrouver la santé. Beaucoup de ces situations critiques ne sont présentées dans l'histoire du Chili, mais, à chaque fois, il a saisi l'occasion pour promouvoir une société plus avancée et une démocratie plus efficace. De ce point de vue, les forces armées ont toujours soutenu dans le passé les efforts de progrès.

Une grande partie de l'opinion, en dépit des contrôles qui pèsent sur les moyens de communication, pense aujourd'hui que c'est là notre seul moyen de salut. Elle attend à des forces armées qu'elles y contribuent efficacement plutôt que de soutenir un projet à contresens de l'histoire.

EDUARDO FREI.

Prochain article : FALTE ET SOLITUDE

ANGLETERRE spécial étudiants

2 semaines 750 F.
3 semaines 1100 F.
Pension complète.
Audio-visuel : anglais
gén. ; 4 1/2 h de cours
par jour intensive
d'anglais.
commerciales. Activités
variées, club,
bibliothèque, etc.

British European Centre
5, rue Richemont,
Paris 8e
260.18.34

■ M. ■
■ N. ■
■ P. ■
■ R. ■
■ S. ■
■ T. ■
■ U. ■
■ V. ■
■ W. ■
■ X. ■
■ Y. ■
■ Z. ■



Les éditions
FRANÇOIS MASPERO
ont publié en janvier et février :

Petite collection maspero	
VICTOR SERGE	
Littérature et révolution	12,00
MARCEL MARTINET	
Culture prolétarienne	12,00
K. MARX et F. ENGELS	
Utopisme et communautés de l'avenir	12,00
Les utopistes	
Textes réunis, présentés et traduits par Roger Dangeville.	12,00
L.D.S.	
(Information pour les droits du soldat)	
La lutte pour un syndicat de soldats	6,00
ROBERT PELLETIER et SERGE RAVET	
Le mouvement des soldats	12,00
(Les comités de soldats et l'antimilitarisme révolutionnaire)	
Textes à l'appui	
ELISE MARIENSTRAS	
Les mythes fondateurs de la nation américaine	15,00
VICTOR EHRENBURG	
L'Etat grec	15,00
Traduit sous la direction d'Edouard WHILL	
DANIEL GUERIN	
Front populaire, révolution manquée	15,00
Nouvelle édition	
MARC BURTON	
Vous qui entrez	15,00
Préface de Roger Gontis	
La mémoire du peuple	
collection animée par Louis Constant	
LOUISE MICHEL	
Mémoires	35,00
Centre d'histoire du syndicalisme	
sous la direction de J. Dréz et J. Mailron	
JEAN-BAPTISTE DUMAY	
Mémoires d'un militant ouvrier du Crenset	55,00
Texte établi et présenté par Pierre Fossot	
Préface d'Ernest Labrousse	
Malgre tout	
collection dirigée par Emile Copefmann	
PATRICK DEMERIN	
Communautés pour le socialisme	23,00
DENIS BORDAT	
Les C. E. M. E. A., qu'est-ce que c'est ?	40,00
FERNAND DELIGNY	
Nous et l'innocent	50,00
Nouvelle édition	
Voix	
collection dirigée par Fanchine Gonzalez-Bailly	
NIKOS ENGONOPOULOS	
Bolivar	20,00
Un poème grec	
NABILE FARES	
L'exil et le désarroi	18,00
Hérodote	
nouvelle revue dirigée par Yves Lacoste	
N° 1	
Crise de la géographie, géographie de la crise ?	18,00
Bibliothèque socialiste	
collection dirigée par Georges Haupt	
ROSA LUXEMBURG	
Vive la lutte !	55,00
(Correspondance 1891-1914)	
Economie et socialisme	
collection dirigée par Charles Bettelheim	
JEAN-PAUL DE GAUDEMAR	
Mobilité du travail et accumulation du capital	50,00
SUZANNE DE BRUNHOFF	
L'offre de monnaie	32,00
Nouvelle édition	
Yenan	
collection dirigée par Alain Badiou et Sylvain Lazarus	
CAHIER YENAN N° 2	
Marxisme-léninisme et révisionnisme face à la crise économique	25,00
Documentation sur demande en remplissant le bon ci-dessous :	
Nom	
Adresse	
FRANÇOIS MASPERO 1, place Paul-Painlevé 75005 Paris	

Le numéro de MARS de Méditerranée Immobilière vient de paraître.

100 PAGES D'ANNONCES ENSOLEILLES où vous trouverez, appartements, villas, mas, bastides, terrains au bord de la mer ou dans l'intérieur-pays.

Méditerranée Immobilière est en vente
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, OU PAR
CORRESPONDANCE, EN ADRESSANT CE BON AVEC 8 F EN
TIMBRES A : PUBLI-ROC, 8 RUE DE RICHELIEU, 75001 PARIS.

MOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

POLITIQUE

BOUCHES-DU-RHÔNE : les socialistes ne sont pas assurés de conserver la majorité

De notre correspondant régional

Marseille. — La prédominance que les socialistes exercent sur le département des Bouches-du-Rhône depuis un demi-siècle prendra-t-elle fin le 14 mars prochain ? Réduite virtuellement à un seul siège depuis l'annulation, le 30 octobre 1975, de l'élection remportée en 1973 dans le 2^e canton de Marseille par le candidat socialiste, M. Charles Bonifay, la majorité absolue que le P.S. détenait encore à l'Assemblée départementale est l'enjeu du scrutin. La lutte est éternisée entre le P.S., qui a dix conseillers généraux sortants sur les vingt-trois dont le siège est renouvelable, et le P.C., qui en a neuf. Les communistes, qui n'avaient que neuf élus sur trente-quatre après le renouvellement de 1970, ont su à la fois profiter de la création de nouveaux cantons en 1973 dans les quartiers surpeuplés au nord de Marseille, et éliminer solidement à l'ouest de l'étang de Berre. Leur poussée se poursuivra-t-elle en 1976 au point de leur donner la majorité au conseil général ? M. Georges Lazzarino, secrétaire de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, ne se montre pas préoccupé par cette éventualité, « qui est utilisée afin de dissuader les électeurs de voter pour nos candidats ». « Quel que soit le résultat des élections, ajoute-t-il, nous n'avons pas la prétention de diriger seuls le conseil général ».

La tension entre le P.C. et le P.S., qui a été entretenue par de multiples divergences, tant à l'occasion d'élections municipales partielles (à Allauch et à Bouc-Bel-Air) que du vote des budgets à la mairie de Marseille, au conseil général ou au conseil régional, voire d'incidents d'ordre syndical, ne porte aucun des deux camps à faire des cadeaux à l'autre. La règle du désistement jouera au second tour.

« Nous serons disciplinés », assure M. Louis Philibert, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, député socialiste et maire du Puy-Sainte-Réparate. « Nous n'avons jamais facilité l'élection d'un candidat réactionnaire, car nous avons toujours présent à l'esprit l'intérêt des travailleurs », affirme, de son côté, M. Georges Lazzarino. Le responsable du P.C. n'exclut pas cependant que dans certains cas, si la majorité et la clarté font défaut, les électeurs communistes pourrissent pas se sentir concernés ».

CHARENTE-MARITIME : la crise en toile de fond

De notre correspondant

La Rochelle. — Les socialistes — et d'ailleurs — devraient être les bénéficiaires des élections cantonales en Charente-Maritime où vingt et un sièges sont renouvelables, et où la situation économique et sociale soulève les plus vives inquiétudes. On compte près de douze mille demandeurs d'emplois. Le tableau est si sombre que le conseil général, lors de sa dernière session, a dû voter un crédit de 500 000 francs pour tenter de sauver au moins les emplois existants. La crise se voit surtout dans l'industrie des produits chimiques, dans la viticulture et dans la construction de bateaux de plaisance.

Face à la gauche, la majorité présidentielle ne portera pas tous les coups. Il y aura, en effet, une quinzaine de candidatures marginales. Mais socialistes et radicaux de gauche, conscients aussi de quelques difficultés, continuent aux accords passés au niveau national, des socialistes et des radicaux de gauche s'affrontent au premier tour de dix-huit cantons, notamment à La Jarrie, Châtou-d'Oléron et Courçon. La fédération départementale du P.S. d'ailleurs, dans une motion, « regrette que le bureau national du parti socialiste ait cru bon de céder aux manœuvres des responsables départementaux du Mouvement des radicaux de gauche » ; elle a précisé alors quelle n'entendait pas « revenir

sur la ratification de ses candidatures ». Pour M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, député, vice-président du M.R.G., il s'agit là d'une péripétie : « Il appartient aux candidats de la gauche de faire respecter les accords, dit-il. Je suis convaincu que le bon sens finira par prévaloir ».

Plusieurs conseillers généraux sortants, socialistes, ont été renouvelés lors de leur mandat. C'est le cas de M. André Brugère, député républicain indépendant, et de M. Jean-Pierre Laroche, député socialiste, ancien maire de la ville.

En revanche, M. François Blazot, inéligible par la majorité présidentielle, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Agriculture, est candidat à Ars-en-Ré contre Mme Molnet, conseillère sortante, radicale.

À La Rochelle, dans le troisième canton, le conseiller sortant, M. Laroche, sera sans doute réélu si la candidature communiste arrive en tête de ce scrutin. Au premier tour, M. Jacques Robert, socialiste, aura ses chances le 13 mars.

À Saintes-Nord, le maire de la ville, M. Maignien, est candidat à Ars-en-Ré contre Mme Molnet, conseillère sortante, radicale.

À La Rochelle, dans le troisième canton, le conseiller sortant, M. Laroche, sera sans doute réélu si la candidature communiste arrive en tête de ce scrutin.

En septembre 1974, tentera sa chance à Bourbonne-les-Bains contre le maire de la ville, M. Maignien (maj. prés.). M. Pisan, bénéficiaire du soutien du conseiller sortant, M. Nicolas (rép. g.), ancien maire de Bourbonne-les-Bains.

Troisième point chaud : le canton de Juville, où M. Raymond Hanin, président du conseil général, aura fort à faire pour conserver son siège contre M. Lemoine, maire de la ville (mod.), qui avait déjà battu en 1970, et contre trois candidats de la gauche présentés respectivement par le Mouvement des radicaux de gauche, le parti socialiste et le parti communiste.

À noter que les deux anciens sénateurs du département, tous deux radicaux, battus en 1974, se représentent. M. Raymond Boin à Bourmon et M. René Rollin à Chevillon.

Les points chauds de la rivalité P.C.-P.S. se situent principalement dans deux cantons de Marseille, le 1^{er} et le 18^e, ainsi que dans les cantons de Gardanne et des Saintes-Maries-de-la-Mer. Dans le 1^{er} canton, le P.S. a préféré à M. François Sinapi, écarté pour des raisons extraparties, le suppléant de M. Gaston Defferre à l'Assemblée nationale et son adjoint à la municipalité, le professeur Robert P. Vigouroux, chef des services de neuro-chirurgie des hôpitaux de Marseille. M. Vigouroux n'est pas assuré de devancer au premier tour le candidat communiste, M. Francis Saujat, un technicien de l'E.D.F. de quarante-six ans, venu des Jeunesses ouvrières chrétiennes, ex-cadre des services de neuro-chirurgie des hôpitaux de Marseille, qui ne revendique pas la majorité présidentielle, dont M. Sinapi, se trouve en présence et contribuera à une certaine dispersion des voix. Dans le 18^e canton, en revanche, le candidat socialiste, M. Jean Bonet, adjoint au maire de Marseille, espère supplanter le conseiller sortant communiste, M. Marcel Banassi, qui ne l'avait devancé au premier tour en 1973 que de soixante-seize voix. Ses chances paraissent notamment accrues par la part prise par la ville de Marseille au sauvetage de l'ex-entreprise Tiscandor, implantée à Saint-Marcel, au cœur du canton.

Dans le canton de Gardanne, M. Raymond Martin, maire socialiste de Cabrière, aura fort à faire pour défendre le siège que détenait depuis trente ans M. Victor Savine, ancien maire socialiste de Gardanne, talmé en 1970 par le représentant du P.C., à nouveau candidat, M. Roger Mel, instituteur et conseiller municipal de Gardanne.

Dans le canton des Saintes-Maries-de-la-Mer, qui se confond avec la commune, la succession semble plus facile à assurer pour M. Hubert Menaud, auquel M. Roger Desgènes, conseiller général socialiste sortant, ancien sénateur, a déjà transmis ses pouvoirs en 1971 à la mairie. Le P.C. soutient la candidature d'un ingénieur de quarante ans, M. Jean-Marc Boissat.

Reste pour le P.S. un affrontement quelque peu indécis à Salon-de-Provence entre M. Roger Carcasson, ancien sénateur, et conseiller général socialiste sortant (généraliste), et M. Roger Carcasson, ancien sénateur, et conseiller général socialiste sortant (généraliste), et M. Roger Carcasson, ancien sénateur, et conseiller général socialiste sortant (généraliste).

Le département de la Seine-Saint-Denis n'inspire pas la droite. Pour les vingt-trois sièges de conseillers généraux à pourvoir le 14 mars prochain, on compte sept candidats de gauche (16 P.S., 23 P.C., 23 F.S. et 6 radicaux de gauche) mais seulement vingt-neuf partisans de la majorité absolue.

Comment les adversaires du programme commun ne craignent-ils pas de décevoir à la pensée d'attaquer la citadelle communiste ? La fédération du P.C. est la deuxième de France après celle de Paris, avec vingt-deux députés, le premier fait être dans ce département huit députés sur neuf, trois sénateurs sur cinq et vingt-deux maires sur quarante. Fort de ses vingt-trois conseillers généraux, il n'a laissé que des miettes aux socialistes (5 conseillers), aux modérés (4) et à l'U.D.R. (2).

Il est tellement bien organisé que le redécoupage cantonal qui a fait passer de trente-quatre à quarante le nombre des circonscriptions ne le gêne pas. D'ores et déjà, M. Jean-Jacques Laroche, député socialiste fédéral, annonce que son parti se portera le luxe de proposer à l'intergroupe de la droite de siéger à la proportionnelle. M. Laroche, directeur du conseil général.

La sérénité des communistes n'est trébuchée que par l'activité des socialistes, qui leur ont pris un siège en 1973 et qui se démentent pour sortir de l'ombre. Un objectif : faire passer de 12,75 % des voix aux élections cantonales de 1970, déclare M. Marcel Debarge, secrétaire de la fédération. Puis 12,15 % en 1973. Nous espérons recueillir entre 20 et 22 % des suffrages afin de préparer dans les meilleures conditions les élections municipales.

Pour sa part, la majorité présidentielle est arrivée dans dans chaque canton un candidat commun à toutes ses composantes avec pour objectif de « faire reculer les communistes », comme le précise M. Didier Bouteville, qui coordonne l'action des six jeunes candidats républicains.

Les agriculteurs rapatriés (ils sont quelque quatre mille neuf cents dans le département), qui affirment avoir en main les prochaines élections législatives (M. Jean Bonhomme, député app. U.D.R. n'a-t-il pas été élu avec 37 voix d'avance en 1973 ?), ont décidé d'intervenir dans les élections cantonales afin de faire valoir leurs droits, qu'ils jugent oubliés. Aussi présentent-ils des candidats dans neuf des quinze cantons renouvelables. Neuf candidats qui évitent les réunions publiques, ignorent les provisions de loi et font des journaux. « Nous P.S. n'avons pas besoin de la presse, affirme un dirigeant du Front national des rapatriés, elle n'a jamais été pour nous. Il est temps de se consacrer à l'essentiel : faire valoir leurs droits, qu'ils jugent oubliés. Aussi présentent-ils des candidats dans neuf des quinze cantons renouvelables. Neuf candidats qui évitent les réunions publiques, ignorent les provisions de loi et font des journaux. »

Le nombre exceptionnellement élevé de candidats (soixante-dix dont sept dans le seul canton de Négrepelisse) rend les élections plus ouvertes qu'à l'accoutumée. De plus, l'épisode de l'élection sénatoriale de septembre dernier, à l'issue de laquelle M. Tajan (rad. gauche) l'a emporté sur

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, président de la fédération régionale des républicains indépendants de Provence. M. Comiti ne cache pas que, s'il a fait acte de candidature, c'est pour sauvegarder sa position dans la circonscription, où il sollicitera un nouveau mandat de député en 1978 et où il aura probablement pour adversaire M. Dijoud.

M. Rognon, autour duquel les républicains indépendants affirment leur « profonde unité », bénéficie également de « l'entier soutien » du candidat centriste et du candidat indépendant qu'il avait devancés en 1973. M. Jean Rousset et le docteur Jean-Louis Vidal, conseiller municipal de Marseille, M. Comiti, lui, est soutenu par le C.N.I., dont toutes les troupes ou presque sont passées aux R.I.

Il est probable que le seul élu U.D.R., M. Pierre Lucas, ancien député, conservera son siège dans le 12^e canton, où M. Michel Pénard, jeune élu radical (de gauche) du conseil municipal de Marseille, a mené une campagne active et d'un style nouveau, mêlant les réunions publiques avec des projections de Walt Disney et un concours couronné par un voyage aux Baléares.

GUY PORTE

SEINE-SAINT-DENIS : le P.C. gardera la majorité absolue

Le département de la Seine-Saint-Denis n'inspire pas la droite. Pour les vingt-trois sièges de conseillers généraux à pourvoir le 14 mars prochain, on compte sept candidats de gauche (16 P.S., 23 P.C., 23 F.S. et 6 radicaux de gauche) mais seulement vingt-neuf partisans de la majorité absolue.

Comment les adversaires du programme commun ne craignent-ils pas de décevoir à la pensée d'attaquer la citadelle communiste ? La fédération du P.C. est la deuxième de France après celle de Paris, avec vingt-deux députés, le premier fait être dans ce département huit députés sur neuf, trois sénateurs sur cinq et vingt-deux maires sur quarante. Fort de ses vingt-trois conseillers généraux, il n'a laissé que des miettes aux socialistes (5 conseillers), aux modérés (4) et à l'U.D.R. (2).

Il est tellement bien organisé que le redécoupage cantonal qui a fait passer de trente-quatre à quarante le nombre des circonscriptions ne le gêne pas. D'ores et déjà, M. Jean-Jacques Laroche, député socialiste fédéral, annonce que son parti se portera le luxe de proposer à l'intergroupe de la droite de siéger à la proportionnelle. M. Laroche, directeur du conseil général.

La sérénité des communistes n'est trébuchée que par l'activité des socialistes, qui leur ont pris un siège en 1973 et qui se démentent pour sortir de l'ombre. Un objectif : faire passer de 12,75 % des voix aux élections cantonales de 1970, déclare M. Marcel Debarge, secrétaire de la fédération. Puis 12,15 % en 1973. Nous espérons recueillir entre 20 et 22 % des suffrages afin de préparer dans les meilleures conditions les élections municipales.

Pour sa part, la majorité présidentielle est arrivée dans dans chaque canton un candidat commun à toutes ses composantes avec pour objectif de « faire reculer les communistes », comme le précise M. Didier Bouteville, qui coordonne l'action des six jeunes candidats républicains.

Les agriculteurs rapatriés (ils sont quelque quatre mille neuf cents dans le département), qui affirment avoir en main les prochaines élections législatives (M. Jean Bonhomme, député app. U.D.R. n'a-t-il pas été élu avec 37 voix d'avance en 1973 ?), ont décidé d'intervenir dans les élections cantonales afin de faire valoir leurs droits, qu'ils jugent oubliés. Aussi présentent-ils des candidats dans neuf des quinze cantons renouvelables. Neuf candidats qui évitent les réunions publiques, ignorent les provisions de loi et font des journaux. « Nous P.S. n'avons pas besoin de la presse, affirme un dirigeant du Front national des rapatriés, elle n'a jamais été pour nous. Il est temps de se consacrer à l'essentiel : faire valoir leurs droits, qu'ils jugent oubliés. Aussi présentent-ils des candidats dans neuf des quinze cantons renouvelables. Neuf candidats qui évitent les réunions publiques, ignorent les provisions de loi et font des journaux. »

Le nombre exceptionnellement élevé de candidats (soixante-dix dont sept dans le seul canton de Négrepelisse) rend les élections plus ouvertes qu'à l'accoutumée. De plus, l'épisode de l'élection sénatoriale de septembre dernier, à l'issue de laquelle M. Tajan (rad. gauche) l'a emporté sur

M. Delmas (P.S.), maire de Montauban, grâce à l'appui de la majorité, n'est pas sans conséquences. Socialistes et radicaux de gauche s'affrontent en effet dans dix cantons. Dans les cinq autres, les amis de M. Fabre laisseront le champ libre à des modérés, qui bénéficieront du soutien de la majorité. En revanche, M. Gondalme (rép. ind.), dont le désistement avait permis à M. Tajan de l'emporter, se verra opposer, à Montauban, outre des représentants du P.S. et du P.C., un radical de gauche qui peut le mettre en difficulté.

À Montauban, M. Delmas ne semble pas menacé dans le troisième canton, bien que celui-ci soit issu d'un découpage qui ne lui est pas particulièrement favorable. En revanche, dans le deuxième, où se sont adjoints M. Gouze (P.S.), n'est pas assuré de conserver son siège face à M. Pécou (maj. prés.) et surtout à M. Bés (rad. gauche).

À noter qu'à Saint-Nicolas-de-la-Grave le sortant, M. Descazeaux, exclu du P.S. pour s'être présenté aux législatives de 1973, est soutenu par la fédération du P.S. mais non par la direction nationale de ce parti, qui ne lui oppose cependant aucun candidat.

La préparation des élections cantonales

TERRITOIRE DE BELFORT : la majorité est menacée

De notre envoyé spécial

Belfort. — La vague qui, en quelques années, avait porté M. Jean-Marie Bailly (U.D.R.), au sommet du pouvoir local — député et sénateur du territoire par suppléants Interposés, président du conseil général, maire de Belfort et président du conseil de district — va-t-elle s'achever de se retirer à l'occasion des élections cantonales ? Contraint à quitter son fauteuil de maire le 10 décembre 1976 pour des raisons de santé, M. Bailly a dû démissionner de ses fonctions de sénateur et de député. Il a été remplacé par M. Raymond Forni, jeune avocat socialiste de Belfort, tandis que dans la première circonscription du territoire, M. Jean-Pierre Chevènement donnait également au P.S. un siège jusqu'alors occupé par un élu gaulliste, M. Tisserand.

Longtemps, la lutte politique dans le territoire vit s'opposer une droite liée à l'Eglise et à quelques grandes familles, et un radicalisme anticlérical illustré, lui aussi, par des dynasties locales. Ce jeu traditionnel, qui avait du moins le mérite de favoriser le partage du pouvoir dans le territoire, devait être singulièrement malmené par l'accession rapide de M. Jean-Marie Bailly au cumul de tous les mandats possibles. Dans le même temps, une gauche usée et déviée se désignait tant bien que mal à son propre effacement.

Le territoire, en peu d'années, a profondément changé. Son électoral s'est réajusté. Les problèmes économiques et sociaux ont rapidement pris le pas sur le respect traditionnellement voué aux hommes en place. L'industrialisation, tardive et donc hâtive, a profondément modifié la physionomie de nombre de communes rurales, qui assuraient à la droite de gros bataillons d'électeurs.

A l'occasion des élections cantonales, le P.S. a entrepris une campagne particulièrement vigoureuse. M. Bailly et ses amis, au contraire, ne se montrant guère. Le président sortant du conseil général ne fait pas partie, il est vrai, des candidats de cette série, mais la toute puissance de son règne n'a pas favorisé l'apparition de nouveaux talents. L'« équipe Bailly » ne semble pas pouvoir être facilement remplacée dans les rangs de la

VAUCLUSE : le cas de Valréas

Quarante-cinq candidats brisent les douze sièges à pourvoir, qui, pour la plupart, ne devraient pas changer de titulaire. Les socialistes aux amis de M. Perrin, est à Valréas, M. Paul Freynet, élu il y a deux ans à l'investiture socialiste à la faveur d'une élection partielle provoquée par la démission de M. Jules Niel (P.S.). M. Freynet se représente à titre personnel, mais se voit opposer, parmi d'autres candidats, le secrétaire de la section socialiste,

M. Jacques Delaguy. Un radical de gauche, M. Gérard Auger, est également en lice, c'est la seule d'un contentieux qui oppose les socialistes aux amis de M. Perrin, ancien député radical, qui aurait souhaité se présenter à Aignon. M. Jean Bujard, maire de Valréas, aura le soutien de la majorité. Dans deux cantons, M. Freynet se représente à titre personnel, mais se voit opposer, parmi d'autres candidats, le secrétaire de la section socialiste,

VIENNE : un canton-phare

De notre correspondant

Poitiers. — Quinze conseillers généraux sur les dix-sept renouvelables que compte le conseil général de la Vienne, composé de trente-cinq membres, sollicitent le renouvellement de leur mandat. Ainsi M. Pierre Abelin, président du conseil général se représente dans le canton de Châtelleraut-Nord où il retrouve ses deux principaux adversaires de l'élection législative partielle d'octobre 1975, Mme Edith Cresson, membre du secrétariat national du P.S., et M. Paul Fromont, membre du comité central du P.C.

Son éviction, le 12 janvier 1976, du gouvernement où il occupait les fonctions de ministre de la coopération, aura permis à M. Abelin de consacrer plus de temps à sa campagne électorale et de « reprendre en main » sa ville. Au deuxième tour de l'élection législative, il n'avait pas, en effet, obtenu la majorité dans l'ensemble des bureaux de vote de Châtelleraut, dont il est maire. Mme Cresson le distanciant de près de deux cents voix. Toutefois, le secrétaire général du Centre démocrate avait recueilli au second tour, dans le canton dont il est sortant, 4 537 voix contre 4 405 à Mme Cresson. Depuis quelques semaines, M. Abelin multiplie les inaugurations et visites de chandiers, tient presque chaque soir des réunions de quartier, rappelle que plus de mille huit cents emplois ont été créés en trois ans, et annonce l'implantation d'une nouvelle usine dans le courant de cette année.

Pour sa part, Mme Cresson avait un moment envisagé de se présenter dans le canton de Lencloître, où le conseiller sortant abandonnait son siège. Mais elle s'est finalement pour Châtelleraut, où elle s'est installée depuis l'élection législative. Visites sur les marchés, interventions à chaque conflit social, réunions sur des thèmes ponctuels (urbanisme, occupation des sols, etc.) et parfois des soirées dansantes se

majorité, bien que le C.N.I.P., jusqu'alors inconnu à Belfort, présente dans cinq cantons des candidats dont les objectifs semblent surtout tactiques. Il est vrai que, dans les rangs du P.S., certaines rivalités se sont manifestées au moment de la désignation des candidats. M. Mitterrand a même dû intervenir personnellement pour y mettre un terme, estimant que le trop-plein ne valait pas mieux, à cet égard, que le vide : M. Forni portait finalement les couleurs du parti socialiste à Beaucourt, où deux aspirants-candidats du P.S. s'affrontaient : son élection semble très probable.

La gauche estime engager cette bataille sous des auspices très favorables, qui ne tiennent pas seulement à la position locale qu'elle s'est taillée, mais aussi au tirage au sort des séries de cantons : sur six cantons à renouveler cette année, on ne compte qu'un seul candidat sortant de gauche, à Grandvillars. Les cinq autres étaient jusqu'à présent détenus par la majorité. Or, dans quatre de ces cinq cantons, M. François Mitterrand a obtenu plus de suffrages que M. Giscard d'Estaing au second tour, en 1974 (plus de 53 % pour le premier secrétaire du P.S. dans l'ensemble du territoire).

La majorité du conseil général tient à deux sièges. Le P.S., pour passer de cinq à sept élus (l'assemblée du territoire en compte 14, dont 8 U.D.R., modérés et centristes), compte particulièrement, outre le canton de Beaucourt, sur ceux de Fontaine, Rougemont ou Gironne (où il présente une femme, adjoint au maire de Rougemont). Dans le premier, le candidat de la majorité ne l'avait emporté que de 84 voix en 1970, et de nombreux indécisions populaires peuvent avoir accru le potentiel électoral de la gauche. Dans le second, deux candidats se réclament de la majorité.

La majorité sortante, cependant, fait valoir que l'œuvre accomplie par le conseil général de Belfort est loin d'être négligeable, et reproche à ses adversaires, à la fois, de « polluer » les élections cantonales et d'en faire une opération personnelle contre M. Bailly. Elle estime que seul le canton de Beaucourt est sérieusement menacé, et que, partout ailleurs, ses complices de mandats plaident égoïquement en sa faveur. — B. B.

M. Jacques Delaguy. Un radical de gauche, M. Gérard Auger, est également en lice, c'est la seule d'un contentieux qui oppose les socialistes aux amis de M. Perrin, ancien député radical, qui aurait souhaité se présenter à Aignon. M. Jean Bujard, maire de Valréas, aura le soutien de la majorité. Dans deux cantons, M. Freynet se représente à titre personnel, mais se voit opposer, parmi d'autres candidats, le secrétaire de la section socialiste,

M. Jacques Delaguy. Un radical de gauche, M. Gérard Auger, est également en lice, c'est la seule d'un contentieux qui oppose les socialistes aux amis de M. Perrin, ancien député radical, qui aurait souhaité se présenter à Aignon. M. Jean Bujard, maire de Valréas, aura le soutien de la majorité. Dans deux cantons, M. Freynet se représente à titre personnel, mais se voit opposer, parmi d'autres candidats, le secrétaire de la section socialiste,

Chaque occasion, M. Fromont n'a pas manqué de rappeler qu'il est depuis plusieurs années l'adversaire habituel de M. Abelin dans toutes les consultations électorales. Il espère d'ailleurs obtenir plus de voix que Mme Cresson, ce qui ne ferait que confirmer les chiffres du premier tour de l'élection législative partielle. Au travers de l'évidente mésestime entre socialistes et communistes se profile la consultation de l'année prochaine pour le renouvellement du conseil municipal. Peut-il y avoir une liste d'Union de la gauche, et surtout, qui doit en prendre la tête ? Pour les communistes, il n'est pas question de confier cette responsabilité à la secrétaire nationale du parti socialiste, quel qu'il arrive, c'est-à-dire quels que soient les résultats au soir du 7 mars.

Dans le canton de Gencay, M. Arnaud Lepere, « candidat de la majorité pour la défense des intérêts cantonaux », a déjà un député non inscrit après le décès de Claude Peyret, U.D.R., dont il était le suppléant, tente de récupérer le siège de M. Henri Bard, centre gauche, qui élu en 1970 grâce à des suffrages socialistes, ne se représente pas. Dans le canton de Lencloître, six candidats sont inscrits, dont M. Jean Rouillard, favorable à la majorité, qui ne se représente pas, dont Mme Civet, suppléante du candidat du Mouvement démocratique à l'élection législative partielle d'octobre 1975.

JEAN-MICHEL AUDINEAU.

سورة الاحقاف

La préparation des élections cantonales

M. Marchais : le P.S. semble avoir pour objectif de réduire à son profit notre influence

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a tenu mercredi 3 mars une conférence de presse pour protester contre le refus opposé par le gouvernement à la participation de la télévision à la campagne électorale, alors, a-t-il expliqué, que cette possibilité a été donnée « aux républicains indépendants » à l'U.D.R. et au parti socialiste. « Nous élisons la plus vive protestation, a-t-il déclaré, contre un procédé qui devrait inquiéter tous les démocrates. En effet, il convient d'établir une discrimination inadmissible entre les différents partis politiques qui présentent des candidats à l'élection. (...) Y aurait-il seulement en France deux législatures, deux types de citoyens ? Nous considérons cette affaire comme une escalade de l'arbitraire aux dépens des démocrates, à la liberté d'expression. C'est de l'abus de propagande à l'échelle industrielle. »

Après avoir souligné la portée politique des scrutins des 7 et 14 mars, le secrétaire a rappelé les grands thèmes de la campagne de son parti, notamment la nécessité d'une relance de la consommation populaire. Il a ajouté :

« Le changement dont le pays a besoin est lié à une condition : que le parti communiste obtienne sa juste place dans la gestion et la direction des affaires publiques à tous les niveaux. (...) Tous les efforts des dirigeants réactionnaires du pays tendent à un objectif essentiel : priver notre parti de sa juste représentation, l'empêcher de progresser et si possible l'effacer. (...) Or, dans cette même période, un général américain, le général Haig, a enjoint aux hommes po-

litiques des pays de l'Europe occidentale de tenir les communistes à l'écart des responsabilités. Il ne s'agit absolument pas d'une déclaration infériorisante. Elle est infériorisante à la suite de déclarations similaires de M.M. Kissinger et Helmut Schmidt. Et c'est à la suite d'une visite de diplomates américains auprès de dirigeants socialistes français, visite qui a eu lieu fin janvier et dont on vient seulement d'apprendre l'existence. Quand on sait que les dirigeants américains se sont assignés comme objectif de briser l'union de la gauche, de telles entrevues ne peuvent manquer de provoquer le mécontentement et le mépris de nos pays. »

La concordance entre les déclarations des dirigeants américains et les efforts de M.M. Kissinger, Helmut Schmidt, Lecanuet est frappante. Ceux-ci ont une certaine façon de célébrer le dixième anniversaire de la sortie de la France de l'O.T.A.N., décidée par le général de Gaulle. Ils ont tourné le dos à l'orientation ouverte par cette décision. Pour de sordides intérêts politiques, ils acceptent l'ingérence étrangère dans les affaires françaises. C'est une attitude déplorable mais on ne peut pas en être surpris.

Ce qui est surprenant, et regrettable, c'est que, dans ce moment-là, alors qu'il faudrait riposter aux pressions en renforçant l'union, en accordant à notre parti sa juste place, on constate que le parti socialiste déploie beaucoup d'efforts dans les cantons où nous sommes sortants et repousse notre proposition de retrait là où la droite est absente.

LES AVERTISSEMENTS AMÉRICAINS AUX SOCIALISTES EUROPÉENS

M. François Mitterrand estime qu'il appartiendra aux États-Unis de se déterminer en cas d'avènement de gouvernements de gauche

Commentant pour la première fois les propos tenus par le général Haig, commandant en chef des forces alliées en Europe, sur la participation de partis communistes à des gouvernements de l'Europe de l'Ouest (le Monde du 24 février), M. François Mitterrand a jugé « inadmissible », mercredi 3 mars, sur les antennes de R.T.L., la position du général américain.

Pour le premier secrétaire du parti socialiste, « le problème posé par l'avènement de gouvernements de gauche, notamment en France et en Italie, dans lesquels siègeraient, bien entendu, des communistes, doit être observé avec le plus grand sérieux. Il est évident que cela pose un problème aux États-

Unis. Comment en serait-il autrement ? Mais dans ce cas, à eux de se déterminer. Quant aux socialistes français, ils ont choisi la stratégie d'union de la gauche. Ils entendent gouverner dans le cadre de cette union pour appliquer le programme commun. »

Cependant, a ajouté M. Mitterrand, le P.S. ne renoncera pas à l'alliance atlantique, ni ne remettra en cause son accord avec le peuple américain. Mais il ne réintégrera pas l'O.T.A.N.

« Il appartiendra au gouvernement des États-Unis de se déterminer, a-t-il conclu, et la France, libre indépendante et souveraine, dirigée par un gouvernement de gauche, décidera de ce qu'elle doit faire. »

seraient des États-Unis et dirigeants du parti socialiste ne peuvent manquer de provoquer les travailleurs et démocrates de notre pays. »

Dans une question écrite, M. Emmanuel Hamel, député républicain indépendant du Rhône, demande au premier ministre « en quels termes le gouvernement français a protesté auprès du gouvernement des États-Unis contre les déclarations du général Haig portant atteinte à la souveraineté des États et à l'indépendance des peuples européens de la Communauté atlantique ». Il demande également au gouvernement « si les propos de ce militaire américain ne lui paraissent pas absolument contraires à l'esprit et au texte de l'alliance atlantique ? »

Pour M. Hamel, le premier ministre devrait inviter le gouvernement des États-Unis à rappeler aux généraux américains en activité en Europe d'avoir notamment « l'habileté psychologique de ne pas donner de leçons aux Français, alors que Concorde est victime du protectionnisme et de l'égoïsme américain ».

Le président du P.C. belge, M. Louis Van Geyt, a annoncé son intention d'interpeller le chef du gouvernement de Bruxelles sur « l'ingérence inadmissible dans les affaires intérieures des États de la région » que représentent selon lui les déclarations du général Haig.

LE P.C.F. : étrange et préoccupant

De son côté, M. Paul Laurent, membre du bureau politique du P.C.F., a rappelé, mercredi sur les antennes de France-Inter, que « le jour où un ambassadeur de l'Union soviétique a semblé se mêler de la campagne électorale en France », son parti « a protesté immédiatement. » (1).

Puis il a ajouté : « Nous trouvons absolument étrange que ce ne soit pas le cas du gouvernement lorsque les représentants officiels d'un État comme les États-Unis d'Amérique le font ».

De cette manière, c'est une chose qui est une atteinte à l'indépendance du pays. Nous le disons et nous regrettons qu'il n'y ait pas de protestation comme d'ailleurs nous nous sommes étonnés que nous ayons eu la révélation indirecte de rapports ou de contacts entre représentants du gouvernement des États-Unis et certains dirigeants socialistes où les questions de la politique intérieure française ont été posées de la même manière. » (Le Monde du 2 mars.)

Abordant ce dernier point dans sa conférence de presse de mercredi, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a notamment déclaré : « Quant on sait que les dirigeants américains se sont assignés comme objectif de briser l'union de la gauche, de telles entrevues entre repré-

WASHINGTON : une démarche qui n'a rien d'exceptionnel

Washington. — Confirmant la mise au point de l'ambassade américaine à Paris, le porte-parole du département d'État a dit, mercredi 3 mars, que les conversations qu'un des fonctionnaires de cette ambassade (1) a eues avec M.M. Defferre et Pontillon n'avaient rien d'exceptionnel. Elles entrent dans la catégorie des contacts normaux que les représentants américains ont avec les personnalités politiques des pays auprès desquels ils sont accrédités.

De notre correspondant

que M. Defferre a donné aux propos d'un fonctionnaire subalterne de l'ambassade une portée exagérée. Bref, que le maire de Marseille a délibérément fait un état pour mieux se disculper de l'accusation d'anti-communisme. En tout cas, on dément que les récentes déclarations du général Haig, tout comme les remarques faites à M. Defferre, correspondent à une campagne organisée de propagande d'indépendance. On ajoute que les allégations de certains milieux politiques français sur les « intrusions intolérables » sont sans fondement. « Nous sommes souvent maladroits, disait en privé un officiel, mais tout de même pas au point de faire le jeu de l'anti-américanisme !... »

Le point de vue officiel reste toujours aussi rigide. Les sceptiques le plus grand persiste quant à l'évolution des partis communistes, non seulement français mais italiens. On veut bien admettre que M. Mitterrand a plus de forces pour contenir les communistes que les démocrates-chrétiens en Italie. Mais on estime toujours qu'une « participation significative » des communistes à un gouvernement (on ne précise pas ce qu'il faut entendre

par « participation significative ») doit être considérée comme aussi dangereuse, sinon plus qu'un gouvernement communiste proprement dit, dans la mesure où elle favorise le désarmement moral des adversaires du communisme. Ainsi l'hérésie française et italienne est jugée aussi menaçante pour l'Occident que pour Moscou.

Dans l'esprit des officiels, la présence au pouvoir des communistes dans un pays d'Europe occidentale aurait un effet contagieux. Même la social-démocratie allemande risquerait d'être affectée, étant donné l'encouragement qu'en recevrait la gauche du parti social-démocrate.

La participation des communistes à un gouvernement en Italie ou en France entraînerait aussi un changement radical de la politique étrangère de ces pays, encourageant du même coup les tendances isolationnistes aux États-Unis. L'exposé de ces vues, maintes fois exprimées aux leaders étrangers, n'est pas considéré comme une pression, ni comme une mise en garde, mais on juge salutaire que les dirigeants et les milieux politiques européens en soient bien informés.

HENRI PIERRE.

(1) Il s'agit de M. Herman J. Cohen, conseiller.

Hauts-de-Seine

LES RADICAUX DE GAUCHE SOUTIENNENT BIEN LES CANDIDATS SOCIALISTES

La fédération du parti communiste des Hauts-de-Seine nous a adressé une lettre contestant notre affirmation sur le soutien qu'apporte le Mouvement des radicaux de gauche aux candidats socialistes (le Monde du 28 février).

Nous avons reçu du M.R.G. un communiqué qui confirme notre information :

« Le bureau national rappelle qu'ont été investis pour les cantonales :

« Dans le département des Hauts-de-Seine, André Bonnel dans le canton de Courbevoie-nord ;

« Dans le département de la Seine-Saint-Denis, Claude Leduc dans le canton La Boulogne-Gennevilliers ; Marcel Pehin dans le canton de Noisy-le-Sec ; Jacques Schlitt dans le canton de Pantin ; Daniel Henry dans le canton de Bondy ; Roger Causiaux dans le canton de Neuilly-sur-Marne ; Roger Henriot dans le canton d'Aubervilliers. »

« Dans les cantons où les radicaux de gauche ne sont pas candidats, le M.R.G. conformément aux accords nationaux de l'U.G.S.D., soutient, dès le premier tour, les candidats du parti socialiste. »

PRÉCISIONS

● CALVADOS. — Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article concernant la préparation des élections cantonales dans le département de la Mayenne, M. Gérard Triboulet n'est plus membre de l'U.D.R. depuis 1969, mais reste favorable à la majorité.

● CHARENTAIS. — M. Gérard Piliand, membre du secrétariat fédéral du P.S., nous prie de préciser, contrairement à ce qui était indiqué dans le Monde daté 28 février-1^{er} mars (page 6), M. Chauvancé, candidat dans le canton de Marais, n'est pas membre du parti socialiste.

● ESSONNE. — Dans le canton de Gif-sur-Yvette, le parti communiste a pour candidat M. Robert Joly, soutenu par l'Union progressiste.

● Plusieurs personnalités marxistes rassemblées autour de M. Maurice Genoyer, conseiller municipal (maj. prs.), ont engagé une campagne par voie d'affichage et publication d'une revue trimestrielle : l'Œuvre, en vue de sensibiliser l'opinion à l'idée régionaliste. Le conseil général et les élections cantonales, estimant ne répondre plus aux problèmes actuels, il faut dépasser le niveau du département.

● CALVADOS. — Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article concernant la préparation des élections cantonales dans le département de la Mayenne, M. Gérard Triboulet n'est plus membre de l'U.D.R. depuis 1969, mais reste favorable à la majorité.

● CHARENTAIS. — M. Gérard Piliand, membre du secrétariat fédéral du P.S., nous prie de préciser, contrairement à ce qui était indiqué dans le Monde daté 28 février-1^{er} mars (page 6), M. Chauvancé, candidat dans le canton de Marais, n'est pas membre du parti socialiste.

● ESSONNE. — Dans le canton de Gif-sur-Yvette, le parti communiste a pour candidat M. Robert Joly, soutenu par l'Union progressiste.

● Plusieurs personnalités marxistes rassemblées autour de M. Maurice Genoyer, conseiller municipal (maj. prs.), ont engagé une campagne par voie d'affichage et publication d'une revue trimestrielle : l'Œuvre, en vue de sensibiliser l'opinion à l'idée régionaliste. Le conseil général et les élections cantonales, estimant ne répondre plus aux problèmes actuels, il faut dépasser le niveau du département.

"UNE SACRÉE FRESQUE... ET UNE FRESQUE SACRÉE"

Décodez Les Nouvelles Littéraires

GRIMBOSQ.

un roman d'Henri Troyat



FLAMMARION

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Au terme du conseil des ministres qui s'est réuni mercredi 3 mars à l'Élysée, le communiqué suivant a été publié :

• AUDITEURS DE JUSTICE

« Un projet de loi a été approuvé permettant aux anciens auditeurs de justice participant aux sessions de formation organisées pour eux dans les quatre années qui suivent leur installation en qualité de magistrats d'assister aux délibérations des juridictions auprès desquelles ils font ces stages. »

• L'IMPÔT DES SOCIÉTÉS

« Le conseil des ministres a adopté une ordonnance réduisant de moitié l'acompte de l'impôt sur les sociétés exigible le 20 février 1976 ; le paiement de l'autre moitié est reporté au 15 décembre 1976. Cette ordonnance est prise en application de la loi du 28 décembre 1975 autorisant le gouvernement à procéder par ordonnance, jusqu'au 15 mars 1976, à la réduction, à la suppression et au report des acomptes d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les sociétés. Le conseil a également adopté un projet de loi portant ratification de cette ordonnance, qui prévoit, en outre, une mesure comparable pour les entreprises individuelles à caractère industriel et commercial assujetties à l'impôt sur le revenu : le solde de l'impôt sur le revenu payable le 15 avril 1976, en application de la loi du 13 septembre 1975, sera reporté pour moitié au 15 décembre 1976. »

(Lire page 32.)

• LES AUTOROUTES

« Le ministre de l'équipement a fait une communication sur la politique des autoroutes. Depuis 1970, la mise en concession de la construction des autoroutes a permis d'accroître le rythme de 600 kilomètres par an ; à la fin de cette année, le réseau français approchera les

4 000 kilomètres. La poursuite de la politique des autoroutes conçues comme instrument de développement économique et comme élément essentiel de l'aménagement du territoire implique le développement du réseau, ainsi que l'amélioration des services offerts aux usagers des autoroutes. »

« L'extension du réseau comportera l'achèvement des chantiers en cours, qui permettra de le relier à la Belgique, à l'Allemagne, à l'Italie

et à l'Espagne, le lancement d'une nouvelle tranche de 1 300 kilomètres dans l'ouest comprenant, en particulier, une liaison Paris-Madrid par Bayonne, ainsi que certaines réalisations complémentaires dans l'est. »

« L'amélioration des services offerts aux usagers sur les autoroutes est devenue indispensable et les pouvoirs publics vont s'attacher à ce que les usagers, notamment les chauffeurs de poids lourds, y trou-

vent des possibilités de détente et l'assistance technique dont ils ont besoin. Il conviendra également d'améliorer les conditions d'insertion des autoroutes dans les pays traversés. »

« Les conditions de financement du programme d'autoroutes ont dû tenir compte de l'augmentation des coûts de construction, de la hausse des taux d'intérêt et de l'ouverture de troncçons moins rentables que par le

passé. L'extension du réseau devra être accompagnée par une politique tarifaire diversifiée tenant compte à la fois des services rendus aux usagers, d'une répartition équitable des charges et de l'amortissement des emprunts contractés antérieurement. »

• LES LIBERTÉS FACE À L'INFORMATIQUE

« Le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil les travaux de la Commission informatique et libertés chargée d'étudier les mesures propres à écarter les dangers qu'un développement incontrôlé de certaines applications de l'informatique pourrait présenter pour les libertés publiques. Un projet de loi sera mis au point et soumis à un prochain conseil des ministres. Conçu essentiellement pour protéger les libertés individuelles, il devra également ouvrir la voie à des conventions internationales d'autant plus nécessaires que l'informatique dépasse largement les frontières nationales. Ce projet comportera des dispositions relatives à la publicité des traitements informatiques, à leur contrôle, notamment par la création d'une commission nationale, ainsi qu'à la protection des personnes qui font l'objet d'informations automatisées. »

(Lire page 32.)

• LA REPRISE ET L'EMPLOI

« Le premier ministre a présenté au conseil un programme d'action dans le domaine de l'emploi. Le gouvernement mobilisera tous les

recours dont il dispose pour que la reprise économique soit accompagnée de créations d'emplois. Dans une première phase, l'utilisation des procédures existantes, notamment en faveur des petites et moyennes entreprises et des entreprises artisanales, sera intensifiée ; il sera demandé aux principaux responsables administratifs de lever les obstacles concrets aux créations d'emplois, d'accroître les procédures et de prendre les décisions nécessaires à l'assouplissement des réglementations en vigueur. Un comité pour la promotion de l'emploi, présidé par le préfet, sera créé dans chaque département ; un comité interministériel pour la promotion de l'emploi sera mis en place au niveau national. »

« D'autre part, des dispositions complémentaires seront prochainement arrêtées par le gouvernement en vue, notamment, de faciliter le développement de la petite et moyenne industrie. »

« Au cours d'une deuxième phase, il sera procédé à une réorganisation des dispositions d'intervention en matière d'emploi et de formation professionnelle que le ministre du travail présentera au conseil des ministres du 31 mars. »

(Lire page 28.)

• LES RAPATRIÉS

« Le premier ministre a fait une communication sur l'action gouvernementale en faveur des rapatriés. Le premier ministre a d'abord rappelé que les engagements pris avaient été tenus. Il a confirmé que l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer achèverait la liquidation des dossiers pour 1975 et que l'indemnisation des rapatriés âgés de plus de soixante-dix ans serait terminée d'ici à la fin du premier semestre 1976. »

« Il a fait le point des discussions en cours qui portent sur les améliorations techniques de la législation en vigueur. Il a rappelé que le gouvernement préparait deux projets de loi, l'un relatif au rétablissement des règles de droit civil en matière de succession en de transmission des droits à l'indemnisation, l'autre destiné à supprimer le caractère suspensif du recours contentieux en cas de désaccord sur le montant de l'indemnité. »

« Enfin, le premier ministre a annoncé que le ministre de l'économie et des finances réunirait, d'ici à la fin du mois de mars, les organisations représentatives de rapatriés pour étudier avec elles les modalités d'application de la procédure d'aménagement des prêts de réinstallation. »

« A cette occasion, le président de la République a déclaré : « Le gouvernement et la collectivité française ne doivent pas oublier que les rapatriés sont « des Français éprouvés », non seulement dans leurs biens, mais dans leurs conditions de vie. « Son gouvernement doit continuer à en tenir compte. »

• VOYAGES À L'ÉTRANGER

« Le ministre de l'éducation a rendu compte de la visite qu'il a faite au Maroc, du 18 au 22 février, à l'invitation du ministre de l'enseignement primaire et secondaire, et qui lui a permis de faire le point de la coopération culturelle franco-marocaine. »

« Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la visite qu'il a faite, les 25 et 27 février, à Lisbonne, à l'invitation de son collègue portugais. »

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale vient de publier une déclaration réclamant l'interdiction des expulsions, et son président, M. Robert Ballanger, a adressé au premier ministre une lettre allant dans le même sens. Il rappelle que la suspension provisoire des expulsions pendant l'hiver se termine le 15 mars et souligne que « dès le lendemain, des milliers de familles vivront sous la menace quotidienne de se retrouver à la rue, sans toit ». Il réclame aussi « l'interdiction absolue des coupures de gaz et d'électricité, du chauffage et de l'eau, qui sont des services indispensables à la vie d'une famille. »

« M. Charles de Gaulle, sénateur non inscrit, représentant les Français établis hors de France, a fait une visite à Alger les 1^{er} et 2 mars pour s'informer des répercussions de la dégradation des relations franco-algériennes. »

« L'Institut Charles-de-Gaulle vient de créer une commission universitaire destinée à favoriser les recherches et à aider les chercheurs qui s'intéressent à la vie, à la pensée et à l'action du général de Gaulle. Cette commission est présidée par M. Jean Charlot, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, l'Institut Charles-de-Gaulle, 5, rue de Solferino, 75007 Paris. »

(Publicité)

Vacances de Pâques

6 jours de math, phys...

Rattrapage intensif pour la mise à niveau des élèves de la 3^e à la terminale. Une formule « à la carte » proposée par D. GUERMONPREZ, S.O.S. - 101, bd St-Michel. Tél. : 326-31-54 - 326-30-75.

30 %

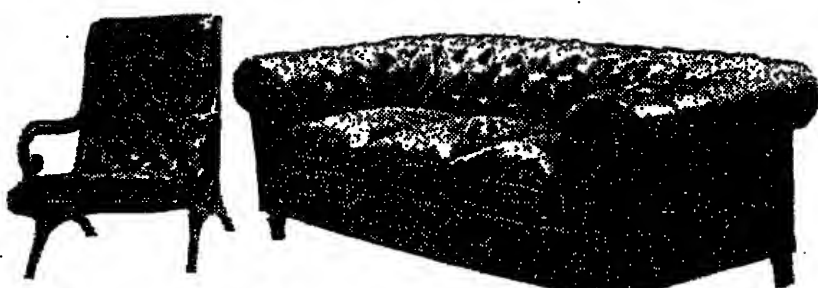
de remise sur ce salon anglais :

- 1 canapé Regency 2 places
- 2 fauteuils Regency
- 1 tabouret Regency

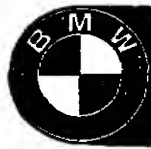
Acacia massif, pleine peau patine antique.

BRITISH HOME SPÉCIALISTE DU STYLE ANGLAIS

- Fabrica de sièges anglais aux dimensions que vous souhaitez. Très nombreux coloris exclusifs.
- Cuir pleine fleur et pleine peau, patine antique. Stock important. Meubles anglais importés directement. Livraison dans toute la France. Ouvert du lundi au samedi inclus. Nocturnes tous les mercredis, jusqu'à 21 heures.



43, rue de Ménilmontant, Paris (20^e). Tél. : 366-91-24



MIRABEAU 71 Av de Versailles Paris 16^e 524.46.66
CONCESSIONNAIRE



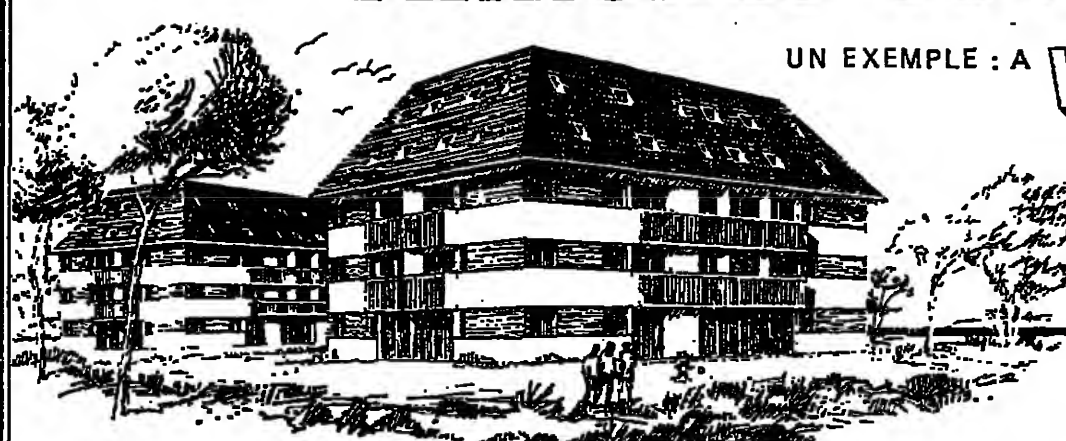
Essai des nouvelles 6 cylindres et de toute la gamme

SUR LA CÔTE NORMANDE

merlin

ANNONCE LES PRIX !

UN EXEMPLE : A **VILLERS-SUR-MER**



Résidences "Les Portes de la Mer"

chaque appartement et studio comprend :

- Bloc cuisine entièrement équipé avec plaques électriques 4 feux
- Sur four • Evier inox avec égouttoir • Meuble rangement sous évier
- Réfrigérateur 130 litres • Salle de bains aménagée • Chauffage électrique intégré par radiateurs • Sol tapis aigüillotté • Peintures terminées • Travaux contrôlés par le BUREAU SECURITAS SOCOTEC à Caen.

ETABLISSEZ VOTRE BUDGET TRANQUILLEMENT ET SANS SURPRISES AVEC

merlin

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS

BUREAUX DE PARIS :
31, RUE DE RIVOLI - 75004

ANGLE PLACE DE L'HOTEL-DE-VILLE

BUREAUX OUVERTS TOUS LES JOURS

SANS INTERRUPTION DE 9 H A 19 H SAUF DIMANCHE

BUREAUX DE VENTE SUR PLACE à VILLERS-SUR-MER et COURSEULLES ouverts tous les jours, sans interruption de 9 h. à 19 h. même le dimanche (sauf le mardi) - TEL. (31) 87.01.99 et (31) 83.47.40

BON A RETOURNER A MERLIN IMMOBILIER
31, RUE DE RIVOLI 75004 PARIS

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation sur tous vos programmes.

Nom Adresse

NO

UN STUDIO :

59.000 F

avec un premier versement comptant de : **2.950 F**

SOIT 5 % DU PRIX

AVEC AVANCE PROMOTEUR de 15 % REMBOURSABLE AU BOUT D'UN AN ET 80 % DE CREDIT BANCAIRE PERSONNALISE A LONG TERME SUR 16 ANS ADAPTE A VOTRE BUDGET

UN 2 PIECES :

79.000 F

avec un premier versement comptant de : **3.950 F**

SOIT 5 % DU PRIX

AVEC AVANCE PROMOTEUR de 15 % REMBOURSABLE AU BOUT D'UN AN ET 80 % DE CREDIT BANCAIRE PERSONNALISE A LONG TERME SUR 16 ANS ADAPTE A VOTRE BUDGET

UN 3 PIECES :

129.000 F

avec un premier versement comptant de : **6.450 F**

SOIT 5 % DU PRIX

AVEC AVANCE PROMOTEUR de 15 % REMBOURSABLE AU BOUT D'UN AN ET 80 % DE CREDIT BANCAIRE PERSONNALISE A LONG TERME SUR 16 ANS ADAPTE A VOTRE BUDGET

PRIX-CONTRATS BLOQUES A LA RESERVATION

صكنا من الاصل

ÉDUCATION

A chacun son rythme

(Suite de la première page.)
De quoi s'agit-il en fait ? De distinguer, après un certain nombre de semaines de classe — et, en tout cas, avant qu'aucun enfant ait psychologiquement « décroché », c'est-à-dire qu'il soit parvenu à la conclusion de sa propre incapacité — ceux des élèves qui ont besoin d'une démarche pédagogique particulière. Les spécialistes savent que, dans neuf cas sur dix, une telle inadéquation n'est que temporaire : elle est liée seulement au niveau de maturation intellectuelle du moment.

Personne ne se scandalise que certains enfants de six ans aient 10 centimètres de plus que leurs voisins, et personne ne songerait à demander à ces enfants les mêmes performances physiques ! Il est également normal d'adapter les apprentissages aux possibilités de chacun, sans attendre qu'une année entière se soit écoulée pour enregistrer l'échec et adopter alors la seule solution qui reste :

Éliminer le sentiment de l'échec

Les premières semaines de classe permettent une observation, complémentaire, aboutissant à confirmer ou à modifier ces appréciations. Elles seront consacrées non seulement à un début prudent d'apprentissage de la numération et de la lecture proprement dites, mais aussi à des exercices moteurs (se repérer dans l'espace, dissocier la droite de la gauche, maîtriser le geste, l'équilibre, etc.), à des exercices graphiques, de mémorisation, de langage, d'étude des sons, etc.

Les enfants encore maladroits ou lents seront regroupés pour continuer les mêmes premiers apprentissages. Leur cheminement, tenant compte de leurs capacités réelles, sera celui d'un premier cours préparatoire, assurant la liaison entre l'école maternelle et l'école primaire. L'intervention du maître y sera plus individualisée, plus orientée vers les décalages de handicaps et vers une pédagogie de soutien. Elle sera aussi plus « riche en actions », afin d'avoir plus de chances d'entraîner par son dynamisme les enfants dont le vocabulaire est encore restreint.

C'est seulement l'année suivante (deuxième année de cours prépa-

celle d'une deuxième année, constituée par un redoublement pur et simple. Une progression moins rapide, étendue sur deux ans, mieux adaptée aux moyens de l'enfant — et, par conséquent, plus attrayante — est, sans conteste, bien préférable.

Mais on avance également l'idée que la période d'observation au début de l'école primaire ne permettrait pas de reconnaître des différences entre enfants, appelant des différences dans l'action pédagogique. En réalité, tous les maîtres qui ont exercé à ce niveau savent que les difficultés de certains élèves apparaissent clairement au bout d'un temps assez court. Et, surtout, on semble oublier, dans ces critiques, le rôle joué par l'école maternelle. Les enfants qui entrent au cours préparatoire ne sont pas des inconnus. Les institutions des grandes sections ont déjà pu juger de leurs aptitudes ou de leurs déficiences, et, lors des séances de concertation, en informer les maîtres de l'élémentaire.

nature) que s'affirmera le style plus exigeant qui, doit permettre d'assurer la solidité des apprentissages de base. Ainsi que je l'ai indiqué, la possibilité sera offerte aux élèves plus rapides d'accéder directement, à l'issue de la période d'observation, à l'usage de la plume. Il ne s'agit pas « d'écraser les meilleurs » : il s'agit de permettre à chacun d'aller à son rythme dans chacun des domaines scolaires et d'être toujours dans le groupe dont le niveau correspond à ses possibilités. C'est ainsi qu'on éliminera le « sentiment d'échec ».

Mais ces enfants, séparés pour faciliter certains apprentissages bien définis, ne doivent pas vivre divisés. On peut envisager, pour les activités physiques, graphiques, artistiques, musicales, etc., que les élèves se retrouvent à leur convenance, ou selon leurs aptitudes, dans un groupe ou dans un autre. Il est évident, en effet, que l'école, à ce niveau de six ans, est loin de s'intéresser aux seules initiations intellectuelles et aux processus cognitifs : elle demeure l'école « globale » et concerne tous les aspects de la personnalité de l'enfant.

D'ailleurs, si les deux années envisagées (CP 1 et 2) sont conçues pour offrir des pédagogies et des contenus différenciés, elles ne constitueront pas nécessairement des classes séparées. Il n'est pas non plus interdit d'envisager, pour certains enfants qui se révèlent plus tardivement, un passage du CP 1 au CP 2 en cours d'année. L'organisation d'ensemble sera l'affaire de chaque école en fonction de ses caractéristiques. L'essentiel est d'améliorer le système actuel.

Dois-je dire que, parmi mes censeurs si avertis à la critique, aucun ne fournit de solution à ces difficiles problèmes d'adaptation, si ce n'est la proposition, généralement implicite et plus rarement exprimée, d'un retard systématique des apprentissages pour aligner tout le monde sur les enfants les plus lents ? On nous parle de repousser, pour tous les enfants, l'accès à la lecture après l'âge de sept ans, comme en Suède par exemple. Mais chaque pays, en fonction de sa géographie, de ses modes de vie, etc., peut avoir ses

solutions propres, et ce qui est bon chez l'un ne l'est pas nécessairement chez son voisin. Compte tenu des traditions françaises — en la matière, va-t-on aller jusqu'à interdire aux enfants qui en ont la capacité et le goût d'apprendre à lire avant sept ans ? Ou va-t-on interdire aux maîtres de tenir compte, dans l'organisation de l'école, des élèves en difficulté ?

Un hebdomadaire (1) qui publie cette semaine un ensemble d'articles sur l'éducation veut bien admettre que l'adaptation des cursus aux différents types d'enfants « relève d'un certain bon sens ». Les journalistes ont réinventé les bons points ! En revanche, son auteur porte sur l'entrée à six ans à l'école primaire. Puis-je rappeler qu'elle existe depuis fort longtemps, que, en 1971, cinquante-trois mille enfants du cours préparatoire avaient moins de six ans et que, s'il est vrai, comme l'indique l'auteur, que cent quatre-vingt quinze sur deux cents redoubleront au moins une fois, la proportion en sera finalement inférieure à celle de ceux qui entrent dans les conditions d'âge réglementaires, puisque pour ces derniers la proportion de redoublement sera supérieure à 50 % ! On ne peut pas non plus prétendre que je conçois une exception, que je n'ai pas l'intention d'encourager ni d'éluder. Dois-je aller pour cela jusqu'à l'interdire au nom de l'égalité ?

En fait, les maîtres que l'on cherche à convaincre de l'articulation entre école maternelle et école primaire sont de beaux exemples de l'incapacité et de l'incohérence des idéologies lorsqu'elles refusent d'examiner la réalité : beaux exemples aussi d'un autoritarisme camouflé sous un vernis social et qui, au nom des grands principes, va tout simplement contre le droit des individus. Je suis certain que ni les véritables éducateurs, ni les familles n'envisagent une radicalisation aussi négative de l'organisation scolaire.

RENÉ HABY.

● A la cité scolaire d'Amiens, six élèves ont été exclus pour huit jours. Il leur est reproché d'avoir insulté le chef de l'établissement et des professeurs, et d'avoir causé des dégâts dans les locaux. Les trois lycées de la cité scolaire sont touchés, depuis le mardi 2 mars, par une grève de protestation contre les réformes Bok-Saï-Son « Le Monde du 4 mars ». Ce jeudi 4, en début de matinée, des piquets de grève ont empêché les élèves d'entrer dans l'établissement, mais des cours ont pu reprendre.

● L'affaire Papinski. — Le ministre de l'éducation a adressé, mercredi 3 mars, une lettre à M. Jacques Papinski, instituteur à Honcourt (Meurthe-et-Moselle), qui a fait la grève de la faim pendant trois jours pour obtenir sa réintégration dans l'enseignement. M. Jean Couturier, conseiller technique auprès du ministre de l'éducation, confirme à M. Papinski que « la direction générale des relations culturelles du ministère des affaires étrangères a accepté d'étudier sa candidature à un emploi contractuel de documentaliste dans un établissement français à l'étranger. Si cette proposition vous agréait, ajoutez-lui, il vous appartient de demander audience à cette direction pour y constituer votre dossier ».

CORRESPONDANCE

Jean Branet

et la cité universitaire

Mlle Jacqueline Branet nous écrit :

Pour son cinquantenaire, la Fondation nationale de la Cité universitaire de Paris a diffusé une plaquette dans laquelle ses origines sont évoquées avec une inexactitude proprement confondante.

Des nombreuses mises au point appelées par ce texte, je ne ferai ici que celle-ci :

Commencée en 1921 par le recteur Paul Appell, la création de la Cité est devenue en 1925 le fait de la Fondation nationale, œuvre privée fondée tout expressément par André Honnorat, D. David-Weill et Jean Branet. La Fondation nationale dut sa conception à l'esprit novateur de Jean Branet, qui inventa de substituer le principe d'une fondation, mandatée par l'Université, à celui de la société de gestion antérieurement proposée au recteur par Honnorat, et approuvée en avril 1924 par les autorités universitaires. Auteur des statuts de l'œuvre, de la convention avec l'Université, de la plupart des actes originaux des premières fondations, bref, juriste de la Cité, Jean Branet fut aussi et surtout le secrétaire général inamoviblement scellé et efficace de la Fondation nationale. Dans l'union la plus étroite avec André Honnorat — qui n'a jamais rien fait ni jamais rien signé que conjointement avec lui — il a joué dans l'histoire de la Cité un rôle tellement fondamental que le 24 mai 1932, refusant d'accepter seul la présidence d'une Association d'amis de la Cité, Honnorat écrivait :

« La Cité est l'œuvre de Branet autant que la mienne. Je n'y fais rien que d'accorder avec lui. Il me serait moralement impossible d'accepter d'être séparé de lui dans une œuvre (...). Tout ce qui s'est fait à la Cité n'est d'ailleurs que le résultat de l'étroite collaboration qui existe entre le recteur Branet et moi. »

Il est donc stupéfiant de voir la plaquette en question ne mentionner le nom de Jean Branet que pour en dire : « Il a largement contribué à réunir les fonds nécessaires » (1). On croit rêver.

Le caractère juridique singulier de la Fondation nationale et l'exemple efficace qu'il lui confère sont cependant largement soulignés à la page suivante. Le lecteur n'en ignorera pas moins que la congruence et la construction de cette institution juridiquement singulière et exemplairement efficace — et même qui en furent les trois fondateurs.

A ce degré, l'ignorance du passé devient un défi à l'histoire — ou, tout simplement, au respect de la vérité.

IMPRIMERIE SPECIALE
POUR PERIODIQUES
HEBDOMADAIRES ET MENSUELS
Consultez les Presses du Palais
Royal 65 rue Sainte-Anne
(255-10-00) maison fondée en 1923
DELATS EXEMPLAIRES
PRIX AGREABLES

LE ROY
carte V
1, rue de la Chapelle
75010 Paris

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES,
EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMERICAINE,
VOUS DECOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.
EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions.
EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais.
Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Mexique...
Expériment France
Pour un monde plus ouvert
(Association loi de 1901, membre de l'UNESCO) 201, avenue
de la République, 75011 Paris - Tél. 750 01 01
59, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. 275 50 43

pour
prendre
un bon
départ
en
anglais

L. FOR LEARNERS
sous la direction de M. Cling.
Une méthode originale et sûre qui
intègre l'apprentissage de la langue
à un contact direct avec la vie quoti-
dienne et la civilisation anglaises.
anglais en 6^e anglais en 5^e
(entièrement disponibles pour la
retraite)
pour chaque classe :
LIVRE DE L'ÉLÈVE
CAHIER D'EXERCICES
GUIDE PÉDAGOGIQUE
DE L'ENSEIGNANT
BANDES MAGNÉTIQUES.
DICTIONNAIRE D'ANGLAIS
niveau 1
par Fr. Dubois-Cherrier, J. Bérriot,
E. Kostas et J. Smith.
Un type de dictionnaire entièrement
nouveau, conçu pour étayer immé-
diatement le vocabulaire de base
de l'anglais dans le fonctionnement
de la langue.

Larousse
d'anglais

BON RÉSERVÉ AUX ENSEIGNANTS
À RENVoyer À : LIBRAIRIE LAROUSSE, SERVICE RELATIONS / ENSEIGNEMENT
17, RUE DE MONTMARTRE, 75002 PARIS CEDEX 06.
Veuillez m'envoyer gratuitement votre documentation sur ces ouvrages.
M. Mlle, Mlle
fonction
classe
niveau
adresse personnelle

le journal mensuel de
documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur
POUR UNE AUTRE
UNIVERSITÉ

Envoyez 8 francs (timbres ou
chèque) à APRÈS-DEMAIN
27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.
en spécifiant le dossier demandé
ou 30 F pour l'abonnement annuel
(60 % d'économie) qui donne droit
à l'envoi gratuit de ce numéro

Avec Jaltour, découvrez le Vietnam des Vietnamiens.



Et si vous connaissez déjà le
Vietnam, portez-vous à Hanoi, à
Bali, à Hong-Kong, aux Philippines,
au Japon, en Birmanie, en Inde,
en Corée, en Thaïlande, en
Malaisie, en Indonésie...

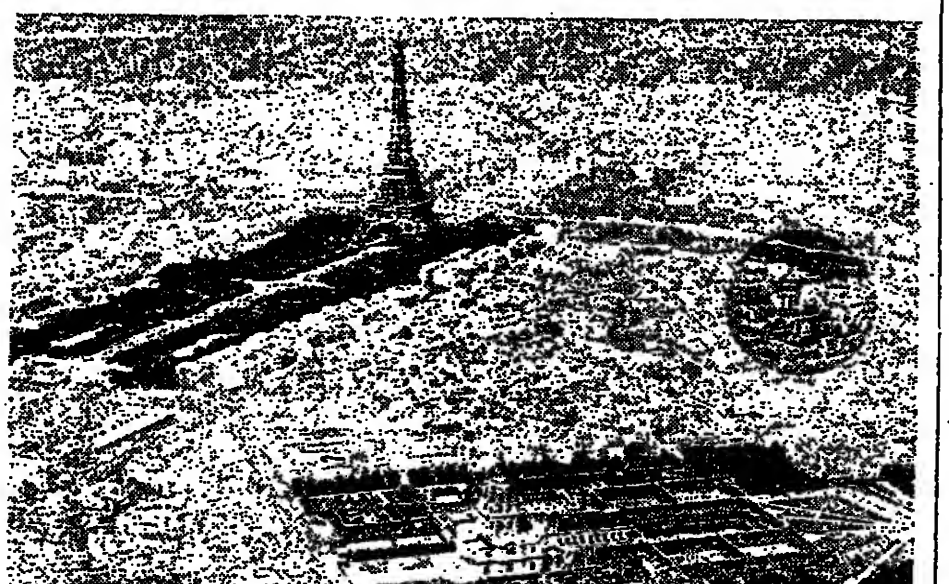
Jaltour vous a préparé plusieurs
séjours étonnants sur tout
l'Extrême-Orient. Et de très prix
particulièrement intéressants :
Bangkok à partir de 3.050 francs,
Hong-Kong à partir de
4.100 francs et le Japon à
partir de 5.100 francs.

Pour en savoir plus sur tous
ces séjours, rendez-vous à votre
agent de voyages
ou retournez ce bon à Jaltour,
75, avenue des Champs-Élysées,
75008 Paris.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Jaltour

153, rue de l'Université
Paris 7^e



Le quartier est exceptionnel.
Les appartements aussi.

Habiter l'aristocratie et très protégé
7^e arrondissement, entre la Seine et les jardins
du Champ de Mars, constitue déjà un grand pri-
vilege. Ce n'est pas le seul au 153 de la rue de
l'Université.

Cette résidence émaillée de jardins inté-
rieurs, se distingue aussi par la qualité originale
de ses appartements.

Ceux-ci en effet, tous grands, bénéficient
d'une conception à l'antienne pour concilier par
la distribution des pièces notamment, le service
domestique avec la vie familiale ou mondaine.

Autre avantage : au 153 rue de l'Univer-
sité, le futur propriétaire intervient directement
dans l'aménagement de son appartement, afin
que ses goûts et ses besoins soient tous perfec-
tement satisfaits.

Et cela pour 8.300 F le m². Prix ferme et définitif.

Appartements de 2 à 6 pièces et studios.

Renseignement et vente sur place :
tous les jours de 14 à 19 h. et samedi de 10
à 19 h. (Fermeture mercredi et dimanche).

Et GEFIC : 52 Champs Élysées Paris 8^e.
Tél. : 256.98.98.
Livraison : octobre 1977.

Une réalisation SERDI

مركز الامم المتحدة

صبرنا من الاجل

SPORTS

FOOTBALL

Saint-Étienne battu 0-2 par le Dynamo de Kiev en Coupe d'Europe des clubs champions

Les irrésistibles jeunes loups ukrainiens

Simféropol. — Les épreuves n'ont pas manqué aux Stéphanois depuis qu'ils participent à la Coupe d'Europe des clubs champions. A la valeur de leur adversaire en quart de finale, le Dynamo de Kiev, vainqueur de la Coupe des coupes, puis de la « Super-Coupe », contre le Bayern de Munich, au cours de l'année 1975, s'ajoutaient cette fois de mauvaises conditions météorologiques.

Malgré l'utilisation de procédés ingénieurs, comme ces deux réacteurs d'avions, montés sur des camions, pour effacer les traces de la tempête de neige de la veille, la pelouse extrêmement grasse du stade de Simféropol rap-

pelait fâcheusement celle de Split, où les Stéphanois s'étaient enlisés - (4 à 1) la saison dernière. Battus 2 à 0, le 3 mars, dans ces mêmes conditions difficiles, après avoir subi une domination plus intense que celle des Yougoslaves, les Stéphanois ont donné l'impression d'avoir acquis une maturité certaine, mais il leur reste à montrer qu'il sont aussi capables, pour remporter leur handicap de deux buts, de rééditer à domicile une partie aussi mémorable que celles réussies contre Split, Chorzow, Glasgow, où leur pression finit par user et faire céder les adversaires en fin de rencontre.

De notre envoyé spécial

un tableau auquel figurent déjà, depuis deux ans, des victimes de la violence, comme le Sporting de Lisbonne, Radnicki Split, Ruch Chorzow et les Rangers de Glasgow, étaient venus défier dans sa capitale. Outre leurs qualités propres, les Ukrainiens disposaient, pour cet affrontement, d'un atout non négligeable. Confrontés à une longue hibernation, forcés d'ailleurs par le froid et la neige à émigrer à Simféropol, le loup ukrainien ne se présentait pas dans les meilleures conditions et ce retour au premier plan européen.

sur un coup franc renvoyé par le « mur » stéphanois. Revenus bredouilles, malmenés et même handicapés de leur campagne de Crimée, les Stéphanois se trouvaient dans des conditions beaucoup plus défavorables le 17 mars, sur leur terrain mascotte du stade Geoffroy-Guichard. A l'occasion d'une rencontre amicale, à Nantes, les défenseurs du Dynamo de Kiev donnèrent maintes signes d'affolement en fin de partie, quand les attaquants adverses exercèrent une pression constante sur eux : c'est dans cette offensive à outrance que les Stéphanois eurent leur meilleure chance de salut au match retour.

GÉRARD ALBOUY.

Une mise en scène bien réglée

Pour avoir déjà opéré maintes reconnaissances de leurs adversaires, avoir enregistré au magnétoscope ses réactions et analysé son comportement au cours du dernier mois, les Stéphanois semblaient en mesure d'éviter les grosses surprises. Ils savaient que les Ukrainiens, assez maladroits dans l'art de conserver la balle, n'hésitent pas à reculer au plus profond de leur repaire pour mieux tendre leur piège et exposer leurs adversaires aux coups de griffes de leurs deux ailiers, Blokhine et Onitchenko.

Les Ukrainiens récitaient une leçon minutieusement préparée, en fonction de schémas répondant à de multiples situations. Ainsi ce travail monodique consistait à multiplier les passes latérales ou en retrait vise à atteindre deux objectifs : irriter l'adversaire vite lassé, de courir après un ballon qui le fuit, pour l'amener à prendre des risques et se porter de plus en plus en avant, mais, surtout, remettre en place le dispositif de base, pour attendre et profiter des initiatives et des appels de balle des ailiers dans les rangs enfin clairsemés des défenseurs adverses.

Soudain, évitant cette chausse-trape, les Stéphanois, rendus prudents, n'ont pas voulu trop s'aventurer, laissant ainsi l'initiative à leurs adversaires au centre du terrain. Mis à part quelques escarmouches trop isolées, surtout de Rocheteau, jamais les joueurs français ne semblèrent en mesure de percer la défense adverse et n'adressèrent d'ailleurs aucun tir véritable dans le cadre des buts gardés par Rudakov.

Dès lors, le principal intérêt de la rencontre résidait dans la

facilité avec laquelle le loup de Kiev allait dévorer son adversaire. Si les Soviétiques impressionnèrent par leurs permutations incessantes des joueurs aux avant-postes — l'arrière central stéphanois Piazza chercha souvent l'adversaire à suivre — les deux ailiers, Blokhine et Onitchenko, furent assez bien neutralisés par Janvion et Farison. Et si la cohésion et la pression des Soviétiques leur permit d'être constamment proche des buts stéphanois, il convient de noter que leurs deux buts ne furent pas le fruit de mouvements construits. Le premier fut inscrit, à la vingt et unième minute, sur un tir de Konkov dévié par Bakhmazy, et le second fut marqué par Blokhine une demi-heure plus tard,

LES SOVIÉTIQUES : ces deux buts seront-ils suffisants ?

L'agence Tass commente en ces termes la victoire du Dynamo de Kiev sur Saint-Étienne :

« Les deux buts marqués par Konkov et Blokhine ont donné des chances à l'équipe soviétique de se qualifier pour la demi-finale. Il est vrai que les sports de l'Europe, meilleur footballeur d'Europe en 1975, pensent que les deux buts d'avance ne suffisent pas à leur équipe avant le match retour du 17 mars en France. Comme dit Blokhine, « le football » est un jeu où même quatre buts de plus ne suffisent pas toujours, les exemples en sont plus que nombreux. »

COUPES D'EUROPE

Matchs aller des quarts de finale

COUPES DES CLUBS CHAMPIONS	
Dynamo Kiev (U.R.S.S.) bat Saint-Étienne (France)	2-0
Radnicki Split (Y.F.Y.) bat P.S.V. Eindhoven (Pays-Bas)	2-0
Mölnersbach (R.F.A.) et Real Madrid (Espagne)	2-2
Benfica (Portugal) et Bayern Munich (R.F.A.)	0-0
COUPES DES VAINQUEURS DE COUPES	
Eintr. Frankfurt (R.F.A.) bat Sturm Graz (Autriche)	2-0
Anderslecht (Belgique) bat Werder (Allemagne)	1-0
P.C. La Hays (Pays-Bas) bat West Ham (Angleterre)	4-2
Celtic Glasgow (Ecosse) et Sch. Zwickenau (R.D.A.)	1-1

FAITS DIVERS

Le rapt de Christophe Mérielux

L'EX-COMMISSAIRE JAVILLIEY DÉMENT AVOIR RECONNU LA VOIX DE LOUIS GUILLAUD

La direction centrale de la police judiciaire à Paris vient de faire une mise au point dans laquelle elle indique que l'arrestation de Louis Guillaud, l'un des ravisseurs de Christophe Mérielux, était « due essentiellement au travail des policiers actuellement en exercice au service régional de la police judiciaire de Lyon ». Cette mise au point fait suite au démenti donné par le parquet

de Lyon à des informations selon lesquelles la voix de Louis Guillaud aurait été reconnue sur des enregistrements par l'ancien commissaire Charles Javilliey (le Monde du 29 février).

De son côté, l'ancien commissaire a lui-même officiellement démenti, le mercredi 3 mars, avoir reconnu cette voix. « Si est exact, c'est-à-dire, que dans cette affaire j'ai recueilli certaines informations auprès de certaines personnes que je considérais comme dignes de confiance, et qui m'ont dit que Louis Guillaud était communiste, j'ai ajouté l'ancien commissaire, je les ai immédiatement réprouvées au chef de la police judiciaire de Lyon. »

Dans l'Orne

LE MEURTRE DU « SORCIER »

Réputé dans la région pour ses talents de « rebouteux » et ses « dons », que l'on disait miraculeux, M. Jean Camus, quarante-neuf ans, a été retrouvé mort le 25 février dans sa maison d'Orléans (Orne). Il avait été tué d'une décharge de revolver tirée à bout portant.

Le 3 mars, les gendarmes d'Alençon ont recueilli les avis de deux frères, Michel et Daniel, témoins des faits de vingt et vingt-huit ans, ouvriers de carrière à Javron (Mayenne), qui ont déclaré qu'ils avaient été obligés d'agir pour conjurer le mauvais sort jeté sur leur famille par un « démon ».

Dix-huit mois plus tôt, leur frère aîné, Eugène, était mort subitement dans le jardin de la ferme paternelle. Depuis lors, plusieurs bêtes du cheptel et un chien avaient mystérieusement disparu. Enfin, il y a environ trois semaines, l'une de leurs sœurs avait été blessée dans un accident de la route.

La mère des deux meurtriers a déclaré que ses deux fils ont défrayé la région d'un dangereux « sorcier » et elle a ajouté : « Jean Camus était le diable. Il donnait le cancer à tous ceux qui se méfiaient de lui. Il avait même fait mourir M. Pompidou. Michel, grâce aux bons dons dont il avait hérité, a tenté de le soigner, mais l'ancêtre était trop fort. Il fallait donc qu'il le tue. »

Gagnez 100 000 A F par jour grâce à BUT

Connaissez-vous « BUT » ? « BUT » est le seul quotidien du football en monde ! Un mardi, un samedi, et bientôt aussi le dimanche — « BUT » — avec ses 16 pages vous tient au courant de l'actualité du football. De ses coulisses, les joueurs, les clubs. Très souvent, « BUT » révèle les nouvelles en priorité. En tenant « BUT » et ses indiscrétions, chaque jour, des de l'actualité du football ne peut vous échapper. En plus « BUT » vous permet aussi d'exercer vos talents de connaisseur de football.

En participant au grand « CONCOURS FOOTBALL BUT » vous pouvez désigner votre équipe favorite pour les matches à venir. Grâce à la grille de « BUT » vous pourrez gagner 100.000 A F par jour, si vous êtes le meilleur pronostiqueur. Et vous pourrez faire aussi d'excellents pronostics.

Parlez-en au plus tôt à celui-ci. Si ne m'a pas pas d'abonnement « BUT » à partir du lundi 4 mars pour tout savoir sur son concours et remplir la grille sur la Journée du Championnat de France du mardi 16 mars.

« BUT ». En vente partout, 2,50 F.

LA
SEMAINE
FANTASTIQUE
JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
DANS TOUS LES RAYONS

LA
SEMAINE
FANTASTIQUE
JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
A TOUS LES ETAGES

LA
SEMAINE
FANTASTIQUE
JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
SUR DES MILLIERS D'ARTICLES

Galerias
Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

Basket-ball

Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe

TOURS DISPUTERA LA FINALE

Madrid (A.F.P.). — C'est de haute lutte que l'A.S.T.O.-Tours a obtenu, mercredi 3 mars, à Madrid, sa qualification pour la finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe.

Partant avec un avantage de vingt-cinq points à la suite de leur victoire du match aller (106-81), les Français ont éprouvé les plus grandes difficultés pour contenter une équipe espagnole dominée au rebond, mais faisant preuve d'une vitalité extraordinaire et imposant, au début de la fin, un rythme effréné à la partie. Ainsi, à dix minutes de la fin de la rencontre, les Espagnols possédaient une avance de trois points sur l'ensemble des deux rencontres, mais les Tourangeaux parvenaient à retourner la situation et à conserver quatre points d'avance (72-69), qui leur ouvraient les portes de la finale. Tours disputera donc la finale contre Milan le 17 mars, à Turin.

Patinage artistique

Pour la quatrième fois consécutive, les Soviétiques Irina Rodnina et Alexandre Zaitseff ont remporté, mercredi 3 mars, à Göteborg (Suède) le titre de champion du monde de patinage artistique par couples.

Le programme court n'a pas apporté de modifications notables au classement, provisoire dans l'épreuve masculine individuelle. Au nombre de points, le Britannique John Curry (deuxième) s'est cependant rapproché du Soviétique Vladimir Kozlov (premier). Le Français Christophe Boyadgian est passé de la douzième à la quatorzième place.

JUSTICE

UN JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE PARIS

Les comités d'établissement peuvent organiser des réunions politiques dans leurs locaux

En revanche, ils ne doivent pas les prêter à des partis

La première chambre civile du tribunal de Paris s'est prononcée, mercredi 3 mars, sur les litiges opposant le Crédit lyonnais et le Crédit industriel et commercial à leurs comités d'établissement respectifs, auxquels les dirigeants de ces deux banques reprochaient d'avoir autorisé, l'été dernier, des réunions politiques dans leurs locaux.

Le tribunal a fait une distinction entre deux séries de résolutions prises par les comités d'établissement. Il a déclaré valables celles par lesquelles les comités ont décidé d'organiser eux-mêmes des réunions politiques, au besoin en invitant des personnalités du monde politique. Car « l'association incontestablement à la culture générale toute activité ayant pour objet l'information et la réflexion sur les idées et les problèmes politiques, et aucune considération ne permet de leur exclusion des études prévues par le code du travail, dont les termes ne doivent pas, en outre, être interprétés restrictivement, notamment quant à la forme que peuvent revêtir de telles activités ».

En revanche, sont nulles les résolutions permettant aux partis politiques d'utiliser ces locaux. Les juges indiquent, en effet : « (...) Les comités ne sauraient, sans manquer à leur mission d'organisme représentatif de l'ensemble du personnel, se laisser sous couvert d'information et d'étude, à une action de propagande ou de recrutement au bénéfice d'un parti quel qu'il soit. Ils ne peuvent davantage être autorisés à mettre purement et simplement les locaux qui leur sont affectés au service des partis politiques pour les besoins de leur propagande, alors que la gestion et d'institutions attachées à l'entreprise implique nécessairement que les comités, directement ou par l'intermédiaire d'un comité intermédiaire, conservent la direction, le contrôle et la responsabilité des diverses réunions qu'ils peuvent décider d'organiser, sans que cette obligation leur interdise d'ailleurs de faire appel au concours de toute personne de leur choix, même étrangère à l'entreprise ».

LE MÊME MAGISTRAT CONTINUERA D'INSTRUIRE L'AFFAIRE DE VIOLENCES POLIÉRIQUES DE MARSEILLE

La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence n'a pas suivi les réquisitions écrites du parquet général demandant que M. Denis Millet, juge d'instruction, soit démis de l'affaire criminelle au cours de laquelle il a découvert que des violences avaient été commises par la police judiciaire de Marseille à l'encontre de certains inculpés (« le Monde » du 16 février). La chambre d'accusation, qui a rendu son arrêt mercredi 3 mars, a également refusé d'annuler, à l'exception d'un seul, les actes de l'instruction qui avaient pour objet de rechercher si les agents des unités avaient été établis sous la torture. En particulier, les actes concernant des confrontations entre les inculpés et certains officiers de la police judiciaire conservent leur valeur.

Sauf si le parquet général se pourvoit en cassation, on devrait normalement s'attendre que des poursuites soient engagées à l'encontre des auteurs présumés de ces services.

● M. Joseph Chareyre, ancien directeur régional du Banco populaire à Marseille, a été inculpé le mercredi 3 mars d'abus de confiance et d'escroquerie par M. Pagès, juge d'instruction à Marseille. M. Chareyre, à qui il est reproché un détournement de 850 000 francs dans la comptabilité de l'agence, a été écroué à la prison des Baumettes (le Monde du 4 mars).

● Deux autonomistes corses ont été libérés sur ordonnance de M. Jean Gonnard, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat. Il s'agit de MM. Jean-Pierre Rosol, vingt-deux ans, commerçant à Sartène, et Paul Coll, vingt-quatre ans, commis à Propriano écroués depuis le 27 janvier pour reconnaissance de l'ARC, groupement dissous, participation à un attentat par explosif (dirigé contre une succursale de la Société générale à Sartène), détention de munitions et d'explosifs. Les inculpés ont été placés sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter la région paritienne.

● En marge du rapt de Cécile Revelli, enlevée le 29 novembre 1975 dans un supermarché de Tours, Mme Gervais de Lamoignon, juge d'instruction, a inculpé, mercredi 3 mars, de « violences volontaires avec préméditation », un homme, M. Jacques Menguy, âgé de trente-cinq ans, sans profession ni domicile fixe ; celui-ci a avoué qu'il avait adressé cinq appels téléphoniques aux parents de la fillette en leur disant que tout espoir n'était pas perdu et qu'il possédait des photos de l'enfant. Il a été écroué à la maison d'arrêt de Tours.

Selon la Confédération nationale du logement

UNE DIZAINE D'ENTREPRISES ALSACIENNES AURAIENT ÉTABLI DES FAUSSES FACTURES

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Après l'affaire Aurélie (le Monde du 31 janvier), un nouveau scandale immobilier vient d'éclater à Strasbourg. Une dizaine d'entreprises alsaciennes ont été accusées d'avoir établi des fausses factures pour des travaux fictifs faits pour le compte de l'Office départemental des H.L.M. du Bas-Rhin, qui gère environ cinq mille logements. La fédération du Bas-Rhin de la Confédération nationale du logement (C.N.L.), qui a dénoncé ce scandale au cours d'une conférence de presse, mercredi 3 mars, à Strasbourg, estime que le montant annuel de ces fausses factures s'élève à quelque 3 millions de francs.

La fraude daterait de 1963, et les sommes avancées pour les travaux prétendument effectués auraient été mises au débit des locaux de la fédération. Une enquête administrative, ordonnée par M. Jean Sicurani, alors préfet du Bas-Rhin, a abouti le 27 février dernier à un rapport dans lequel la C.N.L. a aujourd'hui la publication. La C.N.L. a décidé de porter plainte et de se constituer partie civile pour préserver les droits des locataires. Elle estime que les responsabilités incombent au conseil d'administration de l'office départemental, présidé par l'ancien député du Bas-Rhin M. Georges Ritzler. Ce dernier confirme qu'une enquête administrative est en cours : « Elle porte, assure-t-il, sur des faits que nous avons nous-mêmes découverts et qui révèlent une négligence grave de nos services techniques ». Mais pour M. Ritzler, on ne peut parler de scandale immobilier. « Il s'agit de fausses factures établies qui ont été insuffisamment vérifiées. Le chiffre cité paraît donc considérablement exagéré », L'O.P.H.L.M. du Bas-Rhin va maintenant porter plainte contre les entreprises impliquées dans cette pratique frauduleuse.

CARNET

Naissances

— M. Jean-Marie Faragut et Mme. née Marion Bollaert, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils Charles.

le 28 février, 48, avenue Paul-Doumer, 75016 Paris.

Décès

René LESAGE

M. et Mme Jean Lesage, Mme veuve Georges Lesage, Lypria, Michel et Eric Rybord, et tous ses amis, font part du retour à la Maison du Père de René LESAGE.

René LESAGE, directeur de la Comédie des Alpes, chevalier de la Légion d'honneur, des arts et lettres, croix de guerre 1939-1945, survenu à l'âge de soixante-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise. La messe de funérailles aura lieu vendredi 5 mars, à 10 heures, paroisse Saint-Paul de Beauvert-Granolle. Inhumation à 11 h. 45 au cimetière de Correns-Bault.

Selon ces dernières volontés, sans fleurs, ni couronnes ; mais ses amis pourront participer à la collecte destinée à la recherche contre le cancer en adressant leur participation à Lypria Rybord, Maison du Père, 4, rue Paul-Claudel, Grenoble. Cet avis tient lieu de faire-part.

(Né en 1906, René Lesage, élève de Lucien Nat, a débuté, en 1922, avec Georges Charnat et joué dans toute la France. Il devient speaker à Radio-37 jusqu'à la guerre. Fait prisonnier, ce fut de théâtre qu'il sortit. Il fut directeur de la troupe théâtrale du Stalg XIII A. En 1946, il rejoint Jean Dasté à Grenoble, où il crée une troupe théâtrale, avant-garde de la décentralisation, à une époque où les centres dramatiques n'existent pas.)

De la décentralisation, il est devenu, par sa collaboration, un des acteurs de la culture. 4, rue Paul-Claudel, Grenoble. Cet avis tient lieu de faire-part.

En 1960, René Lesage a créé la Comédie des Alpes, troupe permanente dont l'action a conduit la ville de Grenoble, à demander la construction de la Maison de la culture, inaugurée en 1963.)

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Ventes

Vendredi
S. 1 - Tabl. ann. At. Achille Laugé, M. Godard, Solange, Audap.
S. 2 - Art. d'art. M. H. Bouillon, S.C.P. Laurin, Guilleux, Sufletaud, Talleur.
S. 3 - Monnaies antiques françaises d'Extrem-Orient et arg. Médailles, jetons, épreuves, médailles, porcelaines, XV-XIX siècles. MM. Bourey, Lafleur, S.C.P. Couturier, Nicolas.
S. 4 - Timbres. M. Ribault-Mendès.
S. 5 - Objets d'art et objets d'art des XVIII^e et XIX^e siècles. MM. Dillie, Bouché, Talleur.
S. 14 - Boule presse-papiers, éventail, Art. 1900, amulettes. M. R. et Cl. Bolegard.

VENTE à VERSAILLES

M. F. et J. MARTIN, c.-p. s. s. 930-38-08
DIMANCHE 7 MARS 1976 à 14 h
GALERIE DES CHEVAUX-LEGERS
NÉO-FIGURATIF ET ABSTRAIT
Exposition vendue et samedi.

VENTE à NEUILLY (92)

HOTEL DES VENTES DE NEUILLY-SUR-SEINE
PEINTURES ET DESSINS ANCIENS ET MODERNES
des écoles françaises et étrangères
BEAU MOBILIER D'EPOQUE ET DE STYLE
OBJETS D'ART RELIGIEUX des XV^e et XVI^e
Livres d'heures à l'usage d'Amiens de la fin du XV^e
Orné de six belles miniatures.
Biloux - Argentier - Tapissier
JEUDE 11 MARS 1976 à 14 h
M. MOINEAUX, Greffier d'Instance
Experts : MM. Lebel, Dillie, Leguillet.
Exposition publique : mercredi 10 mars de 14 heures à 18 heures et de 21 heures à 23 heures, et matin vente de 9 heures à 11 h. 30.

M. et Mme Gildas Le Noan.

M. et Mme Hervé Le Noan, The right Hon. Lord and Lady Wilberforce.

M. Jean-Guillaume, Yves et Jean-François Le Noan.

The Hon. Samuel H. Wilberforce, Miles Chetwin.

Chantal et Suzanne Le Noan, Ann Catherine et Lindsay Burn.

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère.

La messe de réquiem sera célébrée à l'église Saint-Jean-du-Baly, à Lannion, Côte-du-Nord, le lundi 8 mars, à 10 h. 30.

L'inhumation suivra au cimetière de Lannion, 34, avenue du Roule, 92200 Neuilly.

34, bd Victor-Hugo, 92200 Neuilly.

à Cambridge Place-Victoria Road London W. 8. 5 P2.

Mme Henri Monnot son épouse, M. et Mme Jean-Claude Chédal et leurs filles, ses enfants et petits-enfants.

M. Xavier Schuler, son beau-fils, ont la douleur de vous faire part du décès de M. Henri MONNOT.

survenu dans sa soixante-septième année, le 3 mars 1976.

L'inhumation aura lieu le vendredi 5 mars, à 14 h. 15, au cimetière de Saint-Ouen parisien, avenue Michelet.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Jean Raverty, leurs enfants et petits-enfants.

M. et Mme Léon-Paul Compeux, leurs enfants et petits-enfants.

M. et Mme Philippe Raverty, leurs enfants.

M. et Mme Bernard de la Giraudière et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de M. Jean RAVERTY.

né Marguerite Letard, survenu le 27 février 1976 à Cerny (Oise).

La cérémonie religieuse a eu lieu le 3 mars, à Chelles, dans l'intimité.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jacques de REMPELLE.

survenu à Paris, le 26 février.

M. et Mme Philippe de Rempelle, M. et Mme Philippe de Rempelle et leurs filles, ses enfants et petits-enfants.

Mme Guy de Rempelle et ses enfants.

M. et Mme Pierre Testa et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques de Rempelle.

né Victor-Hugo, le 26 février 1976, à Paris, 72000 Paris.

Le cimetière de la Chapelle, 72000 Paris.

Le cimetière de la Chapelle, 72000 Paris.

(13) Paris, Chantal-Brandon (71).

Mme Henri Lehouche, Mme Liliane Lehouche et son fils, M. et Mme Charles Lehouche et leurs enfants.

M. et Mme Gaston Barri et ses enfants, Mme Lucien Passina, Mme Henri Passina et ses enfants, M. et Mme Robert Akoun et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de M. Henri LELOUCHE.

survenu le 2 mars 1976 dans sa quatre-vingt-septième année.

La messe de réquiem aura lieu le vendredi 5 mars, à 10 h. 30, au cimetière du Nord (Montmartre), 18, avenue Rachel, 75018 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part. La famille ne reçoit pas.

NI fleurs, ni couronnes.

Réceptions

— A l'occasion de la fête nationale, cinquantième anniversaire de l'avènement du roi Hassan II, l'ambassadeur du Maroc et Mme Ben Abbès ont offert une réception, le mercredi 3 mars.

Communications diverses

L'Union locale des comités de parents d'élèves du douzième arrondissement organise une fête de l'école maternelle le samedi 6 mars après-midi, au square de la rue du Temple.

Soutenances de thèses

— Jeudi 11 mars, à 14 heures, université de Paris-Sorbonne, salle Loui-Lard, M. Guy Sabbah : « La méthode d'Ammon Marcellin. Recherches sur la construction d'un cours historique dans les « Res gestae » ».

— Samedi 13 mars, à 15 heures, université de Paris-Sorbonne, amphithéâtre Descartes, M. Daniel Rocher : « Theodor von Zerkler : « Der Wälsche Gast » (1213-1216) ».

— Vendredi 19 mars, à 14 heures, université de Paris-Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, M. Guy Mercadier : « Diego de Torres Villanar. Maquis et miroirs ».

Visites et conférences

VENDREDI 5 MARS

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calais nationale des monuments historiques, 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins. Mme Sachetier : « La manufacture des Gobelins et ses ateliers ». — 15 h., entrée, avenue de Paris, Mme Gaiollat : « Le château de Vincennes ». — 15 h., 2, rue de Béryl : « Les résidences du Marais. La place des Vosges ». (A travers Paris). — 15 h., 17, quai d'Anjou : « Hôtel Laurin » (Mme Camus). — 15 h., 42, avenue des Gobelins : « Les ateliers de la manufacture des Gobelins » (Mme Hager). — 15 h. 30, 48, rue François-Miron : « Hôtels de l'ère Louis, de Sens, d'Aumont, église Saint-Paul » (M. de la Roche). — 15 h. 30, Musée de l'Homme : « L'écologie : les théories polytechniques ». — 14 h. 30, 138, boulevard Haussmann, entrée du musée : « Exposition de Bateau-Lavoir au musée Jacquemart-André » (Paris et son Histoire). — 15 h., 183, rue du Temple : « Le mystère des Templiers, Sainte-Elisabeth » (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES. — Maison des Ingénieurs des Arts et Métiers, 9 bis, avenue d'Orléans, 18 h. 30 : « L'Espagne en fête » : 21, rue de Valenciennes à Jura » (Monde sans frontières) (projections).

SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Indéfinissable. Il faut le goûter.

SOLDES

Les vendredis 5 et samedi 6 mars de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h au 15, Faubourg St-Honoré

LANVIN

Tailleur-Chemiste Paris

OFFRE SPÉCIALE INTER-SAISON

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle 850 francs

Jacques DEBRAY

31, boulevard Malesherbes

Les Tailleurs de Qualité

CLUB DES GRANDS CISEAUX

- XX BERCEVILLE, 4, bd Malesherbes - 265.36.28
- XX BUNTLEY, 29, rue de Marignan - 225.59.36
- XXX COURTES, 33, rue Marbeuf - 225.04.81
- X CALBOURAKIS, 97, bd Raspail - 548.22.23
- X AL. GUEROT, 17, rue de Choiseul - 742.47.12
- XXX LORYS, 33, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie - 720.80.46
- XX PITTARD, Succ^r de J. GARETTE - 225.20.21
- XX QUIN, 2, place des Victoires - 233.75.05
- XX A. SCHLERET, 7, rue d'Artois - 359.17.66
- X TALON, 62, av. Bosquet - 551.11.64 et 705.87.36
- X 2500 F XX 2800 F XXX 3500 F

A QUEL SAINT SE VOUE POUR ALLER EN IRLANDE AU PRINTEMPS ?

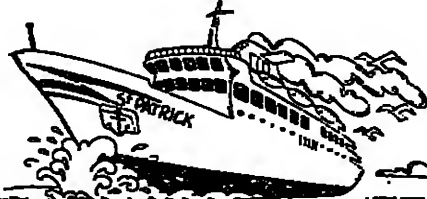
S'-Patrick : emmenez votre voiture gratuitement.

S'-Patrick : louez une voiture et voyagez pour 450F

Mettez-la sur le St-Patrick : si vous êtes quatre, elle voyage gratuitement. Et si vous êtes deux ou trois, elle ne paiera que 1/2 tarif. Le St-Patrick part du Havre vers Rosslare au moins 3 fois par semaine.

Profitez du forfait St-Patrick : aller-retour en cabine + 6 jours en Irlande avec une voiture à kilométrage illimité, 450 F sur la base de 4 personnes*. De toutes façons, le printemps est la meilleure saison pour l'Irlande. Il fait doux. Les jours sont longs. Les rhododendrons rosissent. Et le St-Patrick est le meilleur moyen d'y aller.

* 306 F jusqu'en 1^{er} Mai.



Le St PATRICK
Le car-ferry France-Irlande

Irish Continental Line - Transports et Voyages

8 rue Aubert 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 742.31.49

Nom _____

Adresse _____

1500 F

Le Monde

DES LIVRES

Sherlock Holmes pas mort...

TOUT « sherlockien » digne de ce nom a frémi, pour ne pas dire blêmi, à la lecture du « Dernier problème » (1). Il y avait de quoi, sursauter. En mai 1891, après s'être défilés et poursuivis à travers l'Europe, Sherlock Holmes et son plus mortel ennemi, le professeur Moriarty, se rencontraient enfin, quelque part dans l'Oberland bernois. Sans témoin — même le fidèle Watson avait été écarté, les deux porteurs s'affrontaient sur une étroite corniche surplombant les chutes de Reichenbach. Nul ne sut ce qui se passa exactement. Ils disparurent ensemble dans l'abîme. On ne devait jamais retrouver leurs corps.

Les « sherlockiens » vous le diront, ce dernier souvenir du docteur Watson est décevant : Moriarty et Holmes, les deux brillants cerveaux, l'un voué au mal et l'autre à la lutte contre le mal, ne peuvent triompher l'un de l'autre. Et qui plus est, scandaleuse évidence, Sherlock est mortel : la preuve, c'est qu'il meurt.

Mais les « sherlockiens » refusent parfois d'accepter l'acceptation. Il en est même d'ossez fous pour avoir ressuscité le grand homme. Comme, par exemple, cet Américain, Nicholas Meyer. Lui a eu la chance de dénicher dans son grenier un inédit, posthume, du docteur Watson. A quatre-vingt-sept ans, celui-ci entreprit, figurez-vous, de rétablir la vérité quant à l'épisode des chutes de Reichenbach. Voilà qui mérite d'être écouté. Contrairement à ce que nous pensions tous, l'infâme Moriarty, celui qu'on avait surnommé le Napoléon du crime, n'est pas un monstre. Non ! Sa criminalité n'est qu'un fantasme de Sherlock.

Et là, mieux vaut voir les choses en face, c'est une question d'histoire. Moriarty fut le précepteur de Sherlock et de son frère — pas le plus fûté, mais l'ainé — Mycroft. Précepteur mêlé à une tragédie secrète de la famille Holmes, Mme Holmes fut surprise en flagrant délit d'adultère par le

père des enfants, qui la tua net. Crime passionnel que voila la société victorienne. Troumatisme qui expliquerait certains traits de caractère de Sherlock, sa bizarrerie, le fait qu'il « cache » son tabac dans ses babouches, par exemple, ou qu'il joue du violon pendant des heures, enfermé dans sa chambre. Le fait aussi qu'il haïsse le crime au point de passer sa vie à le combattre.

« Élémentaire mon cher Freud »

Mais comment se fait-il que ce grand cerveau se méprenne aussi grossièrement au sujet de Moriarty ? Là encore, ne craignons pas de voir les choses au face. D'ailleurs, nous osons « sherlockiens » le soupçonner depuis longtemps : le gentleman de Baker Street est un cocaïnomanie invétéré. Et dans les années 1890-1891, selon le

* NICHOLAS MEYER : « La Solution à sept pour cent ». Traduit de l'anglais par Rodolphe Fitzgerald. Laffont, 228 pages, 35 F.

* JOHN GARDNER : « Le Retour de Moriarty ». Traduit de l'anglais par Liana Lattès. Jean-Claude Lattès, 332 pages, 48 F.

« document » Meyer, il en serait arrivé à s'injecter trois fois par jour de la solution à 7 % !

Devant les ravages de la drogue sur cet esprit devenu maniaque,

(1) Conan Doyle : *Souvenirs de Sherlock Holmes*. Traduction de Bernard Tourville. Livre de poche.

(2) Le frère le plus fûté de Sherlock Holmes. Voir *Le Monde* du 24 février.



le bon Watson, le solide Mycroft et l'incertain Moriarty, avaient. Ils vont entraîner Sherlock Holmes à Vienne, où un jeune praticien s'est distingué par ses articles sur la cocaïne et ses théories assez nouvelles en matière de psychologie. Son nom ? Un certain docteur Sigmund Freud.

Comment Freud guérit Sherlock, comment Holmes embrasera Freud dans une folle équipée au terme de laquelle ils sauveront l'Europe d'un complot diabolique qui allait la mettre à feu et à sang, vous l'apprendrez en lisant ce récit très « cool », très britannique en son début, et complètement débridé ensuite. Vous y verrez des choses drôles ou insensées, Freud aux prises avec de jeunes aristocrates viennois antisémites et nazis avant l'heure, Sherlock employant des ruses de Sioux pour se piquer en douce, ou les deux docteurs — brave Watson ! — peinant comme des forçats le charbon d'une petite locomotive que conduit Sherlock à la poursuite des méchants.

Un bon film, sur le rythme de celui de Gene Wilder (2), pourrait exploiter soigneusement l'excellent argument de ce livre. On pourrait en profiter pour donner au passage quelques-unes des invraisemblances de la « transgression » et du langage mondialiste. Pour Baudelaire, Poe était moins un étranger qu'un double de lui-même perdu dans la patrie du futur. La période contemporaine accentue les échanges de langues et de genres poétiques. Marinetti écrit son manifeste en français et discute à Moscou avec les futuristes russes. Kholodnikov imagine un langage « transnational ». Duchamp expose à

FRANÇOISE WAGENER.

(Lire la suite page 13.)

Les illusions perdues

DE L'ITALIE DU MIRACLE A CELLE DU DÉSARROI

* VÉRIDIQUE RAPPORT SUR LES DERNIÈRES CHANCES DE SAUVER LE CAPITALISME EN ITALIE, DE CENSOR, MÊME DE PRÉSENTÉ PAR SON AUTEUR. Champ, librairie, 187 pages, 25 F.

« Il ne faut se permettre d'excesses qu'avec les gens qu'on veut quitter bientôt », écrit Laciolo. Emu par l'excès d'imprévoyance et d'aveuglement où semblait se complaire la classe dirigeante italienne, et par l'infortune qui en résultait, un mystérieux auteur, nommé Censor, a publié, en 1975, à Milan, ce « rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie ». À l'intention de ces « esprits et cœurs déçus », qui, depuis quelques dizaines d'années, avaient pris la fin des troubles d'un temps pour la fin du temps des troubles, mais que l'histoire a cruellement sortis de leur tranquillité, ou tirés de leur sommeil. Les journaux de la classe dirigeante ont accueilli cet écrit avec faveur et gratitude, sans voir l'esprit qui s'y révélait : trop désemparé pour n'être pas inquiet. L'auteur, qui était volontiers Tacite, Machiavel, le cardinal de Retz et Clausewitz, semblait se rallier au jugement de Bonaparte, selon lequel « la gloire est fade ».

La traduction de cet ouvrage par Guy Debord donne aux lecteurs français l'occasion d'admirer les beautés de style : la manière classique et « le ton tranchant », et d'en apprécier la lucidité. Voici un grand texte politique qui trouve place, par sa rigueur, dans la lignée du Prince, ou de l'Homme de cour de Gracian. Comme les livres de l'Espagne et du Florentin, le *Véridique rapport* est un traité de la domination. L'auteur s'emploie à définir une stratégie qui permette à la bourgeoisie italienne de maintenir son pouvoir. La dernière chance de celle-ci réside, selon Censor, dans le « compromis historique ». C'est-à-dire, avec les communistes : « Qui, mieux que les communistes, peut aujourd'hui imposer au pays une période de convalescence, pendant laquelle les ouvriers devront

cesser la lutte et reprendre le travail ? Qui, mieux que le parti, peut « faire taire les agitateurs » ? Et l'auteur d'ajouter : « Pour ne pas voir le péril réel, on feint de ressentir comme un péril l'accord avec le P.C.I., et l'on fuit devant les deux ». Par le fait, Censor entend que les prolétaires refusent toute hiérarchie, affirment leur autonomie et entreprennent une critique radicale de l'économie.

La classe dirigeante ne s'est guère inquiétée, à Rome ni à Milan, de savoir si Censor existait ou non. Dans la détresse où elle était tombée, il lui fallait que Censor ne fût pas une chimère. Et elle a avancé, à son propos, la preuve que donnait saint Anselme de l'existence de Dieu. Censor réunit toutes les qualités. L'existence est une qualité. Donc, Censor existe. On s'est demandé quel pouvait être ce grand bour-

geois cynique qui faisait l'éloge du capitalisme démocratique, en même temps qu'il adressait les critiques les plus sévères à ceux qui l'avaient géré dans l'Italie du miracle, et continuait de la même sorte, en creusant leur tombeau, dans l'Italie du désarroi. Mais de la réalité de Censor, on ne doutait pas, et de son cynisme, on ne s'effarouchait pas. Cependant, quelles vérités il assenait ! Et avec quelle froideur, quel mépris des apparences ! Ainsi : « Toutes les formes de société qui ont dominé dans l'histoire se sont imposées aux masses, qu'elles devaient tout simplement faire travailler, par la force, et par l'illusion. La plus grande réussite de notre civilisation moderne est d'avoir su mettre au service de ses dirigeants une incomparable puissance d'illusion. »

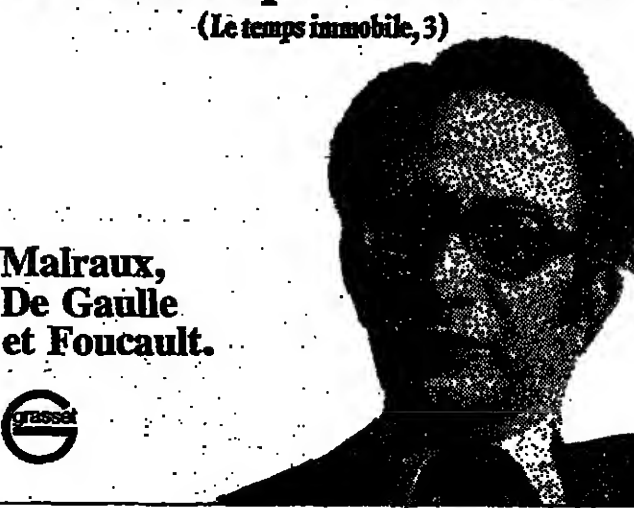
FRANÇOIS BOTT.

(Lire la suite page 17.)

Claude Mauriac

Et comme l'espérance est violente

(Le temps immobile, 3)



Malraux, De Gaulle et Foucault.



FIN DE L'ART MODERNE ?

« Point de convergence », d'Octavio Paz

de l'espèce remplace celui des individus, le travail se substitue à la pénitence, le progrès à la grâce, et la politique à la religion.

PREPARE par la rupture protestante, le mouvement a d'abord atteint l'Allemagne et l'Angleterre, c'est-à-dire des pays protégés linguistiquement de la pénétration romaine, de la versification discursive.

L'idée maîtresse du modernisme est en effet de saisir l'analogie entre le monde et le langage. « Lire dans le grimoire de la nature », c'est le projet de Fourier avec ses « attractions passionnelles », de Baudelaire avec ses « correspondances ». L'univers n'est pas un ensemble de choses créées mais de signes sans texte original, gravitant autour d'un vide où ils s'engouffrent. Aux croyances chrétiennes succèdent des données fragmentaires sous le signe de la conscience de la mort, du transitoire, de l'absurde, du bizarre.

Ces postulats communs inspirent aux romantiques et à leurs héritiers du vingtième siècle une même révolte contre la raison, un même culte de l'enfance, de la femme, de la folie, de l'autre, du corps, du rêve. Ce qui ne les empêche pas de se référer à l'histoire, notamment aux révolutions française, puis russe ; mais une part magique d'eux-mêmes les rend indociles, dangereux, aux yeux des États, qui dénoncent leur nihilisme bohème et persécutent les meilleurs d'entre eux, comme l'Eglise, autrefois, ses hérétiques.

PAZ pousse très loin ce parallèle désormais bien admis entre l'Eglise et les bureaucraties modernes. Il pose en fait que le marxisme, de critique du réel, est devenu une théologie terroriste. Le drame chrétien entre le libre arbitre et la prédestination divine réapparaît dans le conflit entre liberté et déterminisme social. La révolution a remplacé la venue du Christ pour les premiers chrétiens, et le futur socialiste, le salut éternel.

Face à cette pression, le modernisme s'affirme comme négation ironique — voir Duchamp — et comme utopie du changement continu, libertaire. On ne

bouleverse pas la poésie « faite de » modifier la vie — Góngora, — mais pour la transformer — Rimbaud. Par rapport aux romantiques, les avant-gardes du vingtième siècle montrent un goût accru des expériences liminales, de la transgression et du langage mondialiste.

Pour Baudelaire, Poe était moins un étranger qu'un double de lui-même perdu dans la patrie du futur. La période contemporaine accentue les échanges de langues et de genres poétiques. Marinetti écrit son manifeste en français et discute à Moscou avec les futuristes russes. Kholodnikov imagine un langage « transnational ». Duchamp expose à

Par Bertrand Poirot-Delpech

New-York et joue aux échecs à Buenos-Aires. Pound rêve en Italie d'une Amérique confédérée.

ENCORE y a-t-il lieu de distinguer, d'après Paz, entre une avant-garde anglaise en rupture avec la tradition romantique — ainsi Pound et T.S. Eliot réinterprétant Dante ou les poètes provençaux — et un modernisme européen issu du romantisme anti-romain : Breton exaltait les mythes celtiques. Malgré leur sort commun de « transplantés linguistiques », les hispano-américains diffèrent des anglo-américains par leur nostalgie de l'être pré-industriel. A beaucoup d'égards ils tiennent davantage du modernisme français. La réhabilitation de Góngora par Dario, en 1937, rejoint notre curiosité d'alors pour les objets verbaux faits de paroles seules. Le génie hispanique participe directement à l'aventure surréaliste grâce à Picabia, Buñuel, Dalí, Miró, Matta et Paz lui-même.

Hispano-américains et européens de

langue romane retrouvent enfin le même type de conflit entre révolte poétique et engagement révolutionnaire, vis-à-vis des partis communistes notamment : faut-il sacrifier ou non l'aventure créatrice sur les autels de l'efficacité politique ?

BEAUCOUP, on le sait, ont préféré se soumettre, au risque de justifier Benjamin Péret quand il définit cette époque comme celle du « déshonneur des poètes », ou de rabaisser la rébellion à un procédé, la critique à une rhétorique, et la transgression à une cérémonie.

Dans le même temps, la notion de destin humain qui avait fondé la justification de Péret quand il se soumettait à la science, se serait assurée sur son avenir. Le progrès continu de l'humanité n'est plus regardé comme un article de foi. Bien au contraire, démographes, sociologues et écologistes tendent à penser que l'avenir ne serait plus dépositaire d'une lointaine perfection, mais de l'horreur. La conservation est en train de détruire le nouveau comme valeur et comme morale.

Le vingtième siècle a largement démenti la rationalité du processus historique telle que Marx l'avait établie. Le matérialisme dialectique a suscité plus de résurrections nationales que de révolutions prolétaires. Il annonçait une société universelle : or la lutte pour la reconnaissance des particularismes s'étend partout, et on admet de plus en plus que les futurs soient multiples, non-programmés, imprévisibles. Dans les pays post-industriels les révoltes récentes n'ont pas résulté d'oppositions entre le capital et le travail, mais de conflits culturels, souvent psychologiques, tels ceux des étudiants contre la rationalisation excessive de la vie sociale.

DU même coup, le futur des marxistes du dix-neuvième siècle a rejoint dans l'irréalité l'éternité chrétienne qu'il avait supplantée. La critique de la religion opérée de Hume à Marx s'applique maintenant au messianisme politique ; à ceci près

que, cette fois, elle n'est pas l'œuvre de la philosophie, mais du corps et de l'imagination. Après les mystères d'un bonheur hors d'attente, voici celle de l'instant, du tout tout-de-suite. La politique devient le moyen de rendre immédiatement les sociétés le plus habitables possible.

Sur le plan éthique, cet avènement du présent sur les ruines de l'éternité et du futur ne signifie pas pur nihilisme. Il implique de vivre face à la réalité de la mort, jusque-là masquée du travestissement de la vie. En art, il est cause d'un désarroi terrible. Les changements étaient plus rassurants qu'ils n'en avaient l'air : ils sous-entendaient une direction, bonne ou mauvaise, une intention quelque part. Aujourd'hui, le nouveau disparaît aussi vite qu'il est venu. A l'accélération s'ajoute la prolifération. Les différences s'annulent, la diversité se résout en uniformité.

Il n'est plus question de mêler les genres, comme Rimbaud et Joyce, ni de nier l'objet d'art au profit de l'acte artistique qui le constitue, comme Duchamp, ni d'exalter l'inconscient ou le hasard, comme les surréalistes, ni même de célébrer la création collective — les Batailles — où le sujet apparaît comme une cristallisation plus ou moins fortuite du langage.

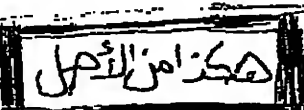
EST-CE à dire que l'art moderne « a vécu » ? On en tant que chose qui se possède ; non, nous dit Paz, en tant que présence qui se contemple, méditation. Après avoir été la voix de tous, puis d'un seul, la voix du poète pourrait devenir celle de personne, celle du langage.

L'esthétique du changement qui nous régit depuis un bon siècle et demi se révèle aussi illusoire que l'imitation des anciens. L'âge qui commence recherche le principe invariant de l'art, le fond commun à l'Odysse et à Proust.

Sans croire à une science de la littérature, car une science d'objets particuliers ne peut être qu'une non-science, l'auteur du *Labirynthe de la solitude* met à l'épreuve dans une « convergence » entre l'écriture et la lecture, à la fois dans le temps et hors du temps ; palpitation du présent à mi-chemin du passé fourmillant et du futur dépeuplé.

Toute méditation sur le vertige du néant qui s'empare de la création artistique en cette fin de siècle passe obligatoirement par le témoignage capital d'Octavio Paz.

* POINT DE CONVERGENCE, d'Octavio Paz. Traduit de l'espagnol par Roger Munier. Grasset, 222 pages, 25 F.



POUR AMÉNAGER, ÉQUIPER, RÉNOVER VOTRE INTÉRIEUR, COMPAREZ, CHOISISSEZ AUX



arts ménagers

1180 expositions dont 331 étrangères de 28 nations

DU 3 AU 14 MARS 1976
PALAIS DE LA DÉFENSE

à 10 minutes de l'Opéra par le métro express
à 11 minutes de Saint-Lazare par le train

DEMAIN VENDREDI, JUSQU'À 22 h. 30

FERNAND NATHAN
UN LIVRE À OFFRIER POUR LES FÊTES
LES SECRETS DES TRICHEURS
UN NOUVEAU LIVRE DE GERARD MAJAX

Un livre passionnant qui nous fait pénétrer dans un milieu très secret, d'un accès particulièrement difficile.

Un volume format 25 x 16,5. Prix : 29,00

du même auteur **Y'A UN TRUC** CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Achetez sur pièces, pas sur plans.

Les appartements de Barrault 69 sont prêts.

Quelques studios et 2 pièces, prêts à vivre ou à investir encore disponibles. Un programme soumis au test. Qualitel, seul profil officiel de qualité. Prix fermes et non révisables. Crédit : barème préférentiel.

Appartement-témoin, sur place, 69 rue Barrault Paris 13^e.

SEFRI-CIME 538 52 52
Tour Maine Montparnasse

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

Portrait d'Albert Memmi

Un homme libre entre deux exigences

* LA TERRE INTERIEURE, d'Albert Memmi. Entretien avec V. Malka. Gallimard, 288 pages, 29 F.

PRESSE, poussé dans ses retranchements par les excellentes questions de Victor Malka, Albert Memmi, à qui l'on doit comme essayiste *Portrait d'un juif*, et *L'Homme dominé*, s'interroge sur le sens de sa vie et de son œuvre, à ce point de son âge où il peut les regarder d'un peu haut. La Terre intérieure réunit l'essentiel de dix entretiens, non point tels que les retranscrit l'hélicoptère magnétophone, mais revus, repensés et entièrement réécrits par l'auteur. C'est dire qu'Albert Memmi s'engage à fond dans chacune de ses déclarations, où il ne pourra pas plaider le viol, la précipitation, la maladresse.

Il ne faudrait pas croire que ces dix chapitres traitent de dix thèmes séparés, tel que leur ensemble pût, par juxtaposition, représenter la totalité d'Albert Memmi. Il apparaît au contraire que les dix « attaques » de Victor Malka sont comme dix « entrées » distinctes à un même univers profond où elles se rejoignent, convergeant vers un foyer où l'homme et l'œuvre ne sont qu'un.

En effet, quelles que soient, et si diverses soient-elles, les préoccupations de Memmi, ses inquiétudes, et parfois ses angosses les plus déchirantes, toutes ces questions se rejoignent, convergent vers un foyer où l'homme et l'œuvre ne sont qu'un. En effet, quelles que soient, et si diverses soient-elles, les préoccupations de Memmi, ses inquiétudes, et parfois ses angosses les plus déchirantes, toutes ces questions se rejoignent, convergent vers un foyer où l'homme et l'œuvre ne sont qu'un.

Nécessité d'écrire : celle-là ne se résume à rien. On dira peut-être que, dans la situation définie par les conditions de sa naissance, l'écriture a fonction de répondre aux douleurs de l'exil, au sentiment aigu d'appartenance, de l'enfance, à une minorité opprimée, celle de ce quartier juif de Tunis, la Hara, dont il évoque le souvenir avec une inépuisable nostalgie. Mais n'est-ce pas plutôt la vocation de l'écrivain qui se sert et se nourrit de ces circonstances particulières ?

Ses dons de conteur, ses dons d'analyste, sont en amont de toute expérience, de tout vécu, de toute découverte du monde extérieur. A propos du *Métier d'écrivain*, dans le septième entretien, Memmi s'explique sur les phases successives de son travail, quand il fait un livre. Avant la part de fabrication, avant la mise en ordre et la mise en forme néces-

saire à assurer une communication cohérente (car pour être entendu il faut à la fois plaider et séduire), il y a le travail qui se fait en lui, quand, branché sur les forces souterraines, il fouille, comme une taupe, dit-il, ce sombre terroir qui est lui-même, cette terre intérieure dont son être le plus profond est constitué.

« Ni assez juif ni assez tunisien »

Mais une autre exigence le tient, sur quel, quand il veut s'expliquer sur lui-même, il retombe toujours : l'exigence de s'inscrire, par ses actes et par ses écrits, qu'aux vérités dont il est absolument certain. Recette assurée d'inconfort : car comment être l'homme d'une religion ou d'un parti, comment s'inscrire sur quelque liste que ce soit, comment embrasser les intérêts et le programme de tel ou tel groupe, quand aucune saute ne fait passer aucun poison, quand la fin ne justifie jamais les moyens, quand une lucidité implacable interdit de fermer les yeux sur ce que le cœur et la raison ne peuvent pas accepter ? C'est pourquoi, non sans mélancolie, Albert Memmi constate, par exemple, qu'il n'est « pas assez tunisien pour les Tunisiens », « pas assez juif pour les Juifs ».

Cette façon d'être, cette tournure d'esprit, on ne peut les décrire, chez lui, de son état de romancier. Car les schémas intellectuels, pour Memmi, nées de l'expérience vécue, sont continuellement l'objet d'un soupçon qui l'amène à les confronter à un autre vécu, à une autre expérience humaine. C'est en romancier, en familier des histoires singulières, qu'il se défie en toute chose d'une théorie que viendrait infirmer, ne serait-ce qu'un exemple concret, ne serait-ce qu'une

vie, ne serait-ce qu'un être. Ainsi son intelligence s'exerce-t-elle en un mouvement perpétuel de va-et-vient du compris au vécu, où le vécu demeure la seule réalité digne d'être respectée.

Dirons-nous que ces dispositions sont d'Albert Memmi un homme seul ? Sans doute, dans sa vie et dans sa carrière, avait le sentiment personnel d'un certain isolement : c'est la solitude, parfois lourde à porter, des esprits qui se veulent libres. Mais cette solitude, cette recherche à l'écart de tous les fanatismes, ne

vient pas sans l'éclatante compensation de toucher les autres esprits libres, de toute origine, et par là d'ailleurs, à travers les vicissitudes d'un long combat, la véritable universalité. Et de quelle vertu notre temps a-t-il besoin plus que de celle-là ? Pour un homme né avec la passion de communiquer, n'est-ce pas cette exigence de plein accord avec soi-même qui garantit l'authenticité des rencontres, par l'œuvre, avec ce que le monde tient encore d'hommes de bonne volonté ?

JOSANE DURANTEAU.

Cite, citons, citez

* DICTIONNAIRE DES CITATIONS, Larousse édit., relié, 833 p., 33 F.

LES dictionnaires de citations n'ont pas toujours bonne presse. On reproche à ces bibles des « pages roses » de ne dissuader que des bribes banales et aséptiques de la « culture ». La plus traditionnelle. Heureuse surprise ! Le nouveau *Dictionnaire des citations* de Larousse renouvelle le genre avec bonheur. Classées par noms d'auteurs, avec un index final par thèmes ou mots-clés, les 12 000 (douze mille) citations rassemblées sont très souvent nouvelles. Des inconnues pleines de sagesse y font leur apparition. Ainsi de Louis-Armand Commenet (1802-1879) y qui nous devons cet excellent conseil : « Soyez heureux, c'est là le vrai bonheur ».

Pour quelques « grands », c'est une véritable redécouverte. Victor Hugo, avec plus de quarante citations pour le seul *Les Misérables* (les « Pensées » éconnaissent qui n'ont été publiées qu'en 1942), se révèle, bien sûr, la part du lion : « Venez inévitablement d'une Spartacus russe » ou, dans un registre moins grandiose : « Une femme qui a un amant est un être, une femme qui a deux amants est un monstre, une femme qui a trois amants est une bête ». Des écrivains, mais aussi, en grand nombre, des artistes, des hommes politiques. Ainsi, d'après une réflexion bien frappée : « Avec le talent, on fait ce qu'on veut. Avec la génie, on fait ce qu'on peut ».

Choix dans un choix, voici trois pensées sur la vérité. La première, d'Antonio Machado : « Se méfiez-vous de la vérité par l'absence de fausseté. Tant mieux la vérité se invente » (Vaste d'imagination, on nous dirait qu'il ne faut. La vérité est l'invention). De Sacha Guiter : « Ce qui probablement finira tout dans la vie, c'est qu'on est convaincu qu'on dit la vérité parce qu'on dit ce qu'on pense ». Et de Louis Guilleux : « La vérité de cette vie, ce n'est pas qu'on meurt, c'est qu'on meurt vivant ».

JACQUES CELLARD.

Vient de paraître

Mémoires

JEAN HUGO : *Avant d'oublier 1918-1931*. — Les années folles revécues par l'écriture-petit-fils du poète, lui-même peintre, décorateur de théâtre et de cinéma, contemporain de Cocteau, Radigue, Monod, etc. (Payot, 310 p., 48 F.)

JEAN-JACQUES GAUTHIER : *Je suis tout seul dans le monde*. — L'ancien critique du *Figaro* (cinq mille quatre cents soirées) évoque ses rencontres, ses rapports avec les auteurs, et livre ses confidences artistiques, romanesques et critiques. (Stock, 285 p., 42 F.)

Correspondance

LEOPOLDINE HUGO : *Correspondance*. — A travers les lettres écrites et reçues par la fille aînée de Victor Hugo, un éclairage sur la carrière et la vie du poète entre 1830 et 1843 et une confrontation entre la figure historique de Léopoldine et sa figure mythique. Édition critique par Pierre Georges. (Kailash, 510 p., 88 F.)

JULES JANIN : *735 Lettres à sa femme*. — Édition intégrale et inédite établie d'après les autographes de la Northwestern University Evanston, Illinois (U.S.A.). Tome II. Lettres 249 à 483 (1831-1833). Tome découpé, classé par années, par Mergier-Bordeaux. (Kailash, 615 p., 120 F.)

Essai

MICHEL RACHLINE : *Un juif libre*. — Par l'auteur du *Bonheur nazi*, un essai sur les racines du racisme et de l'antisémitisme, à partir du judaïsme. (Guy Authier, 480 p., 49 F.)

Roman français

FRANÇOIS CRUCIANI : *Le Temps d'un instant*. — Quatrième roman de l'auteur de *Exploration*, également poète et essayiste. (E.F.R., 215 p., 28 F.)

PIERRE GABRIEL : *L'Ormeau*. — Premier roman d'un poète du pays d'Armagnac qui imprime, pour son plaisir sur une presse à bras, les cahiers de poésie Haut Pays. (E.F.R., 215 p., 27 F.)

SILVAIN REINER : *Une petite fête pour le cœur*. — Un enfant de dix ans qui vient de perdre sa mère dans un accident de voiture est confronté avec les « choses de la vie ». (Olivier Orban, 240 p., 33 F.)

ELSA TRIOLET : *Cosmoflage*. — Un roman écrit en russe en 1928 par Elsa Triolet, dix ans avant *Bonheur Nazi*, son premier livre en français, trad. par Léon Robel. (Gallimard, 220 p., 31 F.)

CLAUDE COURCHAY : *N'oubliez pas la lutte des classes*. — Quatrième roman de l'auteur de *La Soupe chinoise*. (Gallimard, 270 p., 37 F.)

RAYMOND LAS VERGNAS : *Le Transmigré des grands bassins*. — Le premier roman chez Gallimard de cet auteur spécialiste de littérature anglaise et américaine, grand prix de

la Société des gens de lettres 1961, grand prix du Rayonnement français 1964. (Gallimard, 250 p., 35 F.)

Littérature étrangère

LEONARDO SCIASCIA : *Isola Motta*. — Complot de complot pour faire la volonté de Dieu. Par l'écrivain sicilien, prix Stéphen 1975, dont c'est le huitième livre publié aux Lettres nouvelles. Traduit de l'italien par René Dailly. (Gallimard, 176 p., 36 F.)

Un jeune physicien s'approche de Enrico Fermi disparaît mystérieusement en 1938. Sciascia se penche sur le cas et en profite pour poser le problème des rapports entre le pouvoir et les hommes de science. Traduit de l'italien par Mario Fusco. (Supplément au n° 228 de la *Quinzaine littéraire*, 138 p., 27 F.)

Exploration

HENRI LHOÏE : *Vers d'autres Terres*. — Nouvelles découvertes au Sahara par l'auteur de *À la découverte des Français du Tassili*, avec illustrations, relevés, plans, dessins, cartes. (Arthaud, 260 p., 64 F.)

Société

MARYSE CONDE : *Hémémékonon*. — Une Anzillu part en Afrique, à la recherche de son passé perdu. (U.G.E., 10-18, 320 p., 12 F.)

Sciences humaines

HERBERT MARCUSE : *Amoralité*. — Trois conférences, faites en 1974-1976, précisent les positions de Marcuse face à la situation politique présente. Traduit de l'allemand par Jean-Marie Menière. (Gallimard, coll. « R. C. », 112 p., 19 F.)

ÉCHOS ET NOUVELLES

Prix

— LE PRIX MAILLÉRE 1976 a été décerné par l'Association des écrivains combattants à Michel Droit pour son livre « La coupe est pleine » (éditions France-Empire). Le jury de ce prix, fondé en 1961, est composé notamment de Jacques Chabannes, président ; Jacques Augarde, Robert Christophe, Georges Elgort.

— LE PRIX DES QUATRE JOURS sera décerné à Paris dans la foulée des grands prix littéraires, une semaine après l'attribution. À titre transitoire, et pour éviter un hiatus, le prix 1975 sera attribué en avril prochain, avant de l'être en décembre pour l'année en cours.

Ces dernières années le prix était décerné au Maroc avec un intérêt marocain. Il se transformera dans ce pays en Prix littéraire franco-marocain, qui sera ouvert, sans condition, à tout auteur français ou maghrébin d'expression française. Le roi Hassan II a accordé un montant de 10 000 francs comme récompense pour le lauréat qui sera choisi à Marrakech, le 14 mars prochain. Dès l'année prochaine, la récompense serait portée à 50 000 francs.

Le jury sera composé de six membres marocains, qui ne sont pas encore désignés, et de six Français : MM. Hervé Bazin et Robert Sabatier, tous deux de l'Académie Goncourt, Henry Bonnier, André Castelot, André Soulez et Pierre Vismann-Ponté.

Parallèlement au jury se trouvent l'attention du jury se trouvent Simone Jacquemart pour « Le Mariage de la nuit » (le Seuil), Albert Cossery pour « Les Saltimbanques » (Laffont) et Christian Charrière pour « Les Vergers du ciel » (Payot).

JEAN MARKALE
le roi Arthur
et la société celtique



le regard de l'histoire
Payot

صكنا من الامم

PEINTURE ET ÉCRITURE

Un Rezvani réconcilié

★ LE PORTRAIT OVALE. Gallimard, 175 pages, 29 F.

VOLEUR de feu, mi-chaman, mi-vampire, le peintre ne s'expose-t-il pas à commettre le crime parfait lorsque par son « acte sorcier » il s'empare de la vie du modèle pour la faire passer dans l'espace trompeur du tableau ? Étrange transmutation qu'Edgar Poe, dans son *Portrait ovale*, même jusqu'à son fantasme accomplissement et sous le signe de laquelle Rezvani, tentant de remonter le fil de sa vie de peintre, fait le bilan de trente ans d'empoiement avec la création.

Après vingt ans de « peinture muette », Rezvani ferme un jour son atelier et commence à écrire. Le dédicé ? Peut-être un entretien paru vers 1965 dans *l'Œil*, cette « jonglerie » par laquelle la parole se mue en écriture. Depuis, huit romans qui, des *Années-lumières* à *Fokoul*, mêlent à la tendresse élégante la véhémence et les dégoûts convulsifs, une œuvre dramatique qui se veut théâtre manichéen, « théâtre d'urgence » (*Capitaine Schelle*, *Capitaine Eppo*, *le Rémoir*...), sans compter les chansons signées Bassiak — ce qui en russe signifie « épreuve ».

La descente au fond du maelström

Peintre, Rezvani a voulu l'être, « par peur », des son enfance chavirée, chahutée, ballottée d'exil en solitude. La peinture lui servait à s'isoler encore plus, à se créer une « île de tendresse ». A l'époque de la Grande Chaudière, de la liberté et de la misère noire, sa peinture sensuelle et sereine était un « acte solaire », une réponse à la vie. Jusqu'au jour où, dans un geste de défi, il jette la totalité de son œuvre de jeunesse dans un égout de Clamart.

Alors commence la « descente au fond du maelström ». En contrepoint à la joie inquiète de ses noces perpétuelles avec Lila, le peintre voit ses toiles se remplir de coulées de viâtres et de cadavres pantelants. Repensant à l'innommable de la mère malade qui l'avait écrasé de son « pesant amour de viande blette » ? Protestation expiatoire contre l'horreur du monde que le « couple Narcisse » veut repousser loin du vallon des Maures ?

Malgré ces chairs retournées, ces affollements cauchemardesques, le peintre reste muet, « muselé », impuissant à se débarrasser des hantises et des terreurs dont il est pénétré. Car le tableau, devenant objet d'art, perd sa violence : « Le bandeau du beau étouffera toujours le cri ». Avec « l'étrange plaisir d'écrire », Rezvani découvre une nouvelle dimension, le temps. Mais dans le « dédale louché » de l'écriture, ce grattage de pages blanches, il garde la nostalgie du « primitivisme », du bonheur physique de peindre.

Trente ans de « maladive inquiétude »

« Aujourd'hui, après dix ans d'écriture, je prends conscience que je ne suis plus vraiment peintre et le contraire d'écrivain. Je bouge dans une zone floue et ne sais plus... » Peinture, écriture, « blocs d'images », chant et cri : le désir d'explorer, de sans cesse se surprendre, a provoqué un désarroi qui, en se formulant, s'apaise. Si le *Portrait ovale* paraît un livre aigre, c'est qu'on sent l'intense plaisir avec lequel Rezvani y mêle ses traces de peintre et d'écrivain, y réconcilie les multiples facettes de son talent.

Entre-temps, il y a eu un été « inoubliable », parfumé de térahenthine et traversé d'abeilles. L'atelier s'est rempli de toiles peuplées d'êtres nus qui marchent dans les vagues. Des oiseaux blancs s'envolent au ras de l'eau. Peignant alors Lila — inachevée —, puis la décrivant d'après le tableau, à l'intention du « lecteur aveugle », le peintre-poète tente le miracle de cerner la vie sans la pléger. Après trente ans de « maladive inquiétude », Rezvani a fait, dit-il, sa paix avec la peinture et, semble-t-il, avec lui-même.

MARION RENARD.

— LES CARICATURES DE VAZQUEZ DE SOLA sont exposées, du 5 au 18 mars, salle des Aetes, à l'UNESCO, 125, avenue de Suffren, Paris-7^e.

LES « ILLUSTRATIONS » de Michel Butor

Scaphandrier et cosmonaute

★ Illustrations IV, 144 p., 27 F.

LORSQUE parut, en 1954, le premier livre de Michel Butor, *Passage de Milan*, la critique ne fut guère attentive. Mais les deux écrivains qui parurent du livre, Michel Carrouges et Georges Perros, surent faire preuve d'une exceptionnelle perspicacité. Si le premier s'interrogeait sur les rapports du roman et du surréalisme, le second n'hésitait pas à affirmer qu'il s'agissait de l'œuvre d'un poète : Famille Roussel.

Certes, il y avait dans *Passage de Milan* de somptueuses images. Ce n'est cependant pas à ce type de poésie que fait allusion Georges Perros, mais à celle qui naît de la construction et de la disposition de grands ensembles. D'ailleurs ces trouvailles poétiques disparaissent peu à peu : on en trouve encore dans la *Modification* ; il n'en est plus dans *Degrés*, où l'organisation du livre est donnée dans sa nudité, la poésie n'y étant plus que la science et l'harmonie des rapports. A la suite de *Degrés*, et parallèlement aux poèmes de l'espace que sont *Mobile* ou *San Marco*, se constitue la série d'*Illustrations* dont le quatrième volume est publié aujourd'hui. Il est l'avant-dernier de ces pentades que doivent aussi constituer *Répertoire* et *Matière de rêve*. L'œuvre de Butor, qui fut naguère considérée comme relevant du domaine réaliste ou naturaliste, ne prend son sens qu'à l'intérieur d'une notion, généralisée, de poésie.

Les volumes intitulés *Illustrations* sont constitués de textes que Butor a écrits à propos d'œuvres graphiques ou picturales. Ils ont tous été publiés antérieurement ; cependant, le volume

où ils se retrouvent ne les reprend pas dans l'état où nous les connaissons. Le livre raconte une autre histoire : il n'est pas la somme de ses éléments. Si les textes sont publiés successivement dans des états différents, ce n'est pas parce qu'ils doivent être « corrigés » d'une impression à l'autre, afin de glisser d'incorrection en amélioration vers une forme « optimale » : c'est parce que les textes vivent : ils se modifient, se transforment, subissent la pression de ceux qui les accompagnent, leur empruntent leurs couleurs. Le lecteur du journal le sait bien : il sent que l'article dont il vient d'achever la lecture se glisse sous celui qu'il lit ; il voit les autres articles de la page appeler et détourner son attention.

Illustrations IV joue de cette contamination des textes les uns par les autres : certains, par leur typographie massive, apparaissent comme des rochers noirs sur la page ; ils sont placés entre des textes qui se reflètent, disposés en haut et en bas de la page, comme l'eau et le ciel. Entre six éléments solides et six éléments liquides, une *Perle* se coule sept fois.

Chacun de ces textes est présenté par son titre et par le nom de celui à qui il est destiné. Ainsi, est donnée à lire une série de noms propres. L'un d'eux occupe une place particulière : il ne s'agit pas d'un artiste à proprement parler, mais d'un écrivain ; son nom est seul à figurer à la table des matières : c'est celui de Georges Perros. Car c'est par lui, par son intermédiaire en quelque sorte, qu'est présentée dans le livre la première figure du corps collectif de Butor.

Perros est un de ceux à qui Butor ne peut pas écrire directement : ils sont trop proches. C'est ce qu'il lui dit dans une épître à la façon d'Horace. Mais, figure privilégiée du lecteur, Perros est celui à qui Butor s'adresse en particulier : il est notre lien au livre. En lisant la lettre qui lui est adressée, nous devenons les destinataires du texte qui se développe par vagues.

Emise au centre du livre, la lettre franchit le cercle de la famille, celui des artistes, s'agrandit, se généralise, pour nous atteindre, nous englober, se répandre. Car l'homme est pris dans une circulation de mots, de sens, de passions. Il ne peut travailler dans la solitude : si le livre élargit ainsi progressivement ses cercles, c'est que l'écrivain a besoin de faire appel à tous pour que le long labeur que représente le travail du texte se poursuive, s'accomplisse. Le livre est travaillé comme travaillent les graveurs, qui creusent ce qui doit être rendu visible.

Le bateau des nébuleuses

Ce principe entraîne quelques conséquences, dont je ne retiens que la plus importante. Alors que la poésie a pu se définir par la fixité de la forme, qu'elle se veut éternelle, qu'elle dresse un tombeau solide et inaltérable du poète, le texte de Butor assume le temps au lieu de chercher à l'échapper. Il en fait un élément organique de l'œuvre. La littérature aide le temps à faire œuvre de construction. Car il y a un bon et un mauvais usage du temps, comme de la raison, suivant qu'on le vit comme ruine et destruction, ou comme accomplissement et figure de la patience.

En conséquence, des séries de permutations font jouer le texte : le ciel et la mer vous proposent d'échanger leur substance. Et l'œuvre se présente comme inachevable. Les proches, les amis de Butor, et tous les lecteurs d'aujourd'hui, et ceux des générations futures, sont appelés à venir la modifier, la transformer. Pour que les éléments du livre puissent ainsi se déplacer, supporter les pressions du temps, les dislocations que lui font subir toutes les lectures, il faut que l'ensemble du livre soit d'une remarquable solidité.

C'est sa réflexion sur les constructions à grande portée que fait de Butor un écrivain de la famille des poètes épiques. Mais qui dépasserait singulièrement la tradition gréco-latine. Il y a dans les pages d'*Illustrations*, dans l'offrande du livre, donné à brûler et à brûler, dans l'attention prêtée au pouvoir organisateur et harmonique du nombre cinq, dans la complexité avec le temps, dans l'équivalence du plus profond en soi et du plus réel, dans l'alliance du travail du scaphandrier avec celui du cosmonaute, quelque chose de la magie des diagrammes dans le Tao.

Au-delà du cercle des noms propres ronds le rumeur des voix de Villon et de Rimbaud, *Illustrations IV* est un livre de voyage ; comme le *Bateau terre*, il nous fait dériver entre des paysages non vus : ceux de notre corps (le texte est endocope), ceux du langage (et l'auteur se fait une peau des mots), ceux de l'infiniment petit :

J'ai vu l'intérieur d'une perle distiller son sur mes ombres et de l'infiniment grand, car la perle est à l'échelle du cosmos. Le bateau des nébuleuses erre entre la terre et le ciel des mots, séjourne dans les anfractuosités du langage. Et nous sommes amenés avec lui à explorer les domaines inconnus de notre être et de notre monde.

JEAN ROUDAUT.

Mort de l'écrivain allemand Paul Schallück

PAUL SCHALLÜCK était un Allemand de Rhénanie, fidèle à sa ville de Cologne, une figure à la Heinrich Böll, un homme bon, blesé moralement et physiquement par la guerre. Il était né en Westphalie, le 17 juin 1922, d'une mère russe et d'un père allemand. Il voulait devenir missionnaire catholique, mais la guerre en décida autrement. Blessé à Paris, il fut fait prisonnier. Après la guerre, il reprit ses études à Münster et à Cologne. Il étudia la « Germanistik » — littérature et linguistique allemandes — l'histoire, la philosophie, l'art dramatique. De 1949 à 1952, il fut de la critique théâtrale et travailla à la radio. Il est l'un des cofondateurs de la bibliothèque judéo-allemande de Cologne, Germania Judaica. Membre

du « Groupe 47 », du Pen Club allemand, il a obtenu en 1953 le prix de la fondation Zuckmayer, en 1955 le prix Annette von Droste-Hülshoff, en 1973 le prix Nelly Sachs, à l'occasion duquel parut une Laudatio von Siegfried Lenz auf Paul Schallück.

Depuis décembre 1971, Paul Schallück était rédacteur en chef de la revue *Dokumente*, à laquelle il avait donné son savoureux caractère en publiant dans chaque numéro un dossier sur un grand thème d'actualité internationale : « Emancipation de la femme en Europe » ou « Le langage des politiciens ».

Il était l'auteur d'essais, de pièces radiophoniques et de cinq romans. Wenn man aufhören konnte zu lügen (1951, Middel-

hauser edit.) n'a pas été traduit en français. Arrivée à minuit 12, traduit par Claudie Planat (Seuil), est le récit bouleversant et intelligemment construit des derniers instants d'une jeune fille leucémique. La Nasse (Casterman), traduit par R. Wintzen, retrace les étapes d'une cure de désintoxication. L'Étranger du nom, traduit par Gaston Flocquet (Seuil), et Don Quichotte in Köln (1967, non traduit), sont ses deux dernières œuvres. L'ensemble évoque un peu la littérature des ruines, ou, vers la fin, le roman pittoresque à la Günter Grass : une Allemagne qui est déjà celle d'hier, mais dont l'émouvante existence demeure dans nos mémoires.

NICOLE CASANOVA.



L'ART DE LIRE LA MAIN

Qui n'a rêvé de connaître l'avenir et de connaître les signes dont se servent certaines personnes pour en deviner une partie ? « L'ART DE LIRE LA MAIN » vous indique, sous forme d'album illustré de nombreux dessins et photos, à cette science. Grâce à ce très beau livre, vous pourrez très rapidement connaître le caractère et les principaux événements de la vie de vos amis, parents et de vous-même en examinant attentivement leurs mains.

« L'ART DE LIRE LA MAIN », un magnifique album qui met la chiromancie à la portée de tous.

Éditions SOLAR

35 F. T.T.C.

COLLECTION RECHERCHES ANTHROPOLOGIQUES dirigée par REMO GUIDIERI



JACQUES LIZOT LE CERCLE DES FEUX

Faits et dits des Indiens yanomami

« Passionnant d'un bout à l'autre comme un grand roman d'aventures... Un des textes les plus beaux et les plus émouvants de la littérature ethnographique... La vie indienne y jaillit en même temps dans la continuité de son rythme, dans sa tendresse, sa cocasserie, sa violence. » Pierre Clastres / Les Nouvelles Littéraires

256 pages 35 F



Collectif sous la direction de J. VERNEANT

DIVINATION ET RATIONALITÉ
Mésopotamie, Antiquité gréco-latine, Chine, Afrique : La divination comme l'une des premières formes du savoir empirique.
362 pages 45 F



Pierre CLASTRES

LE GRAND PARLER
Mythes et chants sacrés des indiens Guaraní
Un grand texte philosophique.
144 pages 23 F



Hélène CLASTRES

LA TERRE SANS MAL
La continuité et la vigueur du prophétisme tupi-guarani.
160 pages
• 38 F

SEUIL

MARS 1976

LE MONDE A TRAVERS LES LIVRES

ESSAIS ET DOCUMENTS POLITIQUES

* Jérôme et Jocelyne Steinbach : *Phnom-Penh libérée.*

Editions sociales, 168 p., 13 F.

Les deux auteurs de cet ouvrage ont vécu au Cambodge de 1973 à avril 1975 et ont fait partie du groupe de Français évacués quelques temps après l'entrée des révolutionnaires dans Phnom-Penh. Ils présentent de façon très vivante la vie dans la capitale pendant la guerre, sous le régime du maréchal Long Nol, et rappellent opportunément que nul

L'IRLANDE A RECULONS

MAURICE GOLDRING : *L'IRLANDE, idéologie d'une révolution nationale* : Editions sociales, coll. « Problèmes d'histoire », 121 p., 13 F.

RICHARD DEUTSCH : *NORTHERN IRELAND 1921-1974, a selected bibliography* et *NORTHERN IRELAND 1968-1974, a chronology of events* : Editions CEAD, 73, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris.

Dans l'abondante littérature que suscite en France l'irrésistible « crise irlandaise », le petit livre de Maurice Goldring tranche.

Enseignant à Paris-VIII (Vincennes), bon connaisseur de l'U.R.S.S., des Etats-Unis et de l'Amérique latine, l'auteur limite son propos à la période 1920-1929 : celle qui précède le traité de partage avec l'Angleterre et l'instauration de la République d'Irlande.

Mais, ce faisant, il explique mieux que la plupart des exégètes français les contradictions, l'irrésistible « fait de tyrannie », et, bien souvent, l'incertitude, qui ont présidé aux révoltes dans l'île verte. En analysant les effets de la rupture entre les intellectuels révolutionnaires, mais de culture anglaise, et une masse nationaliste, le manque d'impact des leaders ouvriers sur une paysannerie foncièrement religieuse et conservatrice, il explique l'absence d'homogénéité de l'Irlande du Nord d'aujourd'hui à partir de ses contradictions, la confusion idéologique qui y règne, les difficultés à « réconcilier nationalisme et socialisme ». Paraphrasant une citation célèbre, Maurice Goldring écrit : « L'histoire se répète toujours en Irlande, et ne se reproduit jamais comme furce. » « La beauté du geste » se souvient-il le pas sur la recherche d'objectifs précis, « l'évolution (y) a toujours le masque de la tradition », et « le pays avance à reculons, les yeux fixés en arrière ».

Universitaire et journaliste français qui habite Belfast depuis plusieurs années, Richard Deutsch publie, en anglais, deux séries d'ouvrages : « Northern Ireland 1921-1974, a selected bibliography » apporte des éléments d'information essentiels sur la période de l'histoire de l'Irlande, qui commence en 1921 avec la création de la République, au sud, et de la province britannique, au nord.

La plupart des titres mentionnés sont des documents officiels, des ouvrages historiques ou des recueils de journalistes. Mais plusieurs chapitres sont aussi consacrés aux œuvres de fiction, aux poèmes, aux chansons, aux tracts et aux pamphlets, qui sont le sel — et le sang — de la vie quotidienne de Belfast.

« Northern Ireland 1968-1974, a chronology of events » (en collaboration avec Vivien Magowan), travail de bédouin en trois volumes, rend compte des incidents petits et grands qui ont émaillé la vie politique en Ulster depuis le début des derniers « troubles ». Les deux auteurs ont reconstitué, avec une minutie qui mérite hommage, tous les détails de ces événements — fondlides, embuscades, etc. — en vérifiant chaque élément d'information. Cette chronologie est une entreprise aussi héroïque que précieuse. — N.B.

ne saurait comprendre la situation actuelle dans le pays sans l'analyse préalable de ce que le conflit a coûté aux Cambodgiens.

J et J. Steinbach se livrent aussi à de virulentes attaques contre la presse française (journaux communistes et gauchistes exceptés) coupable, selon eux, d'avoir sciemment déformé la réalité cambodgienne. La démonstration est éditée plus convaincante si l'analyse avait été plus fine, si les journaux n'avaient été globalement, et de façon mensongère, accusés de s'être, en octobre 1975, livrés pieds et poings liés aux manœuvres « du maître d'œuvre » le « gouvernement français ». Pourquoi, d'autre part, nier contre l'évidence que des difficultés — le mot est faible — sont survenues entre Cambodgiens et Vietnamiens ? Pourquoi, si l'on veut étudier la situation internationale, ne pas étudier les raisons pour lesquelles le nouveau Cambodge a eu avec la Chine d'une part, l'U.R.S.S. et ses alliés d'autre part, des relations de types fort différents ? C'est une évidence que d'écrire qu'il ne faut pas jeter sur le Cambodge un regard d'Occidental sous peine de ne rien comprendre à cette révolution. Mais c'est aussi, en l'occurrence, un moyen malhabile d'occulter la réalité puisqu'il s'agit aussi d'un alibi pour cacher certains faits et refuser de poser des questions élémentaires — J. D.

* Philippe Vimeux : *Le Comte de Paris ou la passion du présent.*

Centre d'études de l'Agora, 29, avenue Trudaine, 75009 Paris, 161 p., 26 F.

La Nouvelle Action française, à laquelle appartient l'auteur et l'éditeur de cette étude sur le comte de Paris, se plait à dépeindre les statues du musée monarchiste, mieux : à leur rendre vie. Gérard Leclercq avait fait découvrir un autre Maurice (1) ; Philippe Vimeux nous montre chez le Prince « la passion du présent ».

Présent nourri du passé, il est vrai : l'auteur, historien de formation, n'a pas ménagé ses recherches dans la presse royaliste et les archives des principaux protagonistes de certains épisodes auxquels le comte de Paris fut mêlé. Toutefois on reste un peu sur sa faim à cet égard : les relations complexes du chef de la maison de France avec celui des Français libres (particulièrement à propos de l'événement d'Alger en 1942) ne font pas l'objet d'aucune révélation du moins des précisions que l'on sent pourtant Vimeux en mesure d'apporter.

Il reste que l'auteur présente de l'héritier du trône un visage résolument moderniste. Dans la préface du livre, Bertrand Renouvin regrette que, après quarante ans de vie publique, le comte de Paris reste pour beaucoup de gens « un personnage insaisissable, conduisant secrètement une action politique aux objectifs indécryptables ». — B. B.

(1) *Le Monde* du 8 novembre 1974.

* Maurice Bourjol : *La Réforme municipale.*

426 pages, 62 F. Berger-Levrault.

Maître de conférence à l'université de Tours, Maurice Bourjol étudie l'administration des communes et son évolution postale. L'ouvrage sera utile non seulement aux étudiants et aux juristes, mais aussi aux praticiens de ce droit encore mal connu : celui des collectivités locales. Elus, fonctionnaires, animateurs divers, ou, tout simplement, citoyens, y trouveront information et matière à réflexion : si l'auteur décrit « le gouvernement communal », ses fonctions, ses moyens d'action, il aborde aussi son aspect plus directement politique et économique, en analysant le phénomène urbain, le cas de Paris et de sa région, le « fait communal », son « environnement politique », et les « réalités et illusions du pouvoir local ». — B. B.

SOCIÉTÉ

* Dominique Christian : *Marchandise drogue.*

« 16/18 », 190 p., 9,50 F.

La drogue, ruse des pouvoirs : c'est la thèse de Dominique Christian, qui analyse avec intelligence le rôle de la toxicomanie dans la société spéculative-marchande. Frappée d'interdit, la drogue est cependant une marchandise légitime, un miroir aux alouettes, où se perdent les usagers. La toxicomanie refuse les conditions d'existence qui lui sont faites : la misère moderne, mais c'est en fuyant le monde qu'il les rejette.

Il déserte le réel, suspend le cours du temps, se réfugie dans une sorte d'éternité, où il ressent l'illusion d'avoir quitté sa misère. Mais c'est lui-même qu'il a perdu dans le « voyage ». « Attitude suicidaire », écrit l'auteur. La vie quotidienne devient un lieu de passage « pour voyageurs de l'autre monde ». La toxicomanie existe « comme une absence », victime d'une habile « technique d'asservissement ». — F. B.

PHILOSOPHIE

* Jon Elster : *Leibniz et la formation de l'esprit capitaliste.*

Joliet-Montaigne, coll. « Analyse et Raisons », 256 p., 36 F.

« Voilà un livre curieux et amusant, mais qui ne convainc guère » : l'auteur lui-même, en ouvrant ainsi ironiquement son texte, a prévu le jugement qui pourrait l'accueillir. Il est vrai que l'interprétation socio-économique des systèmes philosophiques, guettée par l'arbitraire et le mécanisme, est aujourd'hui un genre désagréable. Attention à prévenir tout abus, soigneusement documentés, le titulaire de Jon Elster montre au moins que ce n'est pas un genre désagréable.

Le cas de Leibniz est d'ailleurs particulier, voire « privilégié ». Ingénieur des mines dans le Harz, il participait directement à l'économie de son temps, dont il connaît admirablement les rouages techniques. Il en commente longuement les questions les plus générales. Et surtout, il transpose explicitement ses réflexions économiques sur d'autres plans. Ainsi l'auteur peut-il distinguer chez le philosophe la coexistence d'une théorie mercantile de l'économie, et d'une théorie proprement capitaliste de l'univers. Entre Dieu et l'entrepreneur capitaliste, Leibniz voit une analogie, et le dit.

Au fil des chapitres, la démonstration minutieuse de Jon Elster éblouit d'un jour nouveau l'œuvre leibnizienne, en faisant apparaître sa métaphysique non comme réifier, mais comme anticipation de l'économie. — R.-P. D.

* Mohammed Arkoun : *La Pensée arabe.*

« Que sais-je ? », PUF, 128 p., 6,50 F.

C'est avec le Coran que la pensée arabe prit un départ fulgurant. Plus qu'un événement religieux, le fait coranique fut linguistique et culturel. La pensée arabe trouva dans cet événement sa source et aussi ses limites et ses difficultés. Elle se confondra avec la pensée classique qui recherche ses modèles dans un passé idéalisé et agit du mal à opérer un certain nombre de ruptures, dans le domaine politique notamment. Saisie par la modernité, cette pensée faillit dans le courant de la « nahdha » (renaissance) et de la « thawra » (révolution) et trouva un nouveau souffle avec la lutte anticoloniale. Avec les indépendances des pays arabes, elle devra aborder, d'après l'auteur, « la difficile tâche de libération intellectuelle et culturelle, tâche inséparable de la promotion d'une économie moderne ». Du fait coranique à la révolution palestinienne, Mohammed Arkoun présente un panorama critique et très documenté de cette pensée que l'histoire ne cesse d'interroger. Un petit livre très utile. — T. B. J.

* Patrick Démerin : *Communautés pour le socialisme.*

Maspéro, coll. « Malgré tout », 212 p., 28 F.

Dix ans après, que reste-t-il du mouvement contestataire en R.D.A. ? Rudi Dutschke, la S.D.S., les manifestations contre la guerre du Vietnam, la lecture militante de Marcuse... tout cela est loin. Pourtant, souterrainement, bien des choses ont changé. Habitat communautaire et formes de vie collective se sont largement développées à Berlin-Ouest, constituant à leur manière un instrument de transformation sociale.

Patrick Démerin, qui partage depuis deux ans la vie des communautés berlinoises, retrace avec clarté et précision leur histoire, depuis la création de *Commune I* et *Commune II* jusqu'à l'existence actuelle de nombreux collectifs groupant libraires, éditeurs, avocats, musiciens ou acteurs. Il évoque aussi les problèmes concrets de l'organisation quotidienne : ménage, achats, éducation des enfants, etc. Car c'est là, dans les gestes anodins, que se joue l'objectif majeur : la « transformation révolutionnaire de l'individu bourgeois ».

Le mouvement communautaire allemand diffère profondément du mouvement français : l'un est resté « étudiant », l'autre non ; l'un poursuit, dans les villes, l'approfondissement des théories « anti-autoritaires » et le travail politique, l'autre tuit aux champs.

Le vrai clivage est politique : en France, la plupart du temps, la communauté se coupe du monde pour construire un paradis écologique. En R.D.A., elle se considère comme un moment dans la lutte pour le socialisme — R.-P. D.

HISTOIRE

* Yves Marsaudon : *Souvenirs et réflexions.*

Editions Vitto, 416 p., 38 F.

Grand commandeur honoraire du Suprême Conseil de France, ministre émérite de l'Ordre souverain de Malte, à la fois haut dignitaire de la franc-maçonnerie et représentant diplomatique dans notre pays d'une « puissance » étroitement liée à la tradition catholique, Yves Marie, Antoine, baron Marsaudon s'est trouvé mêlé au dialogue qui s'est instauré dans l'intervalles des deux guerres mondiales, entre l'Eglise et les obédiences maçonniques par l'entremise d'Albert Lantier, membre de la Grande Loge de France et du R.P. Berlelot, de la Compagnie de Jésus. Les circonstances ont ensuite rapproché l'auteur du nonce apostolique à Paris, Mgr Angelo Roncalli, qui allait devenir le pape Jean XXIII. Ces seuls faits suffiraient à attiser la curiosité de tous ceux qui ont étudié les relations entre Rome et la maçonnerie.

Mais ce livre de souvenirs offre bien d'autres sources d'intérêt. Il fourmille de renseignements sur le milieu bonapartiste auquel fut lié l'auteur, sur le régime de Vichy qu'il connut de près et le rôle des franc-maçons dans la Résistance. Yves Marsaudon, qui vécut de nombreuses années en Argentine, a été aussi l'ami de Mermoz, de Saint-Exupéry, de Guillaumet ; il nous trace de ces hommes exceptionnels un portrait familier et pittoresque. Cependant, les historiens de la franc-maçonnerie retrouveront surtout le chapitre qui relate la crise de 1964-1965 au sein du rite écossais ancien et accepté, et la scission de son suprême conseil qui en résulta. Les dessous de cette crise n'avaient jamais été revêtus avec autant de précision, ni le rôle de ceux qui en furent les instigateurs. — A. G.

Ces notes ont été rédigées par Talar Ben Jelloun, Nicole Bernheim, François Bott, Bernard Bédaride, Jacques Decrotoy, Roger-Fol Orlot, Alain Grichard.

mouton éditeur

Le peuple esquimau aujourd'hui et demain sous la direction de Jean MALAURIE 696 pages 110 F

Le pétrole et le gaz arctiques : problèmes et perspectives sous la direction de Jean MALAURIE préface de Jacques LE GOFF 512 pages 175 F

Le problème national catalan par Jaume ROSSINYOL 710 pages 88 F

Recherches en délinquance. Principes de l'analyse quantitative par Travis HIRSCHI et Hanan C. SELVIN préface de Raymond BOUDON 294 pages 56 F

Littérature et spectacle par Tadeusz KOWZAN 240 pages 60 F

Le langage poétique de Saint-John Perse par Pierre-M. VAN RUTTEN 248 pages 50 F

diffusion LIBRAIRIE NOUVELLE FACULTE 30, rue des Saints-Pères - Paris 7^e tel. 322.31.49 C.C.P. Paris 13.655.72

C'EST EN PARLANT BEAUCOUP QU'ON APPREND VITE A PARLER.

Pendant deux semaines vous passez 7 h 30 par jour avec des Anglais, des Allemands, des Espagnols ou des Italiens, si vous voulez apprendre leur langue. Vous pouvez également passer la moitié de ce temps pendant quatre semaines si cela vous convient mieux. C'est très simple. Et c'est très efficace. Le prix : 2673 F TTC.

Opéra : 31 bd des Italiens 742.13.39
Nation : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16
St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

B. J. J. J. J.

C'est en parlant qu'on apprend à parler.

SPECIAL CRASH BERLITZ®

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2.240 F, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant ?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances ?

Nom.....
Adresse.....
Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26/073.75.42

* 1 semaine, transport DC 8 Jet et Hôtel type "J. Rollis" compris (1 990 F à compter du 1/8/76)
Organisation Lic. A 478, Lic. A 496 et Lic. A 702



Cette année, les Bahamas! AIR BAHAMA

صلى الله عليه وسلم

Champions revus et corrigés

Sherlock Holmes, pas mort...

(Suite de la page 13.)

Autre heureux Sherlockien, John Gardner, un « Cambridge-man », à ne pas confondre avec son homonyme américain, auteur d'un « remake » d'un autre genre, le Beowulf médiéval (3).

Lui a retrouvé les Mémoires d'un des fidèles lieutenants de Moriarty. A les lire, pas de doute, Moriarty était bien tel que Sherlock le combattait, l'abominable maître de la pègre londonienne. Trois ans après Reichenbach, les deux hommes sont de retour.

Nous assistons à la reprise en main, par le grand criminel, de son réseau, véritable empire du crime, qu'il entend organiser à l'euro-péninsule. Nous découvrons de près le monde de l'East-End,

ses apaches, ses monte-en-l'air, ses Jules, ses prostituées, ses nerfs et ses receleurs de tout poil. Bruit des frottes sur le pavé gras, mendicants déguisés se faufilant dans la brume des ruelles, mauvais garçons ripailleurs et jolies servantes empoisonneuses, voilà une superbe fresque des bas-fonds novés de « fog » du Londres victorien.

Rien n'y manque, ni le vocabulaire coloré comme du thé fort, et bien rendu à la traduction, ni les multiples intrigues savamment entrecroisées, ni la grande figure centrale qui tire les ficelles, redoutable, ambiguë, ni l'air du temps : on y trouve jusqu'à un règlement de comptes très réaliste avec Jack l'Eventreur.

Non, rien n'y manque, sauf

peut-être Sherlock. Le point de vue adopté est celui de l'ennemi, bien sûr, mais pourquoi le détective est-il si lointain ? Si l'acrobate ? On ne fait que l'entrevoir, figé, fumant sa pipe, à travers la vitre du salon du 221 B Baker Street, immobile comme une caricature de lui-même.

Moins hilarant que le précédent, mais plus homogène, ce très bon récit a des allures de feuilleton à la Pons du Varail. Espérons qu'il aura une suite et que le mutisme de Mr. Holmes n'est, comme d'habitude chez lui, que le signe avant-coureur d'une de ses actions fulgurantes.

FRANÇOISE WAGENER.

(3) Grandet, de John Gardner. De-noël, 1974.

Muhammad Ali par lui-même

Le dinosaure missionnaire

★ LE PLUS GRAND, de Muhammad Ali et Richard Durham, traduit de l'américain par Maurice Ramond et France-Marie Watkins, Gallimard, 504 pages, 42 F.

LE PLUS GRAND. C'est bien entendu le titre du livre qui nous arrive. Confession : oui, si le mot convient pour tant de sentiments exprimés, mélange de fureur et de tendresse, de révolte profonde et d'élan vers une fraternité recherchée, de militantisme et de naïveté, d'intimité et de vie publique. Le Plus Grand porte avec lui un goût de sueur et de sang, de richesse insolente et de misère profonde. C'est le souffle de l'arène. Mais l'arène ne se limite pas au ring. C'est la vie dans l'Amérique du blackface, des machines à sous, du loto. Dans celle aussi des souvenirs qu'on laisse, les lynchages du Sud et qu'ont vécus les hommes du Ku Klux Klan, toujours présents, toujours féroces. Elle est, pour Muhammad Ali, la véritable arène, « celle où se livre le combat pour la liberté des Noirs d'Amérique ».

Il y est entré bien avant le refus d'incorporation pour le Vietnam du 28 avril 1967, qui fit tant de bruit avec la condamnation à cinq ans de prison qui le sanctionna. Le retrait de la licence de boxeur, la perte du titre de champion des lourds. C'est ce qu'il tient aujourd'hui à bien faire savoir, en racontant la naissance, la jeunesse à Louisville. En assurant qu'il fut « un enfant de la rue », il en a le sentiment profond d'un « enfant de la rue » même si, matériellement, ce ne fut pas vrai.

Pourtant il a été le « bon Noir », le « bon nègre », lui aussi. En ce temps-là il paraissait inimaginable qu'un jour de 1968, à Mexico, deux médailles olympiques américaines, Tommy Smith et Carlos Jones, lanceraient d'un podium le salut du « pouvoir noir ».

Muhammad Ali, qui rappelle l'événement, voudrait-il montrer qu'il fut en ces sortes d'engagements un précurseur ? Lui aussi fut champion olympique. C'était à Rome en 1960. Il avait dix-huit ans. Il ramena à Louisville sa médaille d'or. Il fut adjoint d'honneur et d'acclamations par cette ville où, dit-il, rien ne compte à part le whisky et les chevaux de course. Il découvrait alors l'air dégouté de ses adversaires blancs, « quand ils se rendaient compte qu'ils devaient rendre hommage à un Noir ». En 1964, il appartenait donc à la nation de l'Islam d'Islah Muhammad, le petit homme d'essence d'origine qui défie la race blanche. A cette date déjà il a jeté dans l'Ohio la médaille d'or de Rome. Mais il entend toujours être le « champion », « le champ », un champion selon son cœur.

Adieu à l'Oncle Tom

Cela signifie qu'il ne jouera plus jamais le jeu, qu'il ne sera plus jamais un de ces « oncles Tom » comme il en a tant vu. Il ne veut plus découvrir, du haut d'un ring, les promoteurs blancs et millionnaires qui ramassent 50 % de tous ses gains, clignant de l'œil vers leurs petites amies comme pour leur dire, à la façon de propriétaires et en le désignant, lui : « Voilà notre cheval ». Il ne veut plus entendre un prêtre remercier ces gens-là de « l'aide qu'ils apportent à son âme de Noir ».

Tout paraissait si bien aller jusque-là. A Rome, un Russe lui avait demandé comment les nègres étaient traités aux Etats-Unis. Lui, encore « oncle Tom », avait répondu dans la foulée de la guerre froide : « L'Amérique est le meilleur pays du monde, y compris le tien ». De ce mot, plus encore de l'exploitation qui en fut faite, il a fait depuis un souvenir épouvanté.

Il lui fallait se racheter de tout cela, comme du péché commis par faiblesse, ignorance, condescendance, mépris. Il le fait avec l'immodestie qui est la sienne, l'excès, la rudesse à l'occasion fabriquée. La charge de vraie rancœur n'en existe pas moins, doublée d'une espèce de haine de ce qu'il fut, de ce qu'il fit. On est proche du converti qui d'un coup prend son péché d'autrefois en horreur.

Un psychologue serait à son affaire avec pareil personnage. Le voilà promenant sa suffisance dans le minibus rouge, flambant neuf, qu'il vient d'acheter, déclarant des « poèmes » sur ses propres vertus, ses exploits futurs et, plus encore, les déclarations toutes promises sur autres où il

voudra, quand il voudra, comme il voudra. C'est le même qui plus loin consentira sans tricher ce qu'il sait lui aussi de la défaite, comme on s'y sent « nu et glacé ». Le même encore qui nous dit ses affrontements avec les Blancs du Sud, chaque fois qu'il voulait braver leur loi de ségrégation. Tablées de nuits sans merci, où l'on voit passer la haine, le besoin de s'assourir à mort dans des bruits de chaînes manées comme des lasses, par des poursuivants colifés nostalgiquement du casque de la Wehrmacht.

Il sait que d'autres Noirs, comme lui, ont accepté cette Amérique puritaine et féroce. Encore des « oncles Tom ». Parmi ceux-là Muhammad Ali range aussi bien Ray Sugar Robinson que Joe Louis, Kid Chocolate que Henry Armstrong ou Sonny Liston. Et, bien sûr, George Foreman et Joe Frazier, les deux derniers qui lui furent opposés pour le titre lorsque, après 1970, la Cour suprême ayant annulé la condamnation pour refus d'incorporation, il put combattre de nouveau. A eux, plus encore qu'aux anciens, il reproche de n'avoir pas su ou pas voulu éviter les pièges dont il a, pour sa part, maintenant l'obsession : étant esclave, accepter l'esclavage en célébrant le maître et à sa demande. Pourquoi Foreman, par exemple, agita-t-il à Mexico le drapeau américain ? Ne voyait-il pas qu'on lui faisait faire ce geste parce qu'il fallait que ce soit un Noir qui, de cette façon, riposte au salut de Smith et de Jones.

« Qu'on lui ferme sa grande gueule »

L'autobiographie tournerait-elle à la thèse ? Elle en donne l'impression ici et là. Comme si Muhammad Ali voulait justifier ses fanfaronnades, ses glapissements, ses provocations, ses insultes — en un mot ses excès — envers tous ceux, Noirs comme Blancs, qu'il eut à combattre, le voilà appliqué à montrer sinon à démontrer la signification de tant de mesure. Ce n'est pas à ces pugilistes qu'il en a, à ces nouveaux gladiateurs, « dinosaures » comme lui. C'est à tous ceux qui les soutiennent, pour que soit terrassé ce Muhammad Ali qui se dit « le plus grand », pour qu'une bonne fois pour toutes on lui ferme sa grande gueule, qu'on le « démolisse un bon coup ».

Or, comme lui, Muhammad Ali, donne et se donne pour le peuple, participe aux luttes du peuple, s'intéresse aux progrès du peuple, comme il boxe et danse dans sa box pour les petits, qu'ils soient noirs ou non, pour les taulards, les cloches, pour les tubards, les prolos, comme il est pour eux « l'enfant prodige », sa défaite signifierait la défaite des cloches, des prolos, de tous ces pauvres gens « qui n'ont pas de travail et le loyer à payer ».

Ainsi raisonne et se justifie celui qui a voulu prouver que dans une profession connue avant tout par son côté brutal, sanguinaire, un homme peut être doué de noblesse et de dignité. Muhammad Ali sait soigner son image. On en éprouvera de l'aga-



★ Dessin de Jean-Pierre Cognat.

cement. Cette proclamation non déguisée d'être un missionnaire, le dinosaure missionnaire. Et puis des faits sont là, des cris qui n'ont pas été inventés. Le Blanc qui, au soir de la victoire de Ken Norton, en 1973, glapissait vers le vaincu, vers son nez en bouillie, sa mâchoire fêlée : « On t'a eu, mon salaud ! »

Alors, comment le mettre à sa vraie place ? Il glisse qu'il a eu pour interlocuteurs Jean-Paul Sartre, Bertrand Russell et parmi les chefs d'Etat, Charles de Gaulle et Kadhafi. Ce n'est pas par vanité. Et il est capable d'humour. Cette façon par exemple de rappeler qu'à son premier entretien avec Russell, il lui a dit : « Vous n'êtes pas aussi idiot que vous en avez l'air ». Il ne savait pas à qui il parlait. La tendresse aussi est là avec l'enfance, avec maman surnommée « Bird » et papa qui peignait des crucifixions à arracher les larmes. Tendresse encore, de l'homme, pour Sonji, la première épouse, Belinda la seconde. Et puis la boxe, ses trucs retors, ce marché où tout se fait — à ce niveau du moins — à coups de millions de dollars. Les officiels panus, les contrats disputés, la jungle. Il la prend telle qu'elle est. On est loin des « gentlemen » du ring. Mais quel reportage, quel reporter aussi ce boxeur qui raconte comment se reçoit dans les côtes le poing « chargé de T.N.T. » de Foreman, comment il y explose.

Champion selon son cœur, Muhammad Ali remercie dans son livre Herbert Muhammad dont il a fait son manager depuis 1967. C'est le frère, le conseiller, le jumeau. Il aura maintenant un autre remerciement à faire. Il le doit à Richard Durham, pour la magistrale utilisation de tant de confidences, de conversations, pour leur métamorphose en une biographie de grande race. Avec en prime la restitution de ce « monde des dinosaures destinés à se mettre en pièces sous les yeux de millions d'autres animaux installés devant leur télé pendant que les machines comptent l'argent ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Seule TWA
offre autant
de vols quotidiens
vers les U.S.A.

New York
sans escale.

Le premier 747 de la journée. Vol quotidien. Départ : 12 h. Arrivée : 13 h 55.

Boston
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 13 h 25. Arrivée : 15 h 15.

Washington
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 11 h 45. Arrivée : 14 h 40.

Los Angeles
San Francisco.

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ : 11 h 40. Arrivée Los Angeles : 16 h 05.
Arrivée San Francisco : 18 h 45.

TWA

TWA. N°1 sur l'Atlantique.

Le Monde
de l'éducation

LE NUMÉRO
DE MARS EST PARU

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.
Prix de vente : le numéro 5 F.
Abonnement (11 numéros par an) : France 50 F.
Etranger voir tarif : 58 F.

LES LYCÉES : LA RÉSIGNATION

De Paris à Limoux, de Rennes à Mulhouse, c'est la même affirmation : « Ici on travaille ». Finit la « crise lycéenne » ? Apparemment oui. Pour les potaches d'aujourd'hui moi 68 est aussi loin que la bataille de la Marne. Mais ce calme apparent cache bien des insatisfactions. Pour beaucoup d'enseignants et d'élèves, le lycée est devenu un mal nécessaire devant lequel on se résigne, mais dont on ne saisit plus la raison d'être. Une enquête qui repose en grande partie sur les nombreux témoignages envoyés au « Monde de l'éducation » par des professeurs et des lycéens.

DANS LE MÊME NUMÉRO :

L'ORTHOGRAPHE :

Le dossier publié dans le numéro de janvier a provoqué des réactions nombreuses et contradictoires. Nos lecteurs ont la parole.

Suisse : les universités cantonales et la « bureaucratie fédérale ». — Sénégal : l'obligatoire en sixième. — La crise et l'enseignement du français à la Réunion. — La « publicité clandestine » d'E.D.F. pour les centrales nucléaires. — Artisanat : l'atelier des Trois soleils à Lyon. — Sport : les petits karatékas. — Illich fait école à I.B.M. France. — Les « missionnaires des villes nouvelles ». — Informations pratiques : les métiers des enchères. Comment changer d'école en cours d'année.

UNIVERSITÉS :

La réforme du deuxième cycle : ce qui va changer.

vient de paraître

Docteur Pierre Solignac

LA NÉVROSE CHRÉTIENNE

collection POLEMIQUE

Un terrible constat

en vente chez votre libraire Trévisé

صلى الله عليه وسلم

RELIGION

Deux rencontres judéo-chrétiennes à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Des journées d'étude ont mis en présence, du 25 au 27 février, à Jérusalem, des représentants du Conseil mondial des Eglises (essentiellement des protestants) et du Comité juif international pour le dialogue interreligieux. D'autre part, les membres du comité de liaison entre l'Eglise catholique et le judaïsme se sont réunis du 1^{er} au 3 mars dans la même ville. Entre les deux rencontres, un week-end œcuménique a eu lieu à Laviv, un kibboutz religieux proche du lac de Tibériade.

Les organisateurs de ces rencontres s'étaient empressés d'affirmer que ceux qui s'attendaient à y trouver la réponse aux frénétiques résolutions du colloque interreligieux de Tripoli seraient déçus. En effet, tant du côté juif que du côté chrétien, on a fait preuve de la plus grande discrétion. Mais à force de vouloir démontrer qu'il n'y avait rien de commun avec Tripoli, les participants ont fini par se laisser

entraîner dans une sorte de polémique. C'est ainsi que les catholiques ont fait observer que chacun avait dû payer son voyage à Jérusalem, alors qu'à l'autre rencontre, les délégués venus de Rome avaient eu leurs frais de déplacement et de séjour couverts par le gouvernement libyen. Les juifs ont souligné, de leur côté, la discrétion du gouvernement israélien, qui n'a pris aucune part à l'organisation des rencontres ni aux débats, respectant le souci des participants de se tenir à l'écart de la politique.

Il est pourtant difficile d'entrevoir toute signification extra-religieuse à la présence, à Jérusalem, pour y rencontrer des juifs, d'éminentes personnalités de l'Eglise catholique nommées par le Saint-Siège au comité de liaison. On se souvient, en effet, des fameux paragraphes 20 et 21 de la résolution de Tripoli, qui proclamaient, entre autres, « le caractère arabe de Jérusalem ». La réunion du comité de liaison entre l'Eglise catholique et le judaïsme est la cinquième depuis sa fondation en 1972. Les précédentes avaient eu lieu à Paris, Marseille, Anvers et Rome. — A. Sc.

Mgr PAUL CHEVALER EST MORT

Mgr Paul Chevalier, ancien évêque du Mans, est décédé le 4 mars au Mans. Les obsèques auront lieu le 8 mars à 15 heures, à la cathédrale du Mans.

(Voici le 23 août 1957 à Marolles-les-Bains (Sarthe), Mgr Chevalier fit ses études de théologie au grand séminaire du Mans et de droit canonique à Rome. Ordonné prêtre le 18 juin 1962, il fut vicaire à La Flèche, professeur au grand séminaire du Mans de 1967 à 1973, secrétaire général de l'évêché, puis vicaire général. Le 21 août 1973, il devint auxiliaire du cardinal Grégoire, auquel il succéda le 4 mai 1975. Sa démission fut acceptée le 25 octobre 1975.)

● RECTIFICATIF. — La présence d'une virgule malencontreuse a gravement déformé le sens de la phrase suivante, au cours de l'article d'Henri Fesquet sur Boquen du 3 mars, page 14. Il fallait lire : « Il n'est pas de vie de prière en commun », au lieu de : « Il n'est pas de vie, de prière en commun. »

● Les Archives internationales Claude-Bernard (dame Claude Gourdy, 12, clos de Clivry, Livry-sur-Seine, 77530 Vaux-le-Pénil) publient la *Véritable Histoire du procès de Galilée*, par Philippe Desours, qui fournit des précisions intéressantes sur cette célèbre affaire (24 F).

● Mgr Cyprien Tourlet, évêque de Montpellier, a mis un local à la disposition de la communauté musulmane de Montpellier qui cherchait un lieu de prière. Ce local sera exclusivement réservé au culte ; il est situé dans un ancien couvent de dominicains, à proximité du centre de la ville. — (Corresp.)

DÉFENSE

NOMINATIONS ET PROMOTIONS MILITAIRES

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 3 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE TERRE. — Est nommé membre, le général de division Bertaux.

● CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE L'AIR. — Est nommé membre, le général de corps aérien Fleury.

● TERRE. — Sont nommés : commandant la 71^e division militaire territoriale (Marseille), le général de division Fausal ; commandant la 21^e division militaire territoriale (Lille), le général de brigade Drouin ; commandant la 73^e division militaire territoriale (Bastia), le général de brigade Mazarguil. Est mis à la disposition du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Porret.

● AIR. — Est promu général de division aérienne, le général de brigade aérienne Perfitini. Sont promus général de brigade aérienne, au titre du congé du personnel navigant, les colonels Tardieu et Chantiau.

● ARMEMENT. — Sont promus ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef de l'armement Franceschi et Bourquard.

● Un des inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat pour entreprise de démolition de l'armée a été libéré mardi 3 mars. Il s'agit de M. Claude Baudoin, militant C.F.D.R. de Verdun, qui avait été arrêté le 5 décembre 1975. Transféré à Fleury-Mérogis, puis à la prison de la Santé, M. Claude Baudoin était l'avant-dernier inculpé encore incarcéré. Sur cinquante-trois inculpés, il ne reste plus qu'un civil détenu, M. Jacques Stombouli.

AÉRONAUTIQUE

Le nouvel état-major de la SNIAS a été constitué

Le général Jacques Mitterrand, président-directeur général de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), a désigné, mercredi 3 mars, les nouveaux membres de l'état-major de la société.

La nouvelle organisation de la direction générale de la SNIAS comprend, sous l'autorité directe du président, un directeur général délégué, M. Roger Chevalier, qui assiste le président dans toutes ses fonctions et le remplace en cas d'absence, et un directeur général adjoint, M. Yves Barbé, pour les affaires financières, commerciales, économiques et internationales. Un secrétaire général, M. Marc Robert, est chargé des questions de personnel, de formation, d'organisation, et des affaires juridiques et de contentieux.

Sont rattachés directement à M. Roger Chevalier, le directeur industriel, M. Jean Couvart, et le directeur de la prospective, M. Jean de Montmazel. Relèvent directement de M. Yves Barbé : le directeur central financier, M. Michel Rivard, le directeur des affaires internationales et de l'action commerciale, qui sera désigné ultérieurement, et des délégués généraux. Sont rattachés au secrétaire général : le directeur

des affaires sociales, M. André Escoulin, et le directeur de la formation et de l'organisation, M. Michel Mezalane.

Le président de la SNIAS s'est aussi assuré la collaboration d'un inspecteur général, M. Jean Solson, d'un conseiller pour les filiales de la SNIAS, M. Serge Bisson, et d'un directeur des relations extérieures, le général Jean Calmel.

Des pouvoirs renforcés

A l'exception de M. Yves Barbé, inspecteur des finances, qui était sous-directeur à la direction des relations économiques extérieures au ministère des finances, l'essentiel des nominations intervenues concerne des responsables qui occupent déjà des postes à la SNIAS. On peut toutefois considérer que cette nouvelle organisation renforce le pouvoir du président et du directeur général délégué de la SNIAS.

D'autre part, une assemblée des actionnaires de la société a désigné comme administrateurs représentants des actionnaires MM. Alain Bizot (Crédit lyonnais) et Pierre Jovann, président d'honneur de Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

PRESSE

M. Krasucki : la modernisation de l'imprimerie ne peut se faire d'une manière « sauvage »

Plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles des femmes et de nombreux ouvriers du *Parisien libéré*, se sont rassemblées, mercredi après-midi 3 mars, aux abords des Invalides, à l'appel du comité intersyndical du *Parisien libéré*, malgré l'interdiction signifiée par la préfecture de police. Au même moment, une délégation, conduite par M. Lancy, secrétaire du comité intersyndical, était reçue par M. Jean Rieux, conseiller technique du ministre du travail, à qui elle demandait d'organiser « une prise de contact sous son égide entre les représentants des travailleurs du *Parisien libéré* et M. Emilien Anzary, président du conseil d'administration du quotidien ».

A 16 h. 45, les manifestants — qui scandaient des slogans en présence d'importantes forces de l'ordre — quittaient les Invalides pour gagner, en cortège, l'imprimerie de la rue d'Anglemont, où M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T., évoquait, au cours d'un meeting, la reconstruction de l'imprimerie française : « La C.G.T. préconise, n'est pas hostile à la modernisation de l'imprimerie, à condition que celle-ci ne se fasse pas d'une manière « sauvage ». Puis il a exhorté les ouvriers à la lutte, car « il n'y a

rien d'autre à faire que de tenir et d'imposer des négociations ». Mercredi matin, le comité du *Parisien libéré* C.G.T. avait rencontré les représentants du Syndicat de la presse parisienne, afin de lui proposer l'établissement d'un accord-cadre régional. Une nouvelle réunion doit avoir lieu mardi prochain.

Ce protocole devrait redéfinir les problèmes de l'emploi, des mises à la retraite, ainsi que des annexes techniques en fonction de la modernisation des entreprises de presse. L'entretien a permis de faire le bilan de la situation actuelle et chaque partie a présenté ses premières propositions.

Le conflit du *Parisien libéré* a été évoqué au cours de la réunion par le Syndicat du livre, mais les directeurs de journaux ont réaffirmé qu'il n'était pas en leur pouvoir d'y apporter une solution.

● « Les relations entre la presse et les entreprises », tel sera le thème d'un colloque organisé les 16 et 17 mars par le C.P.J. (33, rue du Louvre), à Paris.

Participation aux frais : 250 F (comportant les deux repas de midi). Inscriptions avant le 13 mars.

Dans les 8 BHV, les Arts Ménagers ça se fête!
Voici comment: 9 mois de crédit gratuit sur tout le magasin.*
A partir de 500F seulement!
Une bonne occasion pour s'équiper, se décorer, entre le 1^{er} et le 20 Mars!



* à l'exception des Services. A souscrire aux conditions d'usage.

Dans les 8 BHV, nous avons décidé que les Arts Ménagers 1976 seraient la fête de votre maison, toute entière. Et de votre jardin. Et du sport. Et de tout ce que le BHV peut vous offrir.

Crédit gratuit 9 mois sur tout le magasin (services exceptés) et à partir de 500 F d'achats seulement. Ainsi vous pourrez à la fois penser à l'équipement de votre cuisine et de votre salle de bains, et réaliser dans les mêmes conditions un rêve de table de ferme, de tondeuse à gazon, de chaîne hi-fi, ou plus simplement de console ou de chambre d'enfants.

Une bonne raison pour ne pas manquer les Arts Ménagers 1976 des 8 BHV, avec leur choix énorme, leurs innovations, leurs bons conseils, et bien sûr, leur service après-vente!

2 exemples :
machine à laver le linge
Négamat 4 kg 1665 F
avec le Crédit Gratuit
1^{er} versement comptant 333 F
et 9 mensualités de 148 F 1332 F
toujours 1665 F

Panoramique convertible
Sigma recouvrement velours
acrylique (exclusivité BHV)
couchage 140, matelas
polyester 4930 F

avec le Crédit Gratuit
1^{er} versement comptant 988 F
et 9 mensualités de 438 F 3942 F
toujours 4930 F

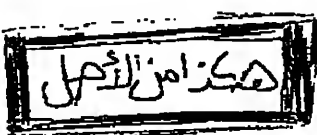
Jusqu'à épuisement des stocks.

Pour être sûr de bien choisir.



BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

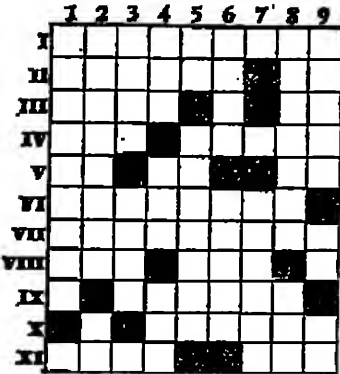
LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL



AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1397



HORIZONTALEMENT
I. Se met facilement au pas.
II. Saisit le moindre bouquet.
III. Pronom.
IV. Forme de devoir. Ses jours sont comptés.
V. Chef d'accusation. Participe. Chers certaines peuplades ont quelque chose de surprenant.
VI. Sans aucune valeur.
VII. S'élève, inviolable, vers les plus hautes altitudes.
VIII. Sur la rose des vents.
IX. Les meilleurs ne sont pas les plus longues.

X. Frappe. — XI. Bon apôtre. Terme de jeu.

VERTICALEMENT
1. Hommes de peine.
2. Moins fortes. Antique source de chaleur.
3. Pronom.
4. Localité de France. Passé (épelle).
5. Article. Mieux appréciées par des gens maladeux.
6. Coule en France. Ont bon appétit.
7. Modifiée.
8. Est souvent absente alors qu'on la croit présente. Points cardinaux.
9. Ebranlée. Avec eux, rien n'est impossible. Conjonction.

Solution du problème n° 1396

Horizontalement
I. Pellicule. — II. Avoine. Ad.
III. Ri. On. Eve. — IV. Laineuses. — V. En. Nettes. — VI. Béat. — VII. Rols. La.
VIII. Us. Sems. IX. Prévision. — X. Rats. Cl. — XI. El. Tentés.

Verticalement
1. Parleur. Pré. — 2. Evian. — 3. L6. Bist. — 4. Lignes. Vét. — 5. Innées. Sise. — 6. Ce. Uiles. — 7. Est. Amict. — 8. Lavées. Toia. — 9. Edesse. SN.

GUY BROUTY.

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme.

Le premier chiffre indique l'épaisseur de la neige au bas des pistes ouvertes. Le deuxième chiffre indique l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

ALPES DU NORD
Alpe d'Huez : 80-100; Autrans : 30-100; Bellecombe - Crest-Voland : 30-100; Bourg-Saint-Maurice - Les Arcs : 55-135; Chamonix : 10-120;

Chamrousse : 80-150; Chapelle-d'Abondance : 30-80; Châtel : 40-140; La Clusaz : 40-140; Combloux : 30-100; Les Contamines-Morcles : 30-100; La Courmayeur : 30-130; Courchevel : 40-135; Les Deux-Alpes : 30-120; Plélan : 30-100; Plan de Pratz-sur-Arly : 50-90; Les Gets : 30-90; Les Houches : 20-40; Megève : 50-100; Les Mézules-Val-Thorens : 37-115; Méribel : 25-120; Morzine-Avoriaz : 50-100; La Plagne : 30-100; Pralognan : 40-60; Saïnt-Gervais-le-Better : 30-110; Samoëns : 30-125; Thonon-les-Bains : 30-140; Tignes : 30-100; Val-Cenis : 15-100; Val-d'Isère : 65-100; Villard-de-Lans : 5-50.

ALPES DU SUD
Auron : 60-100; Isola 2000 : 120-140; Montgenèvre : 40-80; Orcières-Merlette : 10-20; Pra-Loup : 30-150; Le Saix : 25-150; Valberg : 60-80; Vars : 45-100.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes : 20-120; Barèges : 30-150; Cauterets-Luz : 100-300; Font-Romeu : 35-15; Gourette-les-Eaux-Bonnes : 40-220; La Mongie : 100-200; Saint-Lary-Soulan : 30-140.

MASSIF CENTRAL
Le Mont-Dore : 30-80; Super-Besse : 5-70; Super-Lioran : 10-25.

JURA
Métabief : 25-70; Les Rousses : 45-130.

VOSGES
La Bresse : 30-60; Gérardmer : 10-40; Horloge des neiges : 874-93-50.

ALLEMAGNE
Alpes bavaroises : Bayrischzell-Sudelfeld : 60; Berchtesgaden-Jenners : 70; Garmisch-Partenkirchen : 240; Oberstdorf-Nebelhorn : 15-180; Fort-Notre : Feldberg : 90.

AUTRICHE
Salzburg : Badgastein : 10-70; Saalbach : 30-100; Zell am See : 110-130; Zillertal : 10-70.

TYROL
Fulpmes : 10-80; Ischgl : 30-100; Kitzbühel : 10-100; Oberberg : 85-125; St. Anton am Arzlberg : 30-175; St. Christoph am Arzlberg : 220; Seefeld : 45-90; Sölden : 30-55.

SUISSE
Région du Léman : Villars : 10-60; Valais : Crans/Montana : 30-80; Verbier : 10-100; Zermatt : 30-70.

ÖBERLAND
Bernolds : Gstaad/Saanen-Nöcker : 20-85; Wengen/Elbschledig : 25-75; Grisons Engadina : Arosa : 80-85; Davos : 60-100; St-Moritz : 30-70.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 4 mars 1976 :

UN DÉCRET

Fixant les dispositions applicables aux surveillants d'externat et aux maîtres d'internat des établissements d'enseignement technique agricole et arrêté du 26 février 1976 fixant les modalités de rémunération de ces personnels.

UN ARRÊTÉ

Portant création d'un comité interministériel et de comités départementaux pour la promotion de l'emploi.

Avis de concours

Recrutement de médecins de P.M.I. — Des concours sur titres sont ouverts pour le recrutement de médecins — à temps plein — de protection maternelle et infantile à la préfecture du Tarn (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, 69-71, avenue du Maréchal-Foch, 81000 Albi) ; à la préfecture du Gard (D.D.A.S., 6 bis, rue du Mail, 34000 Nîmes) ; à la préfecture de l'Aisne (D.D.A.S., à Laon).

Formation

Un stage de formation à l'audiovisuel et d'initiation aux mass media sera organisé du 21 au 27 mars à Arlucques (Gironde) par la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente. Ce stage s'adresse plus particulièrement aux animateurs socio-culturels, aux responsables d'association de jeunesse, aux enseignants et aux formateurs.

* OROLIS, 75, cours d'Alsace-Lorraine, 33075 Bordeaux.

P. I. T.

Maiche (Doubs) à l'automatique. — Les abonnés au téléphone de la région parisienne peuvent appeler directement leurs correspondants de Maiche (Doubs) en composant le 16, puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicatif 81, suivi des six chiffres du numéro demandé.

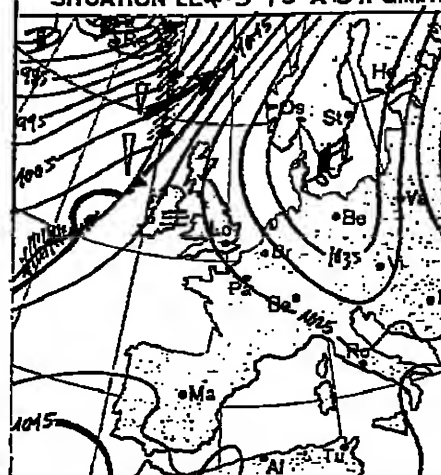
Séminaires

Le Cercle d'études Félic-Gouin organise samedi 20 et dimanche 21 mars un séminaire national à l'abbaye de Royaumont sur le thème : « Quel avenir pour nos enfants ? ».

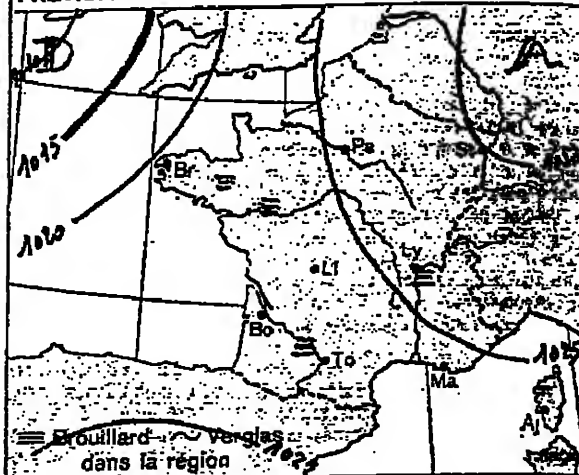
unic
tables à dessiner
spécialiste
de bureaux d'études
tient à votre disposition
les nouveaux
CALCULATEURS
scientifiques
HEWLETT-PACKARD
108, boul. Richard-Lenoir
Paris (11) - 805-63-80
164, av. Charles-de-Gaulle
92 Neuilly - 747-46-00

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4-3-76 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 5-3-76 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ aversees ☼ orages → Sens de la marche des fronts
Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 4 mars à 8 heures et le vendredi 5 mars à 8 heures :
Des masses d'air frais continueront à évoluer lentement en France, où la pression atmosphérique restera assez élevée.

Vendredi 5 mars, le temps sera partout bien ensoleillé. On notera seulement, le matin, quelques nuages passagers près des côtes et des brumes, ou parfois des brouillards dans les régions de l'intérieur. Les vents seront faibles. La matinée sera fraîche, et les gels qui affecteront la nuit, le Nord-Est, la région parisienne, le Centre et l'Est seront généralement compris entre 0°C et

— 2°C, mais elles pourront atteindre très localement — 4°C à — 6°C dans l'Est et le Nord-Est. L'après-midi, les températures maximales seront de l'ordre de 12°C à 14°C dans la moitié nord, de 15°C à 18°C dans la moitié sud.
Jeudi 4 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 025,5 millibars, soit 789,5 millimètres de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 mars ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Alencia, 13 et 4 degrés ; Biarritz, 18 et 7 ; Bordeaux, 17 et 3 ; Brax, 11 et 6 ; Caen, 15 et 0 ; Cherbourg, 9 et 3 ; Clermont-Ferrand, 16 et 0 ; Dijon, 15 et 1 ; Grenoble, 15 et 1 ; Lille, 11 et — 1 ; Lyon, 12 et — 3 ; Marseille, 16 et 4 ; Nancy, 13 et — 3 ; Nantes, 13 et 4 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 14 et — 1 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 8 ; Rennes, 15 et 2 ; Strasbourg, 11 et — 1 ; Tours, 13 et 1 ; Toulouse, 17 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 23 et 22.
Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 10 et 0 degré ; Athènes, 17 et 11 ; Bonn, 11 et — 1 ; Bruxelles, 11 et 1 ; Les Canaries, 18 et 11 ; Coppenhague, 8 et — 1 ; Gênes, 11 et — 3 ; Liège, 17 et 11 ; Londres, 10 et 1 ; Madrid, 16 et 11 ; Moscou, 0 et — 3 ; New-York, 3 et 1 ; Palms-de-Majorque, 18 et 8 ; Rome, 15 et 5 ; Stockholm, 2 et — 1.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Halles
75437 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 4287 - 23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)
50 F 160 F 232 F 300 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 539 F
ÉTRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 215 F 307 F 408 F
IL - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 448 F
Par voie aérienne
tarif sur demande
Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) vou-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande
Changements d'adresse dé-
finis ou provisoires (deux
semaines au plus), nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ
Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres
en caractères d'imprimerie.

L'Avant-Seine,
un immeuble terminé,
c'est rentable immédiatement.
L'Avant-Seine, des studios et 2 pièces luxueux avec des
cuisines équipées d'appareils de grande marque et de vraies
salles de bains...
L'Avant-Seine, nous vous assurons une rentabilité locative
de 6 % brut pendant 5 ans, garantie par acte notarié.
(Uniquement pour les studios et 2 pièces.)
L'Avant-Seine... un investissement sécurisant
Bureau d'Accueil et appartements modèles sur place,
ouverts tous les jours de
11 h à 20 h. 4-8, rue Robert
de-Fiers - 75015 PARIS. **Tél. 577.68.21**
J'aimerais recevoir des précisions concernant la "Garantie
Locative" sur les studios et les 2-pièces de l'Avant-Seine.
☐ par retour de courrier
☐ en me contactant au (n° tél.) :
M.
Adresse
Retourner ce bon à : SOFAP - Service Commercial
64, rue de Lisbonne - 75008 Paris.

loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS			
TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER
1	1 0 381	tous groupes	50	6	8 826	groupe 4	5 050
	80 711	groupe 1	5 050		80 716	autres groupes	550
	96 251	autres groupes	550		69 258	tous groupes	5 050
2	452	tous groupes	200	7	0 597	groupe 4	5 000
	2 262	groupe 2	5 000		80 717	autres groupes	500
	80 712	autres groupes	500		35 257	tous groupes	5 000
3	23	tous groupes	100	8	94 597	groupe 2	100 000
	123	tous groupes	300		80 718	autres groupes	100 000
	6 303	groupe 3	5 000		58	tous groupes	100
4	9 683	autres groupes	500	9	458	tous groupes	200
	80 713	groupe 2	5 000		928	tous groupes	500
	94	autres groupes	500		4 758	groupe 5	5 000
5	34	tous groupes	100	0	80 718	autres groupes	5 000
	94	tous groupes	100		4 619	groupe 5	5 000
	874	tous groupes	200		9 939	autres groupes	500
6	3 974	groupe 1	5 000	1	80 719	autres groupes	5 000
	5 144	autres groupes	500		360	tous groupes	200
	5 914	groupe 5	5 000		580	tous groupes	200
7	7 834	autres groupes	500	2	720	tous groupes	200
	8 014	groupe 3	5 000		0 720	groupe 4	5 200
	9 324	autres groupes	500		0 810	autres groupes	500
8	80 714	tous groupes	5 000	3	0 850	autres groupes	5 000
	785	tous groupes	500		5 810	autres groupes	500
	1 455	groupe 5	5 000		7 790	autres groupes	500
9	2 825	autres groupes	500	4	80 710	autres groupes	500
	7 615	groupe 2	5 000		0 730	tous groupes	5 000
	80 715	autres groupes	1 000		76 920	autres groupes	100 000
0	0 785	tous groupes	50	5	76 920	autres groupes	100 000
	4 825	autres groupes	500		76 920	autres groupes	100 000
	7 725	groupe 4	5 050		76 920	autres groupes	100 000
1	7 725	autres groupes	550	6	76 920	autres groupes	100 000
	7 725	groupe 1	5 050		76 920	autres groupes	100 000
	7 725	autres groupes	550		76 920	autres groupes	100 000

LISTE ÉTABLIE PAR LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA LOTERIE NATIONALE

50 CHAINES HI-FI COMPACTES
Choisissez la vôtre... à un prix super compact
B et O
SONY
BRAUN
PIONEER
SABA
TOSHIBA
Bloc 2 x 20 W avec radio stéréo et tourne-disques
ILLEL COMPACT CENTER
143, avenue Félix-Faure - 75015 PARIS - Tél. 532.90.86

صكنا من الامم

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

Importante Sté Internationale
recherche
pour son département
ENERGIE ELECTRIQUE

Ingénieurs électriciens confirmés

Profil souhaité :
• diplômés des grandes écoles d'ingénieurs;
• techniciens compétents en électrotechnique, ayant si possible plusieurs années d'expérience en installations industrielles, centrales thermiques, courants forts et automatismes séquentiels en Entreprise ou Engendrée.

Les postes offrent de réelles possibilités d'évolution notamment dans les fonctions ingénierie d'affaires et sont à pourvoir en proche banlieue Ouest.

Ecrire avec C.V. photo (ret.) et prêt s/réf. 227 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

GRUPE BANCAIRE PRIVE, PARIS (8°)
recherche
pour ses SICOMI

J.F. niveau B.P. comptable

1 an d'expérience minimum en cabinet, entreprise, etc., pour fonction de gestion interne, administrative et comptable des contrats.

Envoyer C.V., prétentions et photo à n° 3.479, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

emplois régionaux

Importante Société de Promotion Immobilière
(C.A. 200 MF) liée à un groupe bancaire
recherche pour GRENOBLE

UN RESPONSABLE FINANCIER ET ADMINISTRATIF DE HAUT NIVEAU

Formation :
• Diplômé de Grande Ecole, E.C., ESSEC, E.C.P., Expertise Comptable;
• Expérience en informatique de gestion indispensable, permettant de diriger une équipe composée d'un ingénieur d'études et d'analyses programmeurs;
• Connaissance du droit de la construction et de la fiscalité immobilière.

Mission :
• Mise en place d'une chaîne informatique en liaison avec une société de logiciels;
• Gestion rigoureuse des concours et de la trésorerie des sociétés de construction du Groupe;
• Supervision de la comptabilité;
• Contrôle de gestion.

Qualités :
• Autorité et sens des contacts humains permettant une intégration rapide au sein de la Société;
• Dynamisme et efficacité particulièrement en matière de gestion de la trésorerie;
• Bien qu'une expérience soit souhaitable, le poste pourrait convenir à un débutant brillant désireux d'accéder rapidement à un haut niveau de responsabilités.

Adresser curriculum vitae et prétentions à n° 6.350 « LE MONDE » Publiée à 3, rue des Italiens, 75427 PARIS (9°), qui transmettra.

Mairie de MARGNANE
recherche urgence

Directeur du Cabinet du Maire

assimilé secrétaire général ville de 20.000 à 40.000 habitants. Niveau licence Droit Lettres plus I.E.P.

Adresser candidature manuscrite, plus C.V. complet et photo à M. le maire de MARGNANE (13700).

EXPERT-COMPTABLE
POITOU-CHARENTES
offre (septembre 1976)
à expert diplômé.
Expérience plusieurs années.
Rémunération correspondante.
Ecr. à 8.115 « le Monde » Pub.
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9°.

Le COMITE D'ENTREPRISE
de la SECURITE SOCIALE
45, rue de Dunkerque, Paris-9°.
TEL. : 20-47-20.
(à compter du 1er mars)
recherche pour son Centre de
vacances familiales de l'île
d'Oron, un couple dans les
30 à 40 a. L'homme aura comme
fonction le gardiennage et l'entretien du Centre et du matériel.
Sai. à rembaucher : 1.675,50 F
brut. Sa conjointe sera employée
3 mois environ dans l'année en
tant que femme de service, au
salaire identique.
Logement sur place assuré.

Important Groupe Privé de SOCIÉTÉS d'ASSURANCES
Banque Ouest de PARIS
recherche pour s'intégrer dans l'équipe d'encadrement
de son service comptabilité générale :

UN JEUNE CADRE

(D.E.C.S., Ecole Supérieure de commerce, etc...)
Expérience minimum indispensable :
• 2 années de pratique comptable.
Ecrire avec C.V. et désir de rémunération s/réf. 13.656 à :
A.P.M. 102, st. Charles de Gaulle
92222 NEUILLY SUR SEINE

ELF AQUITAINE
recherche
POUR SES ACTIVITES
CONTRATS TECHNIQUES

INGENIEUR

Chargé principalement de la négociation et de l'établissement en langue anglaise de contrats de services et travaux intéressant la branche exploration - production y compris secteur offshore.

— Diplômé d'une école d'ingénieurs.
— Parfaitement bilingue.
— Présenter des références industrielles en ligne avec les caractéristiques du poste et disposant de bases pratiques ou bonnes notions juridiques et commerciales.
— Disponible pour d'éventuelles expatriations dans le cadre du développement de sa carrière.

Ecrire sous référence No 44771 avec CV et photo, ELF-RE Département Développement Formation 7 r. Nélaton 75733 Paris Cedex 15

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
BANQUE OUEST DE PARIS
recherche

UN INGENIEUR

pour BUREAU D'ETUDES
chargé de la conception et des calculs de stations d'épuration. Expérience nécessaire en épuration des eaux résiduaires urbaines 5 ans.
Allemand nécessaire.

UN INGENIEUR TOPOGRAPHE

Déplacements France et étranger. Connaissances de la cartographie et du travail en galeries souterraines appréciées.
Anglais indispensable.

UN PROGRAMMEUR DE GESTION

L.T. INFORMATIQUE ou EQUIVALENT
Débutant 1 ou 2 ans d'expérience
Env. C.V., photo et prétentions, au n° 45.323 à :
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALLEMANDE
spécialisée dans le domaine des travaux anti-corrosion, ayant son siège dans une fort agréable région rurale de l'Allemagne du Nord-Ouest,
recherche

POUR UN EMPLOI D'ENVIRON SIX MOIS A SON SIEGE ALLEMAND, POUR SON DEPARTEMENT PROTECTION ANTI-ACIDE

DEUX INGENIEURS DIPLOMES

spécialisation bâtiment, construction mécanique, chimie ou formation générale
Poste ultérieur en France dans la région parisienne

Les candidats devront, si possible, avoir une expérience pratique de plusieurs années dans l'acquisition, la consultation technique et l'établissement de devis.

La connaissance de la langue allemande ou le désir d'acquiescer cette connaissance sont indispensables.

La situation offerte est susceptible de développements intéressants et dotée en conséquence.

Préférence d'écriture, en y ajoutant un curriculum vitae manuscrit, copie de certificats, photographie, indication de la rémunération souhaitée et de la date d'entrée en service possible à :
No 45.313 CONTESSÉ PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, 75000 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INTERACT
Division Promotion
de LEO BURNETT COMPANY INC.
recherche

RESPONSABLE BUDGETS

Caractéristiques :
— formation évoluée;
— expérience confirmée;
— goût prononcé pour les méthodes actives de communication, de commercialisation et leur application sur le terrain;
— bilingue (français-anglais);
— qualité de gestionnaire (environ 10 millions de francs de chiffre d'affaires);
— libre rapidement.

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite à :
INTERACT, Mlle JENKINS,
31, rue du Pont, 92200 NEUILLY.

Publicis Conseil
recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

confirmé

Formation supérieure, cinq ans d'expérience publicitaire en Agence minimum.

• Goût de la gestion par la réflexion et l'action
• Homme d'initiative et de conviction, optimisant ses rapports avec l'annonceur et l'ensemble des services de l'Agence
• Généraliste, doué de bon sens et de créativité.

Ecrire C.V. et ph. à Jacques MOULIN, Publicis Conseil, 35, rue du Pont 92200 Neuilly-sur-Seine

Echange confidentiel

EMPLOIS et CARRIERES
133, Champs-Élysées,
75008 PARIS

Important Sté Internationale
recherche
pour son département
ENERGIE ELECTRIQUE

Ingénieurs électriciens débutants

Les candidats seront diplômés des grandes écoles d'ingénieurs. Ils développeront leurs compétences dans les domaines suivants :
• électrotechnique,
• installations industrielles,
• centrales thermiques,
• courants forts,
• automatismes séquentiels.

Ils souhaitent s'orienter à terme vers la fonction d'ingénieurs d'affaires. Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Ouest.

Ecrire avec C.V. photo (ret.) et prêt s/réf. 228 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

L'Etat-major administratif et financier
d'une importante entreprise française
de TRAVAUX PUBLICS SPECIALISES
(renom international)
recherche

JEUNE COLLABORATEUR

Formation ESSEC, ESCP ou équivalent
Auprès vous souhaitons préparer une prise de responsabilité importante.

Il devra avoir marqué son goût pour la branche comptable par des stages appropriés au cours de ses études et par l'accession au niveau du D.E.C.S.

Notions informatiques et comptabilité analytique souhaitées.

Il est prévu des séjours à l'étranger en début de carrière.

ESPAGNOL COURANT NECESSAIRE
ALBAIS SOUBAITE
Quartier Mouton

Env. lettre man. avec C.V. sous le numéro 45.410 :
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS

BANQUE PRIVEE
75008 PARIS
recherche

CHEF D'AGENCE

Ce poste nécessite :
— Un Age minimum de 35 ans.
— Une expérience réelle similaire ou en numéro 2 d'Agence importante.
— Un esprit dynamique et une réelle volonté de réussir.

Envoyer C.V. manuscrit sous numéro T 23.156 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Beaumour, 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITE
(marché industriel et biens d'équipement)
recherche

CHEF DE PRODUCTION

jeune et dynamique, susceptible de favoriser le développement de sa clientèle.
Commercial, agissant, le candidat idéal aura aussi un sens aigu des relations humaines.
De sérieuses références d'expérience en agences sont souhaitées.

Ecrire sous n° 372.306 M. REGIE-PRESSE, 75 bis, rue Beaumour, Paris-2^e, qui transmettra.

P.M.E. implanté région parisienne
traitant pour le compte de sociétés multinationales 80.000 heures mois de travaux mécano soudure, petite et grosse mécanique très bien équipée,
recherche

COLLABORATEUR

haut niveau très introduit milieu international des affaires pouvant apporter licences fabrication, commercialisation possible.
Discretisme assuré.

Ecrire avec C.V. et prétentions à S.N.P.P., 63, rue Pierre-Boite, PONTAISE.

DEUTSCHER JOURNALIST
Wird von Internationaler Presseagentur in Paris für deutschsprachigen Dienst gesucht

VORAUSSETZUNG:
Perfekte Kenntnisse der französischen Sprache
Englisch oder spanisch Kenntnisse erwünscht.
Zuschriften an : HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, se réf. 37.222, qui transmettra.

Important Sté Internationale
recherche
pour son département
ENERGIE ELECTRIQUE

Ingénieurs électriciens débutants

Les candidats seront diplômés des grandes écoles d'ingénieurs. Ils développeront leurs compétences dans les domaines suivants :
• électrotechnique,
• installations industrielles,
• centrales thermiques,
• courants forts,
• automatismes séquentiels.

Ils souhaitent s'orienter à terme vers la fonction d'ingénieurs d'affaires. Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Ouest.

Ecrire avec C.V. photo (ret.) et prêt s/réf. 228 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

TECHNICON S.A.
Leader mondial de l'automatisation
des analyses de laboratoire
recherche

TECHNICO COMMERCIAL

pour service Administration des Ventes
DUT ou BTS Biochim. Biol.

C.V. et prétentions à :
M. J.-J. VERNIERE,
TECHNICON S.A.,
B.P. 10, 95330 DOMONT.

pour un Important Groupe de
Transports coté en Bourse

CONTRÔLEUR INTERNE

minimum 30 ans
niveau D.E.C.S.

possédant une expérience de 3 ans dans la fonction, la pratique de l'audit et de bonnes connaissances en informatique de gestion.

Il a la responsabilité du contrôle interne dans la branche voyages du Groupe et pour missions particulières : l'organisation administrative des documents et des circuits comptables; la mise au point et le suivi des procédures de contrôle utilisées par les inspecteurs qui lui sont attachés. Lui-même est appelé à se déplacer auprès des différentes Agences.

Connaissances comptabilité voyages non indispensables; expérience contrôle externe appréciée.

Adr. lettre manuscrite indiquant prêt à accepter C.V. photo sous réf. 281 A.S. CARME EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE
recherche

PLUSIEURS INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Pour responsabilités d'un domaine de produits et d'une clientèle bien déterminée.

Formation Grande Ecole ou Universitaire.
Expérience de quelques années en électronique professionnelle. Anglais souhaité.
Lieu de travail : PARIS.

Adr. C.V. manuscrit, photo retournée n° 44.664, CONTESSÉ Publiée, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

CHEF TRADUCTEUR
RESPONSABLE DU RECRUTEMENT
et de la S.E.L.E.C.T. des TRADUCTEURS-FIGURISTES
et de CONTRÔLE de QUALITE des TRAVAUX EXECUTES

recherché par PREMIERE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TRADUCTION.

• Excell. connaissance Anglais et Allem. Techn. indup. expir. traduction courante.
• Entrée en fonctions immédiate si possible.

Envoyer C.V., photo, prêt, à ROSE ET HILLET, 3, rue René-Bazin, 75016 PARIS, qui transmettra.

مكتبة الامم

Offres d'emploi	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Recr. vendeurs (reuses) qualifiés pour magasin de jeans. Tél. : 224-04-81.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'EXPERTISE COMPTABLE recherche :
Grandes Ecoles ayant : pratique de l'Audit.
URGENT - Tél. : 353-18-44.

Organisation professionnelle agricole recherche :
pour PARIS
Responsable :
DE L'INFORMATION
Bon rédacteur, apte aux relations publiques. Connaissances agricoles souhaitées. Position cadre. Adr. : C.V. détaillé et prétentions à : 8 BLEU, 17, rue Labat, 92000 VINCENNES, qui transmet.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIERE recherche :
EXCELLENT Vendeur
Commission + frais de déplacement. T. H. B., 260-35-15 P. 58-02.

Banque Internationale à PARIS recherche pour son département :
GRANDS DIPLÔMÉS H.E.C.
avec expérience bancaire, pour son service des crédits documentaires.

SPECIALISTE
ayant plusieurs années d'expérience, anglais indonésien.

DACTYLO
bilingue français-anglais, pour son service de statistiques Banque de France.

AGENT
ayant de bonnes connaissances comptables bancaires.

CADRE
adjudant, possédant certificat supérieur juridique et fiscal pour travaux d'expertise judiciaires.

COLLABORATEURS
possédant D.E.S. min. 35 ans. Expérience commerciale, anglaise souhaitable. 120.000 à 1.500.000 F. Adr. : 224-04-81, poste 20-76, pour rendez-vous.

Envoyer C.V. photo et prétentions à : FIDUCIARIES ASSOCIATES, 22, av. de la République, 75001 Paris.

SULZER S.A.
POUR LA DÉFENSE (102)

PROGRAMMEUR
COBOL, 2 ans expérience min. Connaissances de préférence : NEAT7.

Libre très rapidement pour contracter 1 an, horaires personnalisés. Téléphone : 788-32-11, poste 20-76, pour rendez-vous.

DIRECTEURS D'INGÉNIEURS
Format. Gde Ecole, min. 35 ans. Expérience industrielle, anglaise souhaitable. 120.000 à 1.500.000 F. Adr. : 224-04-81, poste 20-76, pour rendez-vous.

IMPORTANT GROUPE D'IMPORTATION PRESSE recherche :
2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
Formation IT ou équivalent. Connaissances :
- P.L. indispensables.
- Programmation structurée appréciée.

Avantages sociaux, Mutuelle, 13 mois.
Expérience professionnelle, deux ans minimum.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions à : S.P. Service Emploi, 3, rue Bayard, PARIS (97).

IMPORTANTE STE P. arrond. recherche pour son service administratif :
LICENCIÉ (E)
Droit privé ou droit des affaires. Libre rapidement. Expérience professionnelle, deux ans minimum.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions à : S.P. Service Emploi, 3, rue Bayard, PARIS (97).

STE IMMOBILIERE PARIS-17 recherche :
NEGOCIATRICE
pour service location appartements, rénovés, très + commission. Bonnes connaissances, secrétariat, relations avec clients.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions à : S.P. Service Emploi, 3, rue Bayard, PARIS (97).

TRANSIT MARITIME
Téléphone : 353-18-44, poste 430 ou 431.

SICILIA recruteur d'usine importante zone industrielle, pour BUREAU :
CADRE
ayant expérience de la construction pour assurer le suivi du programme de construction du point de vue technique et financier. Adr. : 224-04-81, poste 20-76, pour rendez-vous.

55 bis, r. Réaumur, Paris (2e)

Société recherche
INSPECTEUR COMPTABLE
Itinerant, au domicile du client. Ce poste comporte :
1) Principales tâches des responsables comptables locaux.
2) Des missions de contrôle comptables. La préférence sera donnée à un candidat bilingue possédant une bonne formation en matière de gestion administrative et comptable.

Envoyer à M. ROGER, 2, boulevard Richard Lenoir, 75011 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME AMÉNAGEUR recherche :
NOTESSE
expérimenté, parlant anglais/allemand. - Adresser :
M. ROGER, 2, boulevard Richard Lenoir, 75011 PARIS, qui transmettra.

demandes d'emploi

CADRE ADMINISTRATIF
Organisation professionnelle départementale.
31 ans - Formation juridique - Spécialisé droit social - Connaissances aux entreprises - Études diverses recherche poste stable dans :
ORGANISATION PROFESSIONNELLE nationale.
Entrée à Régie-Press, sous numéro T 084295 M, 85 bis, rue Réaumur, 75007 PARIS, qui transmet.

LICENCE POUR RAISONS ÉCONOMIQUES
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
Responsable Relations Publiques d'un important Groupe de Presse.
POSTE RESPONSABILITÉ
exigeant efficacité et dynamisme.
Entrée sous le n° 1518 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75007 Paris (97).

J.H., 25 ans, déq. G.A.L. D.U.T.
Techniques de commercialisation, 10 ans d'expérience en tant que directeur commercial, 10 ans d'expérience en tant que directeur administratif, 10 ans d'expérience en tant que directeur technique. Adr. : 224-04-81, poste 20-76, pour rendez-vous.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions à : S.P. Service Emploi, 3, rue Bayard, PARIS (97).

L'immobilier

appartements vente

MONTMARTRE
SITUATION
Dans immeuble récent, magnifique appartement DUPLEX
4-5 pièces tout confort 145 m²
cheminée, terrasse, soleil, cave, chauffage service
Prix : 1.250.000 F
visite et renseignements de 18 h. à 20 h.
Tél. : 606-70-19

Paris - Rive droite

16^e - RESIDENT
RUE LA FONTAINE
3 et 4 pièces
88 à 112 m²
Belle et terrasse pl. soleil
Jardin d'agrément
Proximité transports
Habitations immédiates
Prix fermes et définitifs
Renseignements : 15 h. à 19 h.
Tél. : 323-43-83
FLORENT 255-10-13/99-44

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

BOIS VINCENNES - Près RER, splendide 4 pièces, entrée, cuisine, 2 de bains, chauffage central, parking, 55-50, 267.000, 364-71-97.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

BOIS VINCENNES - Près RER, splendide 4 pièces, entrée, cuisine, 2 de bains, chauffage central, parking, 55-50, 267.000, 364-71-97.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Paris - Rive gauche

Prox. PLACE DES VOSGES
Beaux appartements vendus et de caractère, rénovés. 278-44-82.

Prox. PL. PEREIRE
Propriétaires vendent directement
2 et 4 pièces balcon. Ascenseurs.
JULIEN, 14/18 h. - 723-36-53

64 RUE RENNEQUIN
STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

BUTTES-CHAUMONT - Récemment rénové, 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

PARMENTIER - Immeuble, studio, cuisine, douche, 14/18 h. - 723-36-53

MARTIN, DR. DROIT - 723-36-53

STUDIO-APPART 45 m² - 723-36-53

16^e - Part. vend 200 m², beau 7 p. b. dist. 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

Prox. PL. PEREIRE - 2 pièces, 45 m², balcon, 1518 m², 20, rue de la Chapelle - 266-24-55.

A PROPOS DE...

L'AMÉLIORATION DES SERVICES SUR LES AUTOROUTES

L'asphalte avec le sourire

Le ministre de l'équipement, M. Robert Galley, vient de prendre un certain nombre de décisions qui devraient donner satisfaction aux usagers des autoroutes.

« Les grands rubans d'asphalte et de béton, sans lesquels nous aurions été portés au bord de l'asphyxie, nous les avons aujourd'hui. Cette année, 3 380 kilomètres d'autoroutes parcourront la France. Le temps du voyage automobile s'en trouve considérablement raccourci ; faut-il pour autant le considérer sous cet aspect et sous ce seul aspect ? La comme ailleurs, il faut améliorer la vie.

Les routiers, qui sont les grands habitués de l'autoroute, ont été les premiers à ressentir les besoins de cette « humanisation ». C'est d'abord à cette profession que l'amélioration des zones de détente, de l'aménagement paysager, de la qualité de la restauration, des commodités du dépannage, sont apparues comme indispensables. On se souvient que l'un des derniers routiers s'était mis en colère et avait protesté contre les prix élevés des péages et la mauvaise qualité des services.

Le ministre de l'équipement en a tenu compte. Il propose : d'abord de créer pour les transporteurs des aires de repos, avec des écrans de verdure, ou des vallonnements qui les isoleront du bruit du trafic et leur permettront de dormir d'un sommeil réparateur. Il s'agit aussi de diversifier la restauration actuellement aux mains de quel-

ques sociétés sous-traitantes, dont Jacques Borel. C'est là un changement radical de politique puisque, aux grands établissements en situation de quasi-monopole, on substituera de nombreux petits restaurateurs d'une capacité d'environ cent personnes et pratiquant la cuisine régionale.

« Nous ne comprenons pas, dit-on chez Jacques Borel, pourquoi c'est exactement ce que nous sommes en train de faire depuis deux ans. D'ailleurs, les routiers viennent nombreux chez nous : un seul inconvénient : nous ne pouvons servir la « calva » puisque sont interdites sur les autoroutes les boissons de plus de 18° ». « La vraie raison, disent les routiers, ce sont les prix élevés et la mauvaise qualité. »

Il n'est pas certain que la concurrence permettra de baisser les tarifs. Elle ne peut en tout cas qu'améliorer la restauration dont on s'accorde à reconnaître qu'elle est actuellement des plus médiocres. La tentation du monopole, là où l'esprit de service public est absent, est d'abuser plutôt des pires choses et il semble que les sous-traitants de la restauration autoroutière aient ainsi tué la poutre sous leurs pieds.

Il est certain qu'une nouvelle politique plus « écologique » où l'on prend mieux conscience des injures faites au paysage et aux hommes ne pourra égarer ce type de restauration où il s'agit d'avaloir des plats comme des kilomètres.

CHRISTIAN COLOMBANI.

TRANSPORTS

L'argent dépensé dans l'aéronautique ne profite qu'à une minorité de travailleurs et d'usagers

déclare le directeur général de l'UTA

« A une époque où tout nous pousse à réduire les inégalités, il est inacceptable de défendre une politique aéronautique qui tend à les accentuer. L'argent dépensé dans ce secteur d'activité ne profite, en effet, qu'à une minorité de travailleurs : moins de 1 % de la population active, et à une minorité d'usagers : moins de 5 % de la population totale. » Ainsi M. Antoine Vail, directeur général de la compagnie privée U.T.A. et président de la commission des transports et des communications du VII^e Plan, lors d'un dîner-débat organisé, le mercredi 3 mars, par le Carolo de l'aéronautique et de l'espace, a mis courageusement en garde les pouvoirs publics contre un gâchis des deniers de l'Etat, dont la plus récente et la plus éclatante manifestation est l'avenue de Concorde.

« Même si l'opinion n'en a pas encore conscience, ce phénomène appelle une réflexion », a déclaré M. Vail. Une anomalie : le suréquipement aéronautique. A son avis, « les extensions — en cours ou en projet — des aéroports de Nice, de Marseille et de Toulouse n'ont pas grand-chose à voir avec les besoins réels des compagnies aériennes. Seuls les usagers du transport aérien se plaignent de l'abondance des infrastructures alors que les usagers des autres moyens de transport en dénoncent l'insuffisance », a indiqué le directeur général de l'U.T.A.

Même constat d'incohérence dans le domaine de la construction aéronautique. « La lucidité nous conduit à dresser la longue liste de nos mécomptes et de nos déconvenues », a noté M. Vail. Les parlementaires français, à quelque bord qu'ils appartiennent, peuvent bien créer un comité de défense de Concorde, cela prouve simplement la force du mythe. »

La France, d'après le directeur général de l'U.T.A., n'a pas réussi à vendre ses avions civils « parce qu'elle a méconnu la dimension du marché européen trop réduit pour y placer un nombre suffisant d'appareils, le point d'équilibre financier se situant autour de trois cents exemplaires ». Pour M. Vail, « la dimension atlantique s'impose, car les compagnies américaines représentent, à elles seules, la moitié du marché de l'aéronautique commerciale ». Cette coopération avec les Etats-Unis lui paraît indispensable techniquement et financièrement. Ne faut-il pas investir 7 milliards de francs sur un projet d'avion nouveau, un milliard et demi sur un projet dérivé d'un modèle existant ?

Mais les compagnies aériennes ont, aux yeux du directeur général de l'U.T.A., une bonne taille pour être efficaces dans le domaine commercial et opérationnel. « L'idée de créer une compagnie battant pavillon européen est une erreur », a-t-il précisé. En revanche, les transporteurs euro-

péens seraient, à son avis, bien inspirés d'intervenir ensemble auprès de leurs gouvernements respectifs et des autorités de Bruxelles « afin que ceux-ci négocient un modus vivendi avec les Etats-Unis dont les transporteurs à la demande, gavés de sub-

ventions par le biais de contrats militaires, menacent de déborder sur le Vieux Continent. »

M. Vail, dans ses propos, s'est mélangé à un article paru dans « Le Monde » du 3 février sous le titre « Chère aéronautique ». L'auteur concluait : « L'aviation commerciale mobilise d'énormes capitaux, mais elle procure un petit nombre. Cette activité ne subsiste que grâce à l'aide des pouvoirs publics. »

Cette conclusion s'appuyait sur des chiffres très parlants. « En dix ans, le contribuable a apporté l'équivalent de 7 milliards de francs 1975 pour améliorer notre infrastructure aéronautique. Tout compris, les seize Concorde actuellement programmés vont coûter à la France et à la Grande-Bretagne une somme que l'on peut estimer à environ 34 milliards de francs actuels. Depuis 1976, la participation du contribuable à la construction des avions d'Air France est de l'ordre de 3 milliards de francs actuels. »

Aucun démenti officiel n'a encore été apporté à ces chiffres, qui paraissent, au contraire, confirmer les propos de M. Vail. — J.-J. B.J.

PÊCHE

UN RAPPORT AU CONSEIL ÉCONOMIQUE

Les marins français vont-ils perdre leurs sources d'approvisionnement ?

Les pêcheurs français trouvent 85 % de leurs prises dans des eaux étrangères. Ce chiffre suffit à montrer l'importance qu'ont pour eux les discussions qui vont s'ouvrir à New-York du 15 mars au 7 mai prochains lorsque la conférence de l'ONU sur le droit de la mer examinera les propositions visant à interdire aux pêcheurs étrangers une portion plus large des eaux bordant les Etats. En préface de ce débat, le Conseil économique et social commence à examiner le rapport établi par M. Joseph Martray sur « l'avenir des pêches maritimes françaises ».

M. Martray commence par rappeler l'enjeu de la conférence de New-York. « En plaçant sous juridiction nationale, écrit-il, un espace marin d'une largeur de 150 milles nautiques (prolongeant les eaux territoriales de 12 milles) dans lequel l'Etat riverain disposera des ressources vécables, militaires et civiles, l'ONU s'apprête à consacrer une évolution qui s'est déjà traduite dans les mesures unilatérales prises par plusieurs gouvernements. Même si la conférence de New-York n'aboutissait pas à la signature d'une convention en ce sens, de nombreux pays — en tête desquels les Etats-Unis — ont fait connaître leur intention de créer de toute manière leur « zone économique exclusive » de 200 milles. »

Il y a là une « évolution irréversible » qui risque de porter un coup très sévère aux pêcheurs français, déjà très atteints par « l'augmentation considérable » de leurs coûts de production, la récession économique mondiale, la surexploitation des fonds marins et les progrès de la pollution. Or il faut se rappeler que la pêche fait vivre deux cent mille pêcheurs et deux cent mille personnes, qu'elle assure l'équilibre économique de plusieurs régions littorales. Le déficit de la balance des échanges commerciaux s'élève de 1 308 millions en 1974 sur un chiffre d'affaires global de 2 715 millions ; il risque de s'aggraver beaucoup si l'industrie de la pêche se trouve devant ce que M. Martray appelle « une crise de matière première ».

Si la conférence des Nations unies ou, en cas d'échec de celle-ci, les Etats unilatéralement décidés d'étendre à 200 milles la zone où ils se réservent des droits exclusifs il faudrait que les pays de la Communauté économique européenne décident ensemble de créer « une zone communautaire de 200 milles résultant de la fusion des zones européennes et formant ainsi la mer européenne commune ». (1). En plus de cette proposition, le rapport de M. Martray suggère la définition d'une « véritable politique des pêches et produits de la mer », dont les principaux objectifs seraient les suivants : assurer la protection du milieu marin contre la pollution ; aider à la modernisation des na-

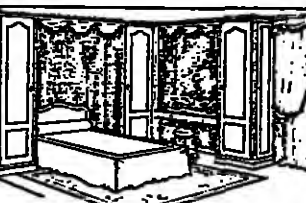
(1) Proposition annexe mais d'une très grande portée : la France devrait décider l'extension de la zone des 200 milles dans tous ses territoires d'outre-mer. On trouve à plus de 10 millions de kilomètres carrés la superficie des fonds marins et sous-marins qui se trouveraient ainsi sous juridiction française. Or ces fonds recèlent de grandes richesses, notamment métalliques qui n'ont pas encore commencé d'être exploitées.

vières de la pêche artisanale et industrielle ; valoriser les produits de la mer en soutenant les marchés (fixation de prix communautaires) et en réorganisant les circuits de distribution ; améliorer le statut social des marins qui, par exemple, ne bénéficient pas de conventions collectives nationales.

UN MINISTÈRE DE LA MER ?

Les pêches dépendent actuellement du secrétariat général de la marine marchande dépendant lui-même du secrétariat d'Etat aux transports. On a souvent parlé de les rattacher au ministère de l'Agriculture. M. Martray écarte cette idée mais reprend une suggestion qui a encore été évoquée lors du dernier remaniement ministériel.

Il s'agit de créer un ministère de la mer où l'on regrouperait la marine marchande et les pêches maritimes (actuellement aux transports), les ports (équipement), l'exploitation des ressources énergétiques et minérales des fonds sous-marins, la recherche océanologique (industrie et recherche, coopération), l'aménagement du littoral (équipement), la lutte contre la pollution des mers (environnement), la plaisance (équipement), etc. On éviterait ainsi l'actuelle « gaucherie des compétences administratives ».



Cet ensemble-boiserie sur mesure ne coûte que livré-installé : 5.600 F prêt-à-monter : 3.440 F

C'est un exemple des possibilités que vous offre Arestyl.

Visitez notre exposition « Meubles-boiseries et revêtements démontés ».

ARESTYL
5 rue du Reuillard 75004 Paris
(Métro Hôtel de Ville)
Tél. : 887.00.50 et 48.14
Etude gratuite de tout projet personnel. Larges facilités de paiement.

Faits et projets

Environnement

● LA S.F.A. CONTRE M. GRUNET. — La Société française des animaux reproche à M. Paul Grunet, secrétaire d'Etat à l'environnement, d'avoir fait un véritable plaidoyer en faveur de la chasse au cours de la présentation de son programme. « C'est rendre un mauvais service à la protection animale que de considérer la chasse comme un agréable sport de loisir », estime la S.F.A.

Région parisienne

● UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR RUNGIS. — M. Michel Giraud, vice-président du conseil général du Val-de-Marne, a été élu, le 3 mars, président-directeur général de la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Paris-Rungis (SEMARIS).

M. Giraud succède, à ce poste, à M. Albert Bou, qui avait organisé, en 1969, le transfert des halles de Paris à Rungis, et qui est atteint par la limite d'âge.

Transports

● LES PARLEMENTAIRES AU SECOURS DU SUPERSONIC QSR. — Le comité de soutien « Concorde », qui groupe des parlementaires de tous les partis politiques et que préside M. Lucien Neuwirth, porte-parole de l'U.D.R., vient d'exprimer son intention de « contrer dès à présent et fermement » la tentative des autorités de New-York d'interdire l'accès de l'avion supersonique sur leur territoire. Le comité a rencontré M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, « pour lui exposer tous les risques que présente l'absence d'une réaction officielle ferme au plus haut niveau de l'Etat ».

63, bd Exelmans. Paris 16^e. Une adresse.

Constellation

du studio au 5 pièces.

Au cœur du village d'Auteuil, dans un quartier élégant et pratique, proche du bois de Boulogne, se construit « Constellation », un immeuble luxueux et raffiné :
- Grandes pièces de réception.
- Larges balcons.
- Marbre dans les salles de bains.

- Chauffage électrique.
- Isolation thermique et phonique.

Pour en savoir plus sur « CONSTELLATION » venez sur place tous les jours (sauf dimanche et fêtes) de 14 h à 19 h. Le samedi de 10 h à 19 h.

Tél. : 225.98.30 et 723.98.78

NOVM
2, avenue Montaigne
75008 Paris

Réalisation



la TUNISIE
"à la carte"

à des prix
sans concurrence et
... sans surprise

Quel que soit votre budget "vacances", quel que soit le temps dont vous disposez, REPUBLIQUE TOURS vous permet de partir librement à la découverte de la Tunisie en choisissant le moment de votre départ, la durée de votre séjour et la catégorie de votre hôtel.

3 formules au choix

ainsi qu'une grande gamme de séjours.

WEEK-END
(de la Tunisie ou Hammamet)

à partir de 695 F

MINI-SEMAINE
(4 ou 5 jours)

à partir de 795 F

SEMAINE
hôtel Ezzahra ****

à partir de 1110 F

Prix comprenant : Voyage Paris/Tunis/Paris, Logement, petit déjeuner, 1/2 pension, assistance. En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien

Appellez votre Agent de voyages ou REPUBLIQUE TOURS Tél. 355.39.30

DEMANDE DE DOCUMENTATION

NOM _____

Adresse _____

REPUBLIQUE TOURS - 61, rue de Malte 75541 PARIS Cedex 11 MO

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Une proposition d'Entreprise et Progrès

Mettre l'emploi hors jeu

Nous sommes passés de la société bloquée à la société d'affrontement. Dans un monde où l'union ne peut se faire sur rien, les grandes causes n'ont plus leur place. Les problèmes qui se posent nécessiteraient pourtant le concours de tous. Dans neuf ans, la moitié de la population active aura moins de trente-sept ans. Or ce sont les jeunes qui viennent actuellement grossir au III^e des mois les rangs des chômeurs. Dans l'intérêt général, la création d'emplois nouveaux ne mériterait-elle pas une mise hors du jeu politique et la mobilisation de tous ? Au lieu de cela, le patronat se replie sur ses inquiétudes et les syndicats continuent, comme au bon temps de la société de consommation, à négocier sur la semaine de quarante heures et l'abaissément de l'âge de la retraite... Après plusieurs mois de discussion, l'association Entreprise et Progrès sort de l'ombre pour dire en même temps, au patronat et aux syndicats de ce pays, ces quelques vérités.

Il faudrait profiter de la « petite reprise » qui se dessine pour relancer une ouverture et mettre, en quelque sorte, l'emploi hors jeu. Telle est la proposition d'Entreprise et Progrès. Et pour cela, d'abord lever d'un commun accord les freins qui pèsent sur l'embauche : « Il est impossible de vouloir garantir à la fois l'emploi et les ressources. Or c'est quasiment ce qui se passe aujourd'hui. Aux États-Unis, la diminution de 10 % de la production industrielle s'est accompagnée d'une baisse de 9 % des effectifs. En France, la même diminution de 12 % s'est faite avec une réduction de 2,5 % seulement du nombre des salariés. Le système est rigide ; il entraîne une baisse de la compétitivité de l'industrie française et, à terme, il rend le problème de l'emploi de plus en plus grave... »

M. Bidegain voudrait aborder de front ce sujet avec les syn-

dicats, et convaincre par ailleurs le gouvernement que ce n'est pas au niveau national que le chômage peut être traité. Mais comment créer des emplois ? Parmi les suggestions d'Entreprise et Progrès figure la mise en place par les grandes firmes d'organismes promoteurs de nouvelles entreprises. Les cadres en mal d'activité se verraient dotés de moyens financiers proportionnels aux emplois qu'ils créeraient pour lancer des activités nouvelles. Les contrats de salaires, pour les employés passant d'une entreprise à une autre, seraient développés pour favoriser la mobilité. Pour éviter que certains chômeurs ne refusent certains travaux qui leur rapportent moins que l'indemnité de chômage, l'UNEDIC pourrait leur verser le complément.

Dans l'ensemble, qui serait négocié entre les participants sociaux, il s'agirait de retrouver la capacité des entreprises et des salariés à s'adapter, et leurs motivations pour le faire. Cela supposerait une certaine restauration des capacités de financement des entreprises, dont l'extrême prudence s'explique actuellement par leur surendettement. Entreprise et Progrès préconise pour cela : « Non seulement une réévaluation des bilans une fois pour toutes, mais le remplacement de la comptabilité fiscale actuelle par une vraie comptabilité économique », des encouragements à l'épargne investie, surtout dans les petites et moyennes entreprises, et, éventuellement, l'adoption en France du système américain du « carry back », qui permet à l'entreprise, en cas de pertes, de récupérer une partie des impôts payés les années précédentes, afin de reconstituer ses fonds propres. C'est sans doute trop demander.

JACQUELINE GRAPIN.

LES PAYS OCCIDENTAUX A LA RECHERCHE

Le gouvernement français mobilise ministres et hauts fonctionnaires

L'Etat possède des moyens considérables d'intervention par les prêts et subventions qu'il accorde et par l'ajustement des marchés publics, mais les délais sont longs et le souci de créer rapidement des emplois nouveaux n'apparaît pas toujours. Par la création de comités départementaux, sous l'autorité du préfet et d'un comité national, baptisé officiellement « comité de salut public pour l'emploi », le gouvernement affirme vouloir mobiliser tous ses moyens et bouleverser les procédures. La réunion à Mâcon de préfets, jeudi 4 mars, avait pour but non pas de lancer des directives

précises, mais au contraire de donner carte blanche aux représentants gouvernementaux et hauts fonctionnaires qui seront « personnellement » responsables. Le nouveau dispositif, qui devrait être temporaire, doit être complété, fin mars, par des mesures plus concrètes : réforme des aides de la délégation à l'aménagement du territoire, programme permettant le développement de la petite et moyenne industrie et définition d'un nouveau régime de contrats emploi-formation pour les jeunes.

En décidant de donner la priorité à la création d'emplois au moment

où un rapport de l'O.C.D.E. prévoit une nouvelle aggravation du chômage en France, cette année, le gouvernement reconnaît implicitement les insuffisances de la politique défensive qu'il a jusqu'à présent privilégiée.

Le « nouveau dispositif d'intervention en matière d'emploi » a pour objectif de « lever les obstacles matériels aux créations d'emplois, éviter tout délai dans l'utilisation des procédures existantes, proposer au gouvernement tous les assouplissements possibles en matière de réglementation ».

UN COMITE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI sera créé dans chaque département. Présidé par le préfet, il comprendra les principaux directeurs et chefs de service dans les domaines financiers, économiques et sociaux.

Ces personnes seront nommément désignées et ne pourront pas se faire représenter. Elles devront examiner ensemble tous les dossiers de création d'emplois soumis à leur service

et prendre des décisions pour faciliter leur aboutissement. Il n'est pas exclu que les collectivités locales et régionales puissent leur soumettre des projets, comme l'a déjà suggéré M. Edgar Faure, ou comme cela existe, sous une forme beaucoup plus décentralisée, au Canada.

UN COMITE INTERMINISTRIEL POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI (CIPE), qui se réunira chaque semaine, devra examiner les projets que les comités départementaux ne peuvent pas faire aboutir, ainsi que les dossiers d'importance nationale. Ce comité qui, par délégation, aura un large pouvoir de décision, réunira, à titre personnel et sans possibilité de se faire représenter, le ministre de l'économie et des finances, le ministre du travail, ainsi que des hauts fonctionnaires.

En plus, « des moyens traditionnels », le comité « disposera d'une enveloppe propre de crédits budgétaires et de prêts du Fonds de développement économique et social » (50 millions de francs).

L'O.C.D.E. : le chômage va continuer d'augmenter

« La situation du marché du travail pourrait continuer à se dégrader, mais d'une façon plus modérée qu'en 1975. A la fin de 1976, le nombre de demandes d'emploi non satisfaites pourrait se situer autour d'un million deux cent mille », écrivent les experts de l'O.C.D.E. dans l'analyse qu'ils viennent de consacrer à la situation économique en France. « On assisterait, en 1976, à une croissance modérée (+ 3 % pour la production intérieure brute en volume, contre + 2 % en 1975). Mais le taux de croissance continuerait à un essoufflement de la reprise dans le courant de 1976. Aussi bien, il paraît peu vraisemblable que la reprise se poursuive durablement ».

EXPORTATIONS. — « L'activité économique mondiale et les échanges commerciaux seront en reprise en 1976. Cette reprise sera toutefois graduée et modérée, et de ce fait les exportations ne constitueront qu'un stimulant modeste de la croissance en France. (...) Compte tenu de la faiblesse actuelle des commandes en provenance de l'étranger et sur la base des perspectives du commerce mondial, la tendance au léger déclin des exportations constatée depuis le début de l'année 1975 pourrait se poursuivre dans les mois qui viennent. L'évolution des prix intérieurs ne permettra vraisemblablement pas de gains impor-

nants de parts de marché en 1976, et au total les exportations de biens et services pourraient s'accroître de 2,8 % environ en volume ».

Pour l'ensemble de l'année 1976, l'investissement serait en quasi-stagnation par rapport à son niveau de 1975, ce mouvement d'ensemble recouvrant la poursuite du recul, en termes annuels, de l'investissement productif privé, une très légère reprise dans la construction résidentielle et une expansion soutenue de l'investissement public ».

CONSUMMATION. — « La consommation des ménages a continué en 1975 un facteur de soutien de l'activité. On a prévu qu'en 1976 le rythme de progression annuel serait du même ordre que celui de 1975. Cette croissance modérée résulterait de plusieurs facteurs, notamment de la progression du revenu disponible réel qui pourrait se maintenir par rapport à 1975 en raison, dans le cadre de la politique économique actuelle, d'une progression plus rapide des impôts directs. Les prix de détail continueraient d'augmenter rapidement, notamment à cause des produits alimentaires. En moyenne annuelle (1976 comparé dans son ensemble à 1975), la hausse serait de 10,2 % contre 11,5 % en 1975. La balance commerciale serait déficitaire de 1,8 milliard de francs et la balance des paiements courants de 15 milliards de francs ».



(Dessin de KONE.)

Quand vous arriverez au bureau d'accueil des «Manoirs», demandez à être reçu par M. Houchouet et Bordeaux. Si vous ne pouvez venir, retournez-nous ce bon, nous vous ferons parvenir une documentation.

Nom _____

Profession _____

Adresse _____

Tél. _____

A renvoyer à
Jacques Ribourel
120 Champs-Élysées
75008 Paris

M 2

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

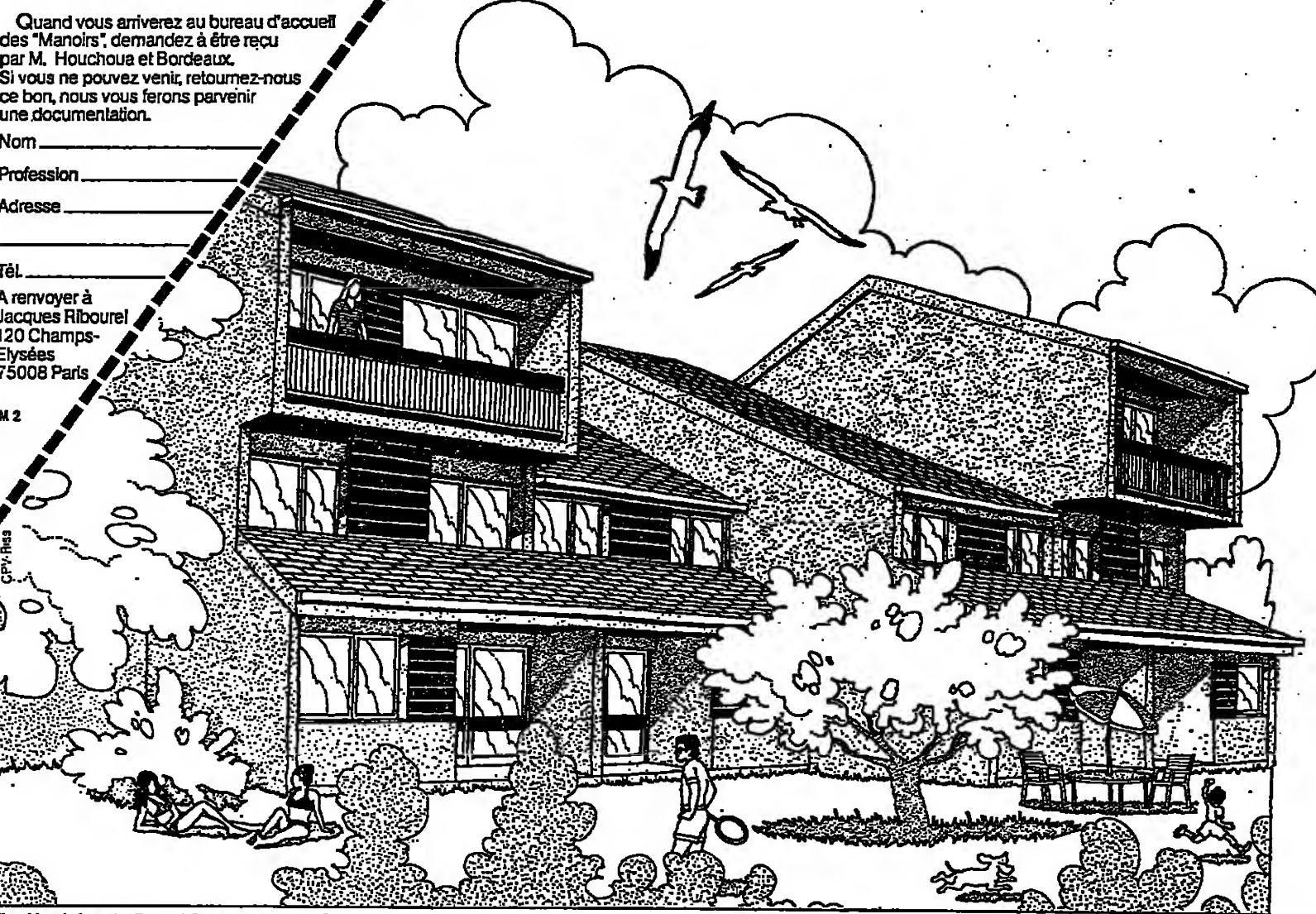
CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114



«Les Manoirs» rue des Terras à Courseulles sur Mer, Calvados.

Dessin d'architecte

Aux Manoirs de Courseulles
petits immeubles de 2 étages, les 2 pièces sont au rez de chaussée, les duplex aux 1^{er} et 2^e

L'assurance calme

Ennemi des grands ensembles monoblocs, Jacques Ribourel a pensé à ceux qui n'aiment pas passer leurs vacances les uns sur les autres. Il a réalisé des résidences avec un rez-de-chaussée et deux étages («Les Manoirs» à Courseulles), ou à 4 ou 5 niveaux seulement («L'Essentage» à Honfleur).

Normand toujours

Jacques Ribourel met toute sa passion et tout son savoir-faire pour respecter le style du

pays, voire le rénover. Il ne choisit que des matériaux nobles : la pierre et le chêne, l'ardoise, la tuile et la brique. Ses réalisations ont toutes un cachet architectural qui les distingue des autres.

La Normandie à deux heures de la capitale.

Par l'autoroute prolongée jusqu'à Caen en 1976 (sortie à Dozulé et à Pont l'Évêque) et le turbo-train (départ gare St-Lazare).

Les résidences Jacques Ribourel ne sont qu'à 200-250 kilomètres de la capitale.

Propriétaire avec 5% comptant à 250 km de Paris

Il suffit d'un petit 5% à la réservation pour accéder, en douceur, à la propriété : ensuite Jacques Ribourel vous laisse payer 15% en 2 ans... Et il vous fait bénéficier d'un crédit bancaire de 80% sur 18 ans ! c'est la triple facilité Jacques Ribourel qui vous permet de voir plus grand et plus loin.

“En vacances,
on apprécie
le calme
des petits
immeubles”

Ribourel.



la Normandie
vous est présentée
120 Champs Élysées
Paris 8^e 256 0090
— métro et parking George V —

La qualité Jacques Ribourel sous contrat prix bloqué. La qualité Jacques Ribourel

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

D'UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'EMPLOI

Vingt-quatre ministres du travail de l'O.C.D.E. réunis à Paris

Pour la première fois dans l'histoire de l'O.C.D.E., les ministres du travail de vingt-quatre pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques se réunissent à Paris pour échanger leur expérience et tenter d'harmoniser leur politique dans le domaine de l'emploi. La brusque et importante montée du chômage et surtout les prévisions selon lesquelles la croissance et le jeu de l'économie libérale ne pourront plus à elles seules résorber le sous-emploi sont à l'origine de cette rencontre. A la

politique défensive qui consiste à colmater les brèches et à éviter la colère des chômeurs s'ajoute ici et là une politique plus active mais aussi plus dirigiste. « Mais l'objectif du plein emploi ne doit pas se traduire seulement par une diminution du chômage », a déclaré M. Durand dans son discours d'ouverture. Il doit tendre vers un équilibre à la fois quantitatif et qualitatif, collectif et individuel. Dans le vaste catalogue de mesures

proposées à la réflexion des ministres figure, outre l'allègement des coûts salariaux des entreprises, le renforcement de la formation et l'accroissement des emplois dans le secteur public, un instrument nouveau : la mise en place de projets d'emploi des chômeurs financés par les collectivités locales afin de satisfaire de nouveaux besoins sociaux. Des expériences originales ont été tentées au Canada dont les pouvoirs publics français voudraient s'inspirer.

Une expérience originale au Canada

De notre envoyé spécial

Montréal. — Jolie des enfants, la neige, qui recouvre des monts durant une vaste étendue de l'Amérique du Nord, est aussi un fleau pour des dizaines de milliers de Canadiens : une partie de l'économie est paralysée, et le chômage, déjà important, subit une brusque poussée saisonnière. Mais, depuis 1971, de nombreux chômeurs retrouvent une activité temporaire et rémunérée au service de la communauté. Mieux, le chômeur — de sa propre initiative ou avec l'appui d'associations ou d'une municipalité (1) — peut présenter un projet de travail collectif et, s'il est accepté, le réaliser lui-même jusqu'à son terme.

L'inactif, devenu promoteur et employé, reçoit de l'État un budget et le gère ; il embauche, dirige, exécute. Certains ont construit des kilomètres de piste pour moto-neige ou des patinoires, des centres communautaires, des salles paroissiales, d'autres ont fabriqué des jouets, d'autres encore transportent des vieillards au théâtre, préparent des repas pour les personnes âgées et isolées, conseillent des locataires, ravivent des sites historiques, ou organisent des campagnes de sensibilisation contre la drogue, la pollution ou pour les coopératives. « Dites-nous ce que vous voulez faire, et si cela rend service à la communauté, nous concurrençons les organismes ou institutions existantes, ne répond pas au jeu normal du marché, nous vous verserons des subventions pour réaliser votre projet », tel est le résumé que nous a fait un dirigeant québécois de Programme d'initiatives locales (ou L.I.P. en anglais) que

le gouvernement d'Ottawa a lancé en 1971 et qu'il reprend chaque année. Pour obtenir la manne gouvernementale, le candidat doit respecter une série de conditions : présenter un projet à but non lucratif qui ne fasse pas concurrence au secteur privé, mais bénéficie à la communauté et crée un nombre minimum de soixante semaines homme-travail. Autre condition : pouvoir réaliser le projet en quatre semaines au maximum et satisfaire complètement le « besoin », à moins qu'un relais financier ait déjà été trouvé pour prolonger l'expérience. Une fois le projet accepté par une commission locale désignée par le député, le promoteur reçoit une subvention — au maximum 100 000 dollars (1), dont 80 % doivent servir à recruter des chômeurs par l'intermédiaire des agences pour l'emploi, et à les rémunérer par un salaire inférieur aux rémunérations moyennes (125 dollars par semaine environ, 155 dollars au maximum). L'objectif est de faire « marcher les caractéristiques plus que les muscles », en limitant, sans aide supplémentaire et locale, l'utilisation de matériaux et de machines. Le succès de cette formule ne s'est pas fait attendre, puisque chaque année ont été présentés dix mille à quinze mille projets — parfois extravagants, tel celui de créer un « bordel ambulatoire », parfois contestataires, tels ceux qui tendaient à appuyer des mouvements gauchistes ou favorables à l'indépendance du Québec.

Des difficultés de rémunération

Trois mille à six mille projets ont été acceptés chaque année ; ils ont procuré trente mille à quatre-vingt-dix mille emplois durant quatre à six mois, et ont coûté à l'État 73 à 215 millions de dollars ; après une croissance rapide en 1971-1972 et 1972-1973, le P.I.L. a régressé pour des raisons tant économiques (chômage moins important) que politiques (nécessité de réduire et de revoir la procédure) avant de progresser à nouveau cette année ; initialement évalué à 150 millions de dollars pour l'hiver prochain, le budget 1976-1977 sera réduit du tiers, car le gouvernement a décidé de diminuer les dépenses de l'État et de donner aussi la priorité à la lutte contre l'inflation. Cette action, non négligeable même si elle demeure marginale dans le domaine de l'emploi, est-elle néanmoins bénéfique tant pour les chômeurs que pour la communauté ? Selon des sondages, l'opinion publique se déclare satisfaite et les études démontrent qu'au moins 70 % des initiatives n'auraient pu être menées à leur fin sans les subventions de l'État ; en dépit du caractère saisonnier de ce programme, près du quart des projets se poursuivent au-delà de la durée prévue avec l'appui financier de l'État et un autre

quart des projets se prolongent grâce à des aides extérieures. Devant le succès de la formule, l'État a également lancé d'autres systèmes, dont l'un consiste à faciliter la création d'entreprises traditionnelles, l'autre à subventionner des firmes offrant des emplois à des handicapés, ces derniers devant être actionnaires de la société (3). Les emplois créés par le P.I.L. ont profité dans plus de 75 % des cas à des travailleurs sans emploi (chômeurs secourus, assistés sociaux et handicapés, retraités et femmes au foyer) (4). Ce travail saisonnier et original qu'offre

(1) Les projets émanent pour 27 à 30 % d'organismes publics, la majorité des initiatives provenant d'associations, de groupements sportifs, culturels et de particuliers. Groupes d'activités : construction (45,8 %), arts et sports (9,1 %), arts et culture (8,7 %), éducation (7,6 %), services sociaux (22,2 %), sports et loisirs (7,1 %), recherche (4,5 %).
(2) 1 dollar canadien = 4,55 francs.
(3) Il s'agit du projet d'aide à la création locale d'emploi (P.A.C.L.E.), vingt-six projets sont en cours de réalisation au Québec.
(4) Courbe de 1972-1973. La situation antérieure des travailleurs du P.I.L. était la suivante : emploi régulier à plein temps (14,2 %), emploi régulier à temps partiel (2,5 %), emploi mais mise à pied privée (11,2 %), chômeurs (62,5 %), au foyer (7,3 %), en retraite (10,5 %), étudiants (4,9 %), divers (8,7 %).

AFFAIRES

Le groupe Sacilor-Sollac annonce une relance de ses investissements en Lorraine

De notre correspondant

Metz. — M. Jean Gandois, président-directeur général de Sacilor-Sollac, a annoncé, mercredi 3 mars, à Hayange, que le groupe sidérurgique lorrain, qu'il dirige, investirait 1,5 à 2 milliards de francs, au cours des trois à quatre années à venir.

L'élément essentiel de ce programme d'investissement est la construction d'une nouvelle aciérie à oxygène à Sollac-Sérémange, d'une capacité de 2,2 millions de tonnes, dont le coût prévisible est de 625 millions de francs. Cette aciérie, qui sera mise en service au cours du deuxième semestre 1978, comprendra notamment deux convertisseurs de 220 tonnes chacun ; dès les années 80, elle devra être complétée par une troisième aciérie. La construction d'un troisième convertisseur de 220 tonnes et, enfin, l'amélioration du train à chaud. « Si nous pouvons réaliser ce programme, Sollac aura des performances techniques comparables à celles des aciéries modernes », estime M. Jean Gandois. Cet accroissement de productivité se traduira toutefois par une baisse des effectifs de l'ordre de six cents personnes environ.

Bien évidemment, le lancement de tous ces investissements se fait grâce à une aide de l'État. La construction de la nouvelle aciérie est une opération qui a été jugée prioritaire dans le cadre du plan de relance du gouvernement et bénéficiera donc de prêts du FDES (Fonds de développement économique et social). Ces prêts, attendus depuis plus de six mois, devraient être prochainement notifiés. La sidérurgie lorraine obtiendrait environ 750 millions de francs et le même volume devrait être accordé à la sidérurgie du Nord.

Cette participation de l'État est minoritaire, mais détermi-

nante sur le plan psychologique », a déclaré M. Jean Gandois, qui estime que le lancement de ce programme d'investissement « est un acte de foi de la sidérurgie lorraine, acte partagé par les pouvoirs publics ». En Lorraine, l'annonce du lancement du programme d'investissements sur Sollac a provoqué un réel soulagement. Le patronat de la transformation des métaux, secteur dont la majorité des entreprises réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires avec la sidérurgie, ou grâce à celle-ci, ne cache pas sa satisfaction. La baisse d'activité de Sacilor-Sollac avait en effet provoqué une chute sans précédent des commandes et engendré des situations très difficiles sur le plan de l'emploi, en Moselle notamment.

La décision prise par les dirigeants du groupe semble également marquer un tournant dans la stratégie de Sacilor-Sollac, qui veut s'intégrer encore plus dans le tissu industriel de cette région. « Nous intensifierons notre politique régionale d'approvisionnement et de travaux », a déclaré M. Jean Gandois, qui entend mener une action d'industrialisation en coordination avec les pouvoirs publics. Cette orientation est très nettement différente de celle qui avait été prise au cours des années 70, alors que le groupe était dirigé par M. Louis Dhermy, et sa conséquence la plus visible est la mise en sommeil des projets d'extension concernant Solmer.

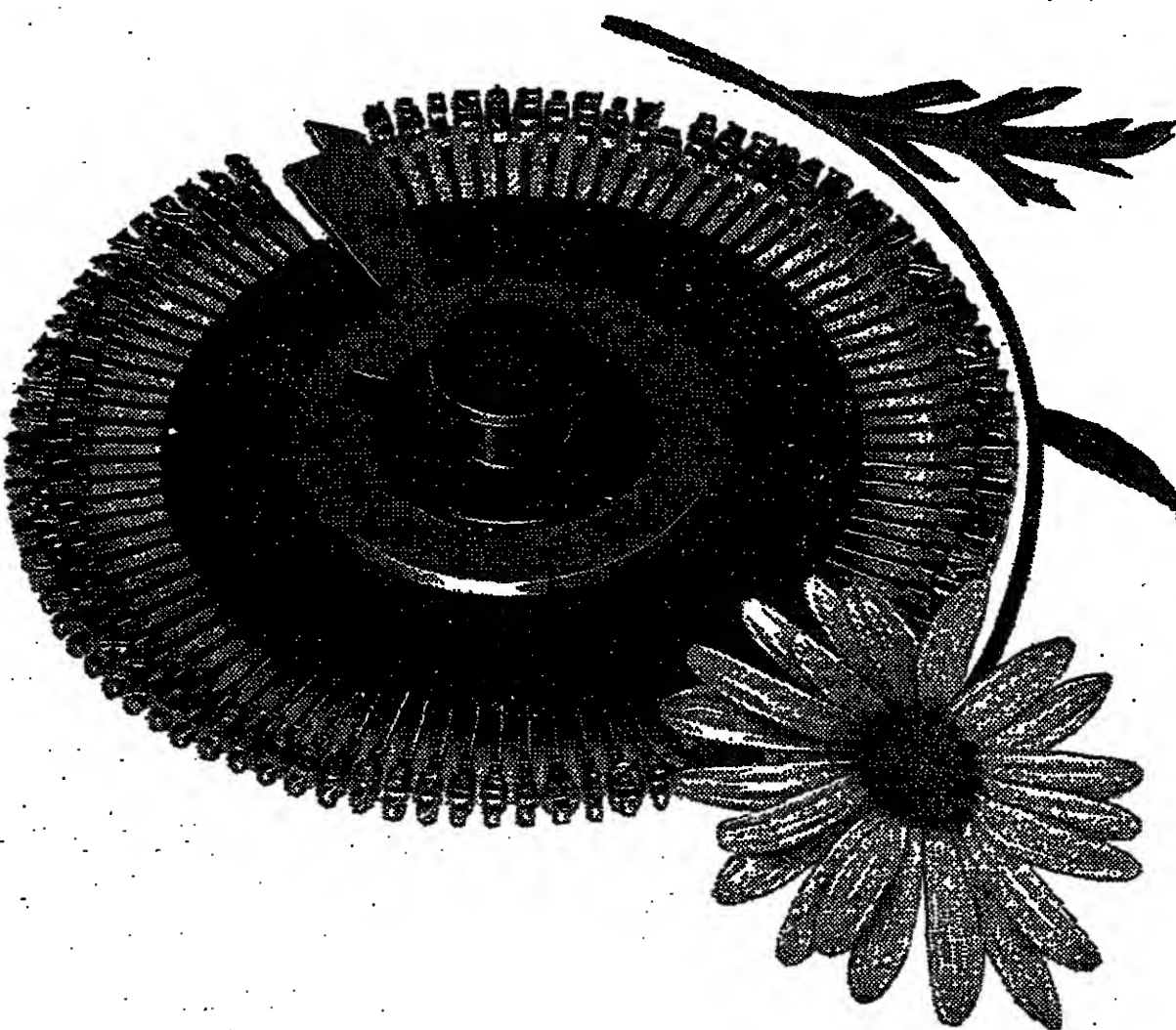
JEAN-CHARLES BOURDIER.

Maintenant, les marguerites frappent.



La Marguerite c'est le surnom de la Xerox 800, la première machine à écrire à mémoire de Rank Xerox. C'est aussi un système de frappe révolutionnaire. Machine de traitement de textes, la Xerox 800 permet rapidement de corriger, modifier, retrancher, intercaler, etc. Elle frappe les tableaux, met en page, justifie, souligne... bref, facilite la vie de votre secrétaire. Quelle que soit son utilisation, la

Xerox 800 se caractérise toujours par une grande simplicité d'emploi. Une équipe Rank Xerox : ingénieur de vente, analyste, assistante-clientèle, est à votre disposition pour vous aider à en découvrir toutes les possibilités. Rapidité, souplesse, simplicité, décidément la Xerox 800 est bien une Rank Xerox. Pour tout renseignement : Rank Xerox Tour Horizon, 52 Quai National - 92800 Puteaux. Tél. : 776.43.24 - Poste 3770.



RANK XEROX

S. T. E. G.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (S.T.E.G.) est sur le point de lancer un appel d'offres international en vue de passer commande pour la fourniture, le transport, le montage et la mise en service industriel d'une centrale hydroélectrique d'une puissance de l'ordre de 30 MW, implantée à Sidi Salem dans la région de Testour.

Les constructeurs désireux de soumissionner peuvent retirer les dossiers d'appel d'offres au siège social de la S.T.E.G. (Département de l'Équipement, 38, rue Kmal-Ataturk, Tunis-TUNISIE) ou se les faire adresser moyennant le versement de 100 (cent) dinars tunisiens ou leur contre-valeur en monnaie étrangère, à partir du 15 mars 1976.

L'ouverture des plis est prévue pour le 16 juin 1976.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

APRÈS LES INCIDENTS DE NARBONNE

Le Comité d'action vinicole appelle à une large mobilisation des viticulteurs du Midi

Perceptions plastifiées, gares sacrifiées, péages d'autoroutes endommagés, barrages routiers. La violence vigneronne s'est une nouvelle fois déchaînée, mercredi 3 mars, dans l'Aude et l'Hérault.

Tout a commencé après que la police de Montpellier eût appréhendé mercredi, dans le courant de l'après-midi, deux viticulteurs audois, MM. Michel Olive et Salvador Doumenge, qui ont été transférés à Lyon ainsi que trois conducteurs de cars libérés jeudi matin — qui auraient participé au commando contre les établissements vinicoles Ramel de Maximal (Ain) (Le Monde du 3 mars).

Le capitaine de gendarmerie de Narbonne, M. Guérin, se rend alors au siège de l'Union générale des viticulteurs pour s'entretenir avec les responsables viticoles de la situation créée par ces interpellations. Il est retenu en otage. Les vigneronnes entendent négocier la libération de l'officier de gendarmerie contre l'arrestation de viticulteurs interpellés. A 20 h 30, M. André Cases, l'un

des principaux responsables du Comité d'action vinicole de l'Aude (Le Monde du 8 janvier 1976), pose un ultimatum : libération immédiate des deux vigneronnes, fin de quoi nous passerons à l'agression.

La « mobilisation » commence par téléphone. Dès 21 heures, quelques deux cents viticulteurs se rassemblent devant l'immeuble où est retenu le capitaine de gendarmerie. M. Guérin est libéré quelques minutes plus tard. Toutefois, selon le communiqué d'un responsable vigneron : « Les gens étaient surexcités et la nuit a été terrible ».

Le lendemain est loti : plusieurs affrontements avec les forces de police dans Narbonne, un journaliste blessé, six perceptions saquées, pillées ou incendiées, une agence du Crédit agricole attaquée, les gares de Lézignan et de Narbonne envahies par les manifestants, le trafic ferroviaire interrompu, l'explosion de plusieurs bombes, un péage de l'autoroute A 9 gravement endommagé. Enfin, la station internationale du réseau hertzien, national et international, de Narbonne, a été plastiquée. Les dégâts seraient comparables, selon l'U.D.V., à ceux qui résulteraient de l'attentat de Roc Trédudon, en Bretagne, commis en février 1974. Cette station automatique de Narbonne sert notamment de relais avec l'Algérie. Sa mise hors service prive de télévision — et même d'émissions radio en modulation de fréquence — les habitants des régions de Perpignan et de Montpellier.

Dans l'Hérault, des barrages de routes à Bessan, à Montagnac, autour de Montpellier, de Béziers et de Sète, des pneus enflammés à Vézignan.

Le calme n'est revenu que ce jeudi vers 4 heures du matin. Au cours de la soirée, plusieurs interventions ont été faites par des « gens de bien ».

Reste que les vigneronnes du Midi n'ont pas désarmé. Le Comité régional d'action vinicole devait se réunir ce jeudi 4 mars en fin de matinée à Montpellier pour déterminer les suites à donner à l'action. L'un des responsables viticoles nous laissait entendre que « l'opération pourrait être extrêmement violente ». D'ailleurs, rendez-vous a été fixé aux viticulteurs audois et héraultais devant le siège de la Confédération nationale des viticulteurs du Midi, « vires au sud » et avec « le matériel nécessaire pour être efficace », c'est-à-dire des pelles, pioches, et même fusils.

LE MIDI EN ÉBULLITION

(Suite de la première page.)

« Notre violence réplique à la violence économique de ceux qui veulent nous ruiner », disent les vigneronnes, pour justifier de tels actes.

Certes, les négociants ont au cours de ces derniers mois joué la carte des importations, sans se soucier des conséquences pour les producteurs nationaux dont la distillation massive a été la seule bourse de sauvetage. Certes, la situation de nombreux vigneronnes reste précaire dans l'attente des décisions européennes qui permettront la mise en place d'un « Office des vins de table. Depuis la journée « ville morte » du 7 février, organisée dans le calme, la voie de la violence semblait avoir été abandonnée, mais le feu couvait sous la braise : les vigneronnes ont en main des fusils chargés, des bombes amorcées. Certains assurent : « Il y aura des morts ».

Faut-il que comme en Corse l'été dernier, l'on en arrive à de tels excès parce que deux vigneronnes ont été incarcérées pour vandalisme ? De Paris cela paraît impensable, car cette violence désemparée, irraisonnée, est une arme qui se retournera fatalement contre ses auteurs. La cause des viticulteurs n'a rien à gagner à une guérilla régionale.

Toutefois, n'est-ce pas parce que, dans la capitale, on a pris trop à la légère des Mémorandum aux nœuds d'époque que ces derniers, les d'avoir tant attendu, se déchaînent aujourd'hui ?

ALAIN GIRAUDO.

HABITAT

Le Conseil de planification examine les orientations de la nouvelle politique du logement

Ce jeudi matin 4 mars s'est réuni à l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, le premier conseil central de planification consacré à la définition des grandes orientations d'une nouvelle politique du logement. Y ont assisté MM. Chirac, premier ministre ; Galley, ministre de

l'équipement ; Barrot, secrétaire d'État au logement ; Fourcade, ministre de l'économie et des finances ; Barre, ministre du commerce extérieur (qui avait présidé la commission chargée du rapport sur la réforme du financement du logement), et Ripert, commissaire général au Plan.

Les travaux du comité de l'habitat du VII^e Plan, une base de réflexion avant le choix. Et il est logique que l'on s'en tienne, au cours de la réunion de ce jeudi, à de grandes orientations et au lancement d'études plus affinées.

Trois directions

Une sorte de consensus s'était dégagé parmi les experts interrogés sur trois directions : aider à une aide personnelle mieux adaptée et plus importante que l'actuelle allocation - logement ; sauvegarder l'habitat ancien et revitaliser les centres des villes ; option pour un habitat de qualité, plus coûteux dans l'immédiat, mais moins onéreux à l'usage, et générateur de mieux-être. L'accord s'est aussi fait pour éviter à un appareil de production fragile par deux décennies d'empêcher suivies de deux années de crise des à-coups dangereux.

La mise en œuvre de ces choix se heurte à toute une série de difficultés : financières, administratives, politiques.

La tâche qui attend le gouvernement est donc à la fois lourde et délicate, techniquement, socialement, politiquement. Le président de la République en a conscience, puisqu'il attendra trois

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	4 5/8	5 5/8	3
1 mois	5 1/8	5 3/8	3 3/8
3 mois	5 1/2	5 1/2	3 1/2
6 mois	5 1/4	5 1/4	3 1/4

A BRUXELLES

Les positions sur le dossier du vin restent très éloignées

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'agriculture des Neuf ont repris leurs travaux jeudi 4 mars avec l'intention de parvenir à une conclusion avant le lendemain matin. Conformément au scénario habituel, M. Lardinois, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, devait présenter dans le courant de la journée un projet de compromis couvrant l'ensemble du dossier. Le chemin à parcourir avant de parvenir à un accord est encore semé de multiples embûches, notamment le dossier viticole.

Les ministres se sont saisis, lundi soir, du rapport établi par le groupe de travail auquel ils avaient confié le dossier du vin pour constater que les positions en présence restent très éloignées. Le problème le plus difficile demeure celui de la maîtrise des échanges franco-italiens. Les principaux protagonistes — la France, l'Italie et la Commission — sont d'accord pour considérer que le moyen le plus sûr consisterait à susciter un relèvement sensible des prix du marché en Italie. Pour ce faire, M. Lardinois avait proposé que le Fonds européen (le FEOGA) finance une nouvelle opération de distillation durant quatre semaines.

M. Bonnet a estimé que ce serait là un effort désastreux. M. Lardinois a alors proposé huit semaines pour permettre de distiller environ 2 millions d'hectolitres. Appuyé dans son diagnostic par M. Marcora, le ministre français a, encore une fois, expliqué que ce ne serait pas suffisant : selon eux, la distillation devrait atteindre au moins 4 millions d'hectolitres. Toutefois, les pays non producteurs ne tiennent pas à s'engager, comme l'en passe dans la voie de distillation massive, très coûteuse pour le FEOGA.

Sur cette querelle du vin est venue se greffer une nouvelle difficulté. Les Italiens, dont la monnaie n'est sérieusement dépréciée depuis le 21 janvier, demandent au conseil d'en tirer les conséquences, autrement dit, de décider de « dévaluer la lire verte » de 6 %. Une telle opération, parfaitement conforme à la règle communautaire, aurait comme résultat une augmentation de 6 % des prix agricoles européens libérés en lire et, en contrepartie, une réduction également de 6 % des montants compensatoires appliqués en Italie pour annuler les effets des variations de change. Ces montants compensatoires jouent pour l'Italie comme une subvention des importations et une taxe sur les exportations. La lire verte a déjà été ainsi dévaluée à plusieurs reprises. Or l'expérience a montré que les cours

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT 1976 CHARBONNAGES DE FRANCE

500 000 OBLIGATIONS DE 1 000 F garanties par l'Etat

10,20 %

émises et remboursables au pair amortissement en six séries égales à la fin des 3^e, 6^e, 9^e, 12^e, 15^e et 18^e années

date de jouissance : 12 Mars 1976

taux de rendement actuariel brut :

10,15 %

ROTHSCHILD - EXPANSION

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires de Rothschild-Expansion sont convoqués en assemblée générale ordinaire le 22 mars 1976, à 11 h., à l'hôtel R.M.M. Saint-Jacques, 17, boulevard Saint-Jacques, Paris (14^e).

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir se munir d'une carte d'admission qu'ils peuvent obtenir sur simple demande à la Banque Rothschild, 21, rue Laffitte, 75008 Paris.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.



11, RUE DE TILSITT
PLACE DE L'ÉTOILE

IMMEUBLE
GRAND LUXE
A LOUER
POUR AMBASSADE
BANQUE
GRANDE ADMINISTRATION

S'ADRESSER A M. BING
9, ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES
PARIS (8^e) - TEL 359-14-70

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 1232

Lancé par la République de Côte-d'Ivoire pour un projet partiellement financé par la Communauté économique européenne et le Fonds européen de développement. Projet : 231-006-23 - Convention (financement n° 622/C.I.P.).

Participation :

Est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques ou morales, ressortissant d'un Etat membre signataire des Conventions de l'Union ou d'un Etat pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté économique européenne.

OBJET : — Extension adduction d'eau ville de KOROHO, Côte-d'Ivoire.

Les travaux sont répartis dans les deux lots ci-après :
LOT N° 1. — Travaux de génie civil et électromécaniques pour tout de prise station de traitement et pompage de débit nominal 120 m³/h.
LOT N° 2. — 1^{er} sous-lot : fourniture 11.900 m. fonte, dans 150 à 300 : 22.210 m. PVC, diam. 30/33 et diam. 36/410 ; 2^e sous-lot : transport pose canalisation ci-dessus.
Délai d'exécution : 12 mois maximum.

Présentation des soumissions

Les soumissions en langue française en trois exemplaires doivent parvenir par pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu à M. le Directeur du Service Autonome de l'Hydraulique Humaine, au plus tard le 23 mai à 15 heures GMT.

Ouverture des offres — non publique — aura lieu le 24 mai 1976 à 15 heures (heure locale) à ABIDJAN, salle du Service Autonome de l'Hydraulique.

Achat du dossier : le dossier d'appel d'offres rédigé en langue française peut être obtenu sur demande adressée à M. le Directeur du Service Autonome de l'Hydraulique Humaine, P.O. Box 231, ABIDJAN, C.I.P. contre chèque de banque de 30.000 F CFA ou 52.000 francs, 350 DM, 800 FF, 3.300 FB/100, 380 F.I.

Consultation du dossier d'appel d'offres

- 1) S.A.E. ABIDJAN (R.C.I.) ;
 - 2) Représentation de la République de Côte-d'Ivoire auprès des Communautés européennes, av. Franklin-Roosevelt, 234 - B. 1050, BRUXELLES ;
 - 3) Commission des Communautés européennes, Direction Générale du Développement, rue de la Loi, 300 B. 1049, BRUXELLES ;
 - 4) Service d'information des Communautés européennes, D. 33, BONN, Zeltmanstrasse 22, LA HAYE, Lange Voorhout 23, LUXEMBOURG, Centre Européen ;
- FRANCE, PARIS CEDEX 16, r. des Belles-Feuilles ; ITALIE, 00187 ROMA, via Poli 28.

UNILEVER EN 1975

Les ventes ont augmenté de 8 % pour atteindre 37 milliards de francs, dont 10 milliards pour le quatrième trimestre, soit 7 % en plus.

Les bénéfices d'exploitation sont en baisse de 5 % et s'élevaient à 2 800 millions de francs, dont 620 millions pour le quatrième trimestre, soit une augmentation de 46 %.

Les bénéfices revenant aux actionnaires ont baissé de 14 % pour l'année et s'élevaient à 770 millions de francs. Pour le quatrième trimestre ils sont de 220 millions, représentant une augmentation de 33 %.

Le redressement s'est poursuivi au quatrième trimestre. Bons résultats pour margarine, Bénédictus plus bas pour viande, produits chimiques, papier, plastiques et matériaux d'emballage. Excellent trimestre pour UAG International.

Pour l'année entière, bénéfices d'exploitation en Europe beaucoup plus faibles qu'en 1974. Mauvais résultats pour nos plants et nos crèmes glacées.

Aux Etats-Unis, bénéfices pour Lipton Inc. augmentés, mais résultats décevants chez Lever Brothers, Horn of Europe, bénéfices accrus.

Les ventes ont augmenté de 14 % le dividende final de 4,72 francs par action, portant le dividende total par action ordinaire à 7,45 francs, en augmentation de 55 %.

Les indications relatives à la mise en paiement du dividende seront données ultérieurement. Les comptes annuels de Unilever seront disponibles à partir du 21 avril prochain.

ROTHSCHILD - EXPANSION

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires de Rothschild-Expansion sont convoqués en assemblée générale ordinaire le 22 mars 1976, à 11 h., à l'hôtel R.M.M. Saint-Jacques, 17, boulevard Saint-Jacques, Paris (14^e).

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir se munir d'une carte d'admission qu'ils peuvent obtenir sur simple demande à la Banque Rothschild, 21, rue Laffitte, 75008 Paris.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

UNIBAIL

EXERCICE 1975

Le conseil d'administration s'est réuni le 2 mars 1976 et a arrêté les comptes de l'exercice.

Le total du bilan au 31 décembre s'élevait à 422,82 millions (contre 412,04 millions à la même date de l'année précédente).

Ce bilan comprend 409,88 millions (E.T.) d'immobilisations locatives ou de crédit-bail, à ce dernier chiffre, il convient d'ajouter les amortissements (32,34 millions) et les engagements (E.T.) figurant hors bilan, soit 411,7 millions, pour obtenir le volume total des opérations engagées : 821,58 millions contre 428,77 millions en 1974.

L'ensemble des recettes locatives E.T. s'est élevé à 61,31 millions, en progression de 31,1 % sur l'exercice précédent (46,22 millions). Dans ce total, les loyers de crédit-bail entrent pour 51,25 millions, les loyers d'immobilisations locatives pour 10,14 millions et les produits accessoires pour 0,12 million.

Après les dotations aux amortissements et provisions, qui s'élevaient à 14,53 millions (contre 8,63 millions en 1974), le bénéfice net de l'exercice atteint 15,28 millions contre 12,46 millions en 1974.

Le conseil a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale ordinaire la mise en distribution de 13 050 000 francs, correspondant à un dividende unitaire de 14,50 francs contre 11,30 francs au titre de l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires, qui aura lieu le 6 avril prochain à Paris, une répartition échelonnée de 0,90 dollar net par action, soit 9 % du capital en circulation de 8 200 000 dollars.

LATONIA INVESTMENT COMPANY, S.A.

Le bénéfice de l'exercice 1975, résultant des revenus, sous déduction des frais généraux, s'élevait à 488 094,00 dollars, contre 478 068,34 dollars pour 1974. Y compris le report de l'exercice précédent, d'autre part, le solde disponible du compte « plus-values » aux valeurs réelles s'élevait à 288 500 dollars, contre 270 000 dollars pour l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires, qui aura lieu le 6 avril prochain à Paris, une répartition échelonnée de 0,90 dollar net par action, soit 9 % du capital en circulation de 8 200 000 dollars.

SOCIÉTÉ ANONYME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Société anonyme

au capital de 73 778 700 F
Siège social : 40, av. de New-York, Paris (18^e).
Registre du commerce : Paris 55 B 0013.

Obligations convertibles 7 % octobre 1970 de 500 F nominal

AMORTISSEMENT DES OBLIGATIONS

Le troisième tirage au sort des obligations de l'emprunt convertible 7 % de 1970, destinées à être amorties entre le 1^{er} janvier 1975 et le 1^{er} janvier 1976, a été effectué le 5 novembre 1975.

Les obligations désignées par le sort pour être remboursées portent les numéros 29 484 à 39 820.

Ces obligations seront remboursées à partir du 1^{er} janvier 1976, après paiement du coupon attaché à l'exercice 1975, au prix de 500 F.

Remarque importante : Il est rappelé aux porteurs d'obligations sorties au tirage d'amortissement qu'ils conserveront, pendant les trois mois qui suivent la date fixée pour le remboursement des obligations amorties (soit du 1^{er} janvier au 31 mars 1976), la faculté de demander la conversion en actions de leurs obligations ainsi amorties.

Worms Investissement

Le conseil de Worms Investissement, après avoir approuvé les comptes de l'exercice 1975, propose à l'assemblée un dividende de 8,65 F contre 8,30 F pour l'exercice précédent.

Ce dividende sera assorti d'un crédit d'impôt de 2,97 F par action, le revenu global par action à 10,73 F.

A VOTRE SERVICE europcar 645.21.25

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
 - ALGERIE : trois « saboteurs » condamnés à mort.
 - SAHARA OCCIDENTAL : Hassan II veut promouvoir le développement de la nouvelle « province marocaine ».
3. EUROPE
 - U.R.S.S. : les députés du XXV^e congrès du P.C. approuvent le rapport de M. Kossyguine.
4. ASIE
 - INDE : l'ascension du fils de Mme Gandhi.
4. AMERIQUES
 - PROCHE-ORIENT
 - 6.8. POLITIQUE
 - La préparation des élections cantonales.
 - Les avertissements américains aux partis socialistes européens.
 - 9-10. EDUCATION
 - Les grèves universitaires s'étendent en province.
 - 11. SPORTS
 - FOOTBALL : la défaite de Saint-Etienne en Coupe d'Europe des clubs champions.
 - 11. FAITS DIVERS
 - Le meurtre du sorcier.
 - 12. JUSTICE
 - Les comités d'établissement peuvent organiser des réunions politiques dans leurs locaux.

LE MONDE DES LIVRES

PAGES 13 A 18

- Le feuillet de B. Pétrot-Dubouché : « Pétit de conscience », d'Octavio Paz.
- Littérature et critique : Portrait d'Albert Memmi.
- Peinture et critique : Bessant, Michel Bator.
- Essai sur l'Italie : Ombro traduite en français; Lumière sur Gramsci.
- Champions venus et corrigés : Shetlock Holmes pas mort; Mohammed Ali, le dinosaure missionnaire.
- 19. RELIGION
 - 19. AERONAUTIQUE
 - La direction de la SNIAS est organisée.
 - 19. DEFENSE
 - Nominations et promotions militaires.
 - 21 à 23. ARTS ET SPECTACLES
 - THEATRE : Dimanche à Strasbourg; Rosenkrantz et Guildenstern sont morts.
 - CINEMA : La meilleure façon de marcher, de Claude Miller.
 - 27. EQUIPEMENT ET REGIONS
 - A-PROPOS DE : les services sur l'autoroute.
 - 28 à 30. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 - EMPLOI : les pays occidentaux à la recherche d'une nouvelle politique.
 - HABITAT : le conseil de planification examine les orientations de la nouvelle politique du logement.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (23)
Annonces classées (24 à 26)
Aujourd'hui (27)
Bulletin d'information (28)
Journal officiel (29)
Journal national (30)
Météorologie (31)
Mots croisés (32)
Bourses (33).

Rangiroa

Lagons éblouissants, fonds sous-marins, incomparables, végétation, exubérante, découverte en katus la vie d'un atoll préservé des touristes.
Prix 9 800 FF - 16 jours - 10 participants - 1^{er} départ 29 mai.
EXPLORATOR
16, place de la Madeleine
75008 Paris - Tél. 266.63.24
Documentation sur demande

CHEZ PHOTO-PLAT LE NEUF EST SOLDÉ JUSQU'A 50 %

Du 25 février au 10 mars, PHOTO-PLAT soldé avec des remises allant jusqu'à 50% des appareils neufs de démonstration ou de vitrines. Faibles des offres exceptionnelles sur des appareils photo, caméras, projecteurs, HIFI, Neuf, garantis, livrés en emballage d'origine. Lisez sur simple demande. Cédité (éventuellement 100%).
Stock Central PHOTO-PLAT
3739, rue La Fayette PARIS 9^e

LA COMMISSION SPECIALE SUR LES LIBERTES

M. Foyer (U.D.R.) s'étonne de l'état d'esprit religieux et décalé des députés communistes

La commission spéciale sur les libertés chargée d'examiner les textes présentés à ce sujet par la majorité, les députés socialistes et radicaux de gauche, et le groupe communiste, a poursuivi ses travaux mercredi 3 mars à l'Assemblée nationale avec la réunion de deux des cinq groupes de travail constitués le 11 février dernier. Si le groupe chargé d'étudier les libertés de la personne physique et de la vie privée s'est borné à organiser ses travaux, la réunion du groupe chargé d'examiner les dispositions relatives à l'expression a donné lieu à un débat « substantiel » au titre de M. Jean Foyer, rapporteur de la commission spéciale. Le député U.D.R. de Maine-et-Loire s'est déclaré étonné, après la réunion, de l'état d'esprit religieux, voire décalé, manifesté par les représentants communistes, qui ont fait preuve, en la matière, d'un libéralisme absolu.

Parmi les propos tenus par M. Pierre Juquin, député communiste de l'Essonne, M. Foyer a particulièrement relevé ses prises de position en faveur d'une liberté des cultes « sans limites » ; d'une révision du droit des congrégations ; d'une nouvelle définition, « plus libérale », de la laïcité et de la neutralité, « dont on a eu jusqu'à présent une conception trop étroite » ; de l'interdiction, à l'école, de toute espèce de prosélytisme, « les enseignants ne devant pas plus se livrer à la propagation du marxisme-léninisme que de professer de foi religieuse » ; de l'interdiction des édifices du culte ; de l'aide de

l'Etat pour la formation des ministres du culte ; d'une concertation avec les autorités ecclésiastiques. « Même au temps de sa splendeur le M.L.P. n'aurait jamais osé avancer le quart de ces propositions », a commenté l'ancien garde des sceaux, pour qui « les communistes sont constitués, selon le proverbe, qu'on prend plus de mouches avec du miel qu'avec du vinaigre ».

Relevant l'absence de représentants socialistes au déjeuner offert mercredi par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée et de la commission spéciale, M. Foyer a déclaré : « Cette opération sur les libertés ne semble pas plaire aux socialistes, alors que les communistes, eux, sont dans la jubilation. Ils ont un texte prêt et ne font pas mauvaise figure ».

« Nous sommes contents, de voir reconnaître M. Jack Rallite, député communiste de la Seine-Saint-Denis, dans les couloirs du Palais-Bourbon : notre projet est déterminant et l'ensemble des discussions tournent autour de nos propositions. » Quant à l'étonnement manifesté par M. Foyer, M. Rallite avait pas le compte prendre dans la mesure où les propos de M. Juquin sont l'exact reflet de la proposition de loi constitutionnelle du groupe communiste. « Nous tenons compte de la réalité telle qu'elle est, a précisé M. Rallite. La majorité, elle, a peur d'une Eglise qui bouge. Elle a peur de l'Etat décapité par la liberté de quelque nature qu'elle soit. »

PATRICK FRANCES.

Les sapeurs-pompiers professionnels manifestent pour l'amélioration de leurs conditions de travail

A l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., un millier de sapeurs-pompiers professionnels venus de nombreuses villes de France — à l'exception de Paris et Marseille, où les services d'incendie et de secours sont assurés par des militaires — se sont réunis, ce jeudi 4 mars, à 9 heures, devant le ministère de l'économie et des finances. En tenue de feu, casquée et triquise à la ceinture — ceux du Midi distribuant du mimosa aux passants, — ils voulaient attirer l'attention sur un représentant de l'administration pour exposer leurs revendications, qui portent sur les points suivants :

— Les conditions de travail, où aucun progrès n'a été enregistré depuis dix ans. Les horaires sont toujours de cent une heures par semaine.

— Le classement en catégories « insalubres », permettant d'abaisser l'âge de la retraite à cinquante ans (contre cinquante-cinq ans actuellement).

— La transformation de la commission nationale arbitrale, dans laquelle les représentants du personnel sont pour l'instant, désignés par l'administration et non pas élus et où ne figure aucun représentant des maires, qui sont pourtant les « employeurs » des sapeurs-pompiers.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

Après un refus initial de discuter avec des manifestants en uniforme, un fonctionnaire des finances acceptant de recevoir une délégation. Puis les sapeurs-pompiers se rendaient en cortège vers le ministère de l'intérieur, place Beauvau, où une autre délégation espérait être reçue en fin de matinée. Les organisateurs de la journée d'action entendaient également rencontrer les responsables de l'Association des maires de France. La manifestation de Paris n'a entraîné aucune perturbation dans le fonctionnement des services de secours, les sapeurs présents ayant tous pris sur leur temps de repos pour faire ce déplacement.

LES DECISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

Le report partiel d'impôts sur les bénéfices ramène de 16,7 à 12,8 milliards la somme qu'auront à payer les entreprises le 15 avril

Le conseil des ministres du mercredi 3 mars a décidé de reporter au 15 décembre le paiement de la moitié de l'acompte de l'impôt sur les sociétés que le plan de relance du 4 septembre dernier avait déjà reporté au 15 avril prochain. M. Fourcade avait pris cette décision de report pour mettre à l'aise la trésorerie des entreprises et relancer l'activité économique ; le paiement du troisième acompte 1975 (environ 5,6 milliards de francs) — dû en principe le 15 septembre — par les sociétés au titre de leurs bénéfices, avait été différé de sept mois.

Mais les experts du ministère de l'économie et des finances n'avaient, semble-t-il, pas prévu ce qui se passerait en avril 1976. Les entreprises, si le gouvernement ne venait pas corriger le tir, auraient dû payer en une seule fois 12 milliards de francs, soit environ 40 % du total annuel de l'impôt sur les sociétés : 5,6 milliards de francs (reportés de septembre 1975), plus 1,8 milliard (solde de l'exercice 1975), plus le premier acompte de l'impôt sur les bénéfices de 1976 : 4,6 milliards de francs. Cette forte ponction aurait beaucoup gêné les entreprises et freiné la reprise des affaires. La décision du conseil des ministres ramène la ponction du 15 avril à 9,2 milliards, ce qui sera encore considérable.

La maladresse des experts du ministère de l'économie et des finances qui, se souciant de la fin de 1975, n'avaient, semble-t-il, pas pensé aux répercussions de leur décision sur le budget de 1976, est d'autant plus grave qu'elle ne se limitait pas au seul impôt sur les sociétés. En septembre, M. Fourcade avait, en faveur

des entreprises individuelles, un report d'impôt sur le revenu. Pour ces entreprises, le règlement d'impôt dû au titre des bénéfices commerciaux avait été reporté au 15 avril 1976. Les sommes dont le paiement était différé atteignaient 2,2 milliards de francs. Si le conseil des ministres n'avait pas décidé, cette fois, de réduire de moitié le premier acompte 1976, les entreprises individuelles auraient eu à payer en un mois 4,7 milliards de francs. Le tir étant rectifié, elles auront à verser le 15 avril la moitié de l'acompte différé de 1975 (1,1 milliard de francs), puis, le 15 mai, 2,5 milliards de francs au titre du deuxième acompte 1976. Soit en tout 3,6 milliards de francs.

Si l'on additionne cette somme (3,6 milliards de francs) avec les 9,2 milliards de francs prélevés au titre de l'impôt sur les sociétés, on voit qu'en quelques semaines 12,8 milliards de francs (au lieu de 16,7) vont passer des caisses des entreprises (grandes ou petites) dans les caisses de l'Etat. L'effet déflationniste est évident dans ce cas. — A. V.

Les grèves dans les secteurs public et nationalisé

UN TRAIN SUR DEUX SUR CERTAINES LIGNES DE BANLIEUE

Le mouvement de grève de la F.G.A.A.C. — agents de conduite autonomes de la S.N.C.F. — a commencé le mercredi 3 mars, à 20 heures, affectant les trains de banlieue et les trains omnibus dans certaines régions de province jusqu'au vendredi 5 mars. Selon la direction de la S.N.C.F., ce mouvement, qui a pour but de soutenir les revendications salariales et les classifications de cette catégorie d'agents, n'a pas eu d'incidence, jeudi matin, sur le réseau des grandes lignes. Des perturbations étaient néanmoins à prévoir sur les lignes de banlieue. Dans la banlieue parisienne, la grève n'affectait pas le trafic relatif aux gares du Nord et de Montparnasse. En revanche, les trains sur deux environ n'avaient pu être mis en marche.

Les cheminots C.G.T. ont, de leur côté, un préavis de grève du 8 au 13 mars pour la « revalorisation du métier de cheminot ». Dans la fonction publique, la huitième réunion, cet après-midi à Paris, a été présidée par M. de la Motte. Celle de la veille n'avait presque rien apporté.

En cas d'échec, la FEN et F.O. transformeront sans doute leur préavis de grève en ordre d'arrêt de travail pour le 9 mars. La consigne serait alors celle d'un ordre de grève généralisé dans la fonction publique. En effet, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont rencontré, le 3 mars, des représentants de F.O. et de la FEN pour leur proposer d'avancer au 9 mars les débrayages qu'ils avaient prévus pour le 10 mars, afin d'en faire une journée unitaire.

EXPLOSION DANS UNE GARE DE LONDRES : HUIT BLESSES

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Londres (Reuters). — Huit personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe, jeudi matin 4 mars, dans un wagon, à proximité de la gare de Cannon-Street, à Londres. Quatre des blessés ont été conduits à l'hôpital. Le wagon était vide, tous les voyageurs venant d'en descendre. Les blessés étaient, semble-t-il, dans un autre train qui se trouvait sur la voie voisine. La gare de Cannon-Street dessert les lignes de banlieue conduisant à la City de Londres.

Contrairement aux hypothèses d'un journal local

LE SEISME DU GUATEMALA N'A PU ETRE DECLENCHE PAR UNE EXPLOSION SOUTERRAINE AMERICAINE

Guatemala (A.F.P.). — Le séisme catastrophique survenu le 4 février dernier au Guatemala aurait été provoqué, selon le journal guatémaltèque *El Tiempo*, par une explosion nucléaire souterraine qui a eu lieu, selon lui, au Nevada.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle corrélation, explosion nucléaire-séisme lointain, est formulée.

Le Pérou avait déjà avancé cette hypothèse après le tremblement de terre catastrophique du 31 mai 1971 (cinquante-cinq mille morts) déclenché, selon certains Péruviens, par les essais nucléaires français du Pacifique. Mais, d'après les sismologues compétents et sérieux, une telle corrélation est totalement dénuée de fondement.

Comment expliquerait-on les violents séismes qui se sont produits, notamment au Guatemala, antérieurement à 1945, c'est-à-dire avant que les explosions nucléaires ne soient réalisées ? Il y a, malheureusement, des séismes de terre, mais aucun séisme nucléaire ou non, ont tremblé dans le passé et tremblent dans l'avenir sans que personne, en l'état actuel des connaissances, puisse faire quelque chose pour prévenir les secousses.

Comment expliquerait-on que les violents séismes naturels ne soient pas suivis, ici ou là dans le monde, de tremblements de terre « série » ? Comment expliquerait-on que la Californie, zone éminemment sismique, ne soit pas plus secouée que le Nevada qui ne l'est pas ?

Certaines activités humaines peuvent, certes, déclencher des tremblements de terre, notamment la mise en eau de grands lacs de barrage (Koyana en Inde, Kariba sur le Zambèze, Lake Mead aux Etats-Unis) ou des injections de fluides (Colorado). (« Le Monde » du 23 décembre 1967). Mais ces phénomènes se produisent à l'échelle ou tout près du lieu où ces activités humaines ont eu lieu et les spécialistes pensent qu'ils sont liés à des particularités locales de la géologie ou de la structure du sous-sol.

En outre, la chronologie des faits rapportés par « El Tiempo » est fautive. Le séisme du Guatemala est survenu le 4 février à 9 h. 2 (T.U.T. temps universel) et les explosions du Nevada ont eu lieu dans l'après-midi du même jour. Les Américains procèdent d'ailleurs à leurs essais presque toujours dans l'après-midi (T.U.T.). Les atomistes américains pourraient donc, à la limite, reprocher au Guatemala d'avoir mis à feu leur bombe. — Y.B.

NOUVELLES BRÈVES

M. Giscard d'Estaing offrait un déjeuner, jeudi 4 mars, en l'honneur du grand duc Jean de Luxembourg et de la grande duchesse Joséphine-Charlotte.

M. Ali Aref Bourhan, président du Territoire français des Afars et des Issas, a déclaré, mercredi 3 mars, qu'il était prêt à participer à une « table ronde » qui réunirait tous les partis et les mouvements de libération du T.F.A.I., avant même qu'il ait lieu le référendum sur l'indépendance. Par ailleurs, le chef militaire français à Djibouti, il a précisé qu'il renoncerait à cette implantation s'il avait des garanties formelles de l'O.U.A. mais que celles-ci étaient encore trop imprécises. — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 4 mars 1976 a été tiré à 589 644 exemplaires.

René Ben Chemoul
chemises vêtements, pulls, robes de chambre, pyjamas, bonnettes, pantalons

le chemisier spécialiste des grandes tailles

Vous trouverez les produits Ben Chemoul à :

Cherbourg (50100)	Montargis (45200)
Sydney Bouffes, 2 rue du Maréchal-Foch	Philippe Karol, 60 rue Dorée
Cherbourg-Ferrand (63000)	Moulins (03000) : Madelon, 20 rue d'Allier
Cherbourg-Lescher, 3 place Deltis	Mantes (44000)
Créteil (94000)	Au Baron de Retz, 2 rue Grétry
Coyvet, 25 rue du Général-Leclerc	Rennes (35000) : Annot, 8 rue de Toulouse

Et bien sûr dans d'autres villes.
(Chemisiers, pour tous renseignements, écrivez à l'adresse de Paris)

BLAZE
Avec une expérience inoubliable.
Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumé, par de jolies et délicates massesseuses aux mains de rêve.

A découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.

Institut Corporel Claude Massard
Tél. 261 27 25 - 261 27 26
6 rue de la Paix 75002 Paris

سكا من الامم